

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 novembre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 7th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion: the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jérôme, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes: augmentation du nombre d'électeurs par bureau de votation, droit de percevoir la taxe foncière d'aqueduc des terrains vacants dans certains cas, permettre l'acquisition de terrains et la construction d'édifices pour fins industrielles et municipales, pourvoir à la réfection et à la réparation des trottoirs.

Saint-Jérôme, ce 14 octobre, 1953.

Le Maire,
CAMILLE L. de MARTIGNY, C.R.
Le Greffier,
35751-42-4-o OCTAVIEN TESSIER.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jérôme, municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the City of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present or next session in order to obtain the passing of an Act concernning the following subjects: the increasing of the number of electors per polling-station, the right to collect, in certain cases, a water rate on vacant lots, to allow the purchasing of lots and the erection of buildings for industrial and municipal purposes, and provide for there building and repairing of sidewalks.

Saint-Jérôme, this October 14th, 1953.

CAMILLE L. de MARTIGNY, C.R.
Mayor.
OCTAVIEN TESSIER,
35751-42-4 Clerk.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, constituées en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 53, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à ladite loi, aux fins suivantes: mieux définir les buts et certains pouvoirs que la corporation possède actuellement; obtenir certains pouvoirs que la corporation ne possède pas actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour fins ee revenus n'excède pas la somme de trois cent mille dollars; engager ses biens meubles et immeubles pour assurer le paiement de ses obligations, contractées spécialement par émission d'ogligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil d'administration, composé ainsi qu'il sera statué; édicter des dispositions relatives à la dissolution de la dite corporation, à la représentation de ses membres par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification du nom corporatif et du siège social de celle-ci, de même qu'à certains établissements à ériger.

St-Hyacinthe, le 10 octobre 1953.

Le Procureur des Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe,

35749-42-4-o JACQUES BOUSQUET.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Sisters of Saint-Joseph of Saint-Hyavinthe, a body incorporated under the Act, 44-45 Victoria, chapter 53, will apply to the Legislature of Quebec, a its next session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers that he now possesses; acquire certain powers that he does not possess; acquire all moveable and immoveable property, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for the purposes of revenue does not exceed three humdred thousand dollars; encumber its moveable and immoveable property in any way, to secure the payment of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of said corporation shall be exercised by its consil of administration, composed in the manner which shall be defined; enact dispositions relating to the dissolution of said corporation, to the representation by said corporation of its members, to the officers whose signatures shall bind said corporation, to the altering of its corporate name, of the place of its corporate seat and to certain establishments to be erected.

St-Hyacinthe, October 10th, 1953.

JACQUES BOUSQUET,

Attorney for the Sisters of Saint-Joseph

35749-42-4-o of Saint-Hyacinthe.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "John Urwin, de la Ville de Ste-Rose, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit en par lui subissant avec succès les examens écrits du Barreau de la Province de Québec.

Daté à Montréal, ce 8ième jour d'octobre, 1953.

Les Avocats du Requérant,

35748-42-4-o DUQUET & MACKAY.

NOTICE

Notice is hereby given that John Urwin, of the Town of Ste. Rose, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the parctice of law after having successfully passed the written examinations of the Bar of Quebec.

Dated at Montreal, this 8th day of October, 1953.

DUQUET & MACKAY,

35748-42-4-o Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de Rivière des Prairies, fixer la date des élections, le mode d'élection du maire et des échevins, l'heure de l'ouverture et de la fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour l'approbation des règlements municipaux, prévoir la rémunération des membres du Conseil, la confection immédiate d'un nouveau rôle d'évaluation, l'imposition d'une taxe spéciale sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité pour la construction d'un système ou d'une partie d'un système d'aqueduc ou d'égouts, de puits publics, citernes, réservoirs etc, autoriser la création d'un fonds de roulement, l'adoption de règlements concernant le zonage, les permis de construction, la construction d'un seul édifice sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision ordonnant des travaux d'aqueduc et d'égouts requis dans l'intérêt général, l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the passing of an Act for the following purposes: to erect the municipality in a town municipality under the name of Rivière des Prairies, to fix the date of election, the form of election of the mayor and the councillors, the hours of opening and the closing of the polls for elections and approval of by-laws, to provide for the remuneration of the members of the Council, the immediate completion of a new valuation roll, the imposition of a special tax on all the owners or occupants of immoveables in the municipality for the construction of a system or part of a system of waterworks and sewers, public wells, cisterns reservoirs etc., to authorize the constitution of a working fund, the adoption of by-laws concerning zoning, construction permits, the construction of only one building on one distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan, ordering work on waterworks or sewers required in the general interest, the issue of notices of summons in cases of certain infractions to municipal by-laws relating to traffic and public safety, to limit taxation of farm lands,

règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, limiter la taxation des terres en culture, établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents, établir la propriété de certaines rues, permettre l'encouragement des arts, des sciences, l'établissement et l'organisation de centres de loisirs, de jeux et de sports et pour autres fins.

Montréal, 9 octobre 1953.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,

35750-42-4-o LABELLE & LABELLE.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Maurice Dion, né Maurice Plamondon, Monsieur Alexandre Dion et son épouse Dame Auréa Plamondon s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de légaliser à compter du 27 octobre 1931 l'adoption de Maurice Plamondon par Monsieur Alexandre Dion et son épouse Dame Auréa Plamondon.

Québec, le 6 octobre 1953.

Les Procureurs des pétitionnaires,

35744-42-4-oDUSSAULT DÉSILETS & JOBIN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Beauce, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité précitée, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, une taxe de vente dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent (1%), en conformité de la loi.

Québec, le 10 octobre, 1953.

L'Avocat de la requérante,

35764-42-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que "The St-Maurice Furniture Company Limited", corporation légalement constituée, ayant son siège social à 4205 Chemin Côte de Liesse, Ville St-Laurent, Montreal, Que., s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la prier d'adopter une loi aux fins d'annuler une entente intervenue entre ladite compagnie et la Ville de La Tuque par le chapitre 105, article 4, 14 Georges VI 1950.

La Tuque, le 15 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,

35800-43-4-o GEORGES ROY.

AVIS D'UN BILL D'ADOPTION

Avis est donné qu'une pétition introductive d'un bill privé et un bill privé seront présentés à la prochaine session de la législature de Québec par Pierre Marcel Charbonneau et Mireille Dulude Charbonneau, son épouse de Montréal, pour obtenir l'adoption de Serge Charbonneau fils légitime de Roland Charbonneau de Montréal et Marie Anne Gaumont, son épouse décédée.

MIREILLE DULUDE CHARBONNEAU,
PIERRE MARCEL CHARBONNEAU.
35815-43-4-o

---

to establish procedures for the execution and payment of public works, to establish the property of certain streets, to allow encouragement of arts, science, establishment and organisation of recreation, games and sports centers and for other purposes.

Montreal, October 9th, 1953.

LABELLE & LABELLE,

35750-42-4-o Attorneys for the Petionner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Maurice Dion né Maurice Plamondon, Mr Alexandre Dion, and his wife, Mrs Auréa Plamondon will apply to the Legislature at its next Session for the adoption of an act to legalise as from October the 27th 1931 the adoption of the said Maurice Plamondon by Mr Alexandre Dion and his wife Mrs Auréa Plamondon.

Quebec, October 6th, 1953.

DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN,

35744-42-4-o Attorneys for petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school Commissioners for the Municipality of the village of Saint-Joseph de Beauce, will apply to the Legislature fo the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing and levying, within the said municipality, from the date of the coming into force of the present Act, a sales tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) according to law, and for other purposes.

Quebec, October 10th, 1953.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,

35764-42-4-o Attorney for the petitionner,

PUBLIC MOTICE

Public notice is hereby given that the St-Maurice Furniture Company Limited, corporation legally constituted, having its head offics at 4205 Côte de Liesse Road, Town of St-Laurent, Montreal, Que., will apply to the legislature of the Province of Quebec at his next session, for the passing of an act respecding an agreement intervened between the said Company and the Town of La Tuque, the said agreement having been ratified by Chapter 105, Section 4, 14 Georges VI, 1950.

La Tuque, October 15th, 1953.

GEORGES ROY,

35800-43-4-o Attorney for applicant.

NOTICE OF A BILL FOR ADOPTION

Notice is given that a petition introductory to a private bill and a private bill will be presented to the next session of the Quebec Legislature by Pierre Marcel Charbonneau and Mireille Dulude Charbonneau, his wife, of Montreal, in order to obtain that Serge Charbonneau, legitimate son of Roland Charbonneau of Montreal and Marie Anne Gaumont, his deceased wife, be adopted legally by them.

MIREILLE DULUDE CHARBONNEAU,
PIERRE MARCEL CHARBONNEAU.
35815-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de refondre au complet sa charte, de conserver des pouvoirs spéciaux et d'en obtenir de nouveaux sur les matières suivantes: encouragement des sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; nomination et pouvoirs du gérant; arrondissements de votation; changer la date des élections, ainsi que la date de certaines procédures se rapportant aux élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; procédures concernant le recomptage des votes donnés à une élection: durée du scrutin sur les règlements; publicité; procédures d'adoption et d'amendement des règlements de zonage et de construction; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraires sur permis de construction; règlementer le maintien des lots vacants; droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relativement à la circulation et à la sécurité publique modes d'imposition de taxes pour travaux d'aqueduc; changement de l'année financière; droit de conserver, pour fins municipales, les terrains acquis pour taxes; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunts par les électeurs propriétaires; modalité de paiement des travaux permanents; création d'un fonds de roulement, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Beaconsfield,

35762-42-4-o LACROIX VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revise its charter entirely, to maintain some special powers and to obtain some new ones, for the following matters: encouragement to sciences, establishment of recreational centers and organization of games and sports; appointment and powers of manager; polling districts; to change the date of the elections and also the date of some procedures concerning the said elections; fixation of hours of opening and closing of polling-stations for municipal elections; proceedings concerning the recount of votes given in an election; duration of vote on by-laws; publicity; procedures concerning the adoption and amendment of zoning and construction by-laws; obligation for the proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of lands built on or to be built on; fees on building permit; to regulate the maintenance of vacant lots; right to issue notice of summons for offenses to the traffic and public security by-laws of the Town; manner of imposition of taxes for waterworks; change of the financial year; right to keep for municipal purposes lands acquired for taxes; proceedings for execution of permanent works; proceedings concerning the payment of permanent works; proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors proprietors; establishment of a working fund, and for all other purposes.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,

Attorneys for the Town of Beaconsfield.

35762-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Jean-Jacques-Armand Charpentier, de la cité de Lachine, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jean-Jacques-Armand Lamoureux.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs du Pétitionnaire,

35763-42-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Jean-Jacques Armand Charpentier, of the city of Lachine, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act changing his name to Jean-Jacques-Armand Lamoureux.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,

35763-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

Avis est donné que Louis Cléroux, maraîcher, de Saint-Martin de Laval, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de vendre des biens immobiliers à lui légués par testament de Grégoire Cléroux, maraîcher, du même lieu, malgré une prohibition d'aliéner stipulée audit testament.

Québec, 13 octobre 1953.

Les Procureurs du requérant,

35769-42-4-o GUÉRARD et PELLAND.

Notice is given that Louis Cléroux, market-gardener, of St. Martin of Laval, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing him to sell real property bequeathed to him by will of Grégoire Cléroux, market-gardener, of the same place, notwithstanding a prohibition to alienate contained in the said will.

Quebec, October 13th, 1953.

GUÉRARD and PELLAND,

35769-42-4-o Attorneys for petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que René Brien, cultivateur de Beaconsfield, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-sept (137) des

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that René Brien, farmer of Beaconsfield, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act validing and confirming his title to the immoveable property known and designated as being lot number one hundred and thirty-seven

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, dans la division d'enregistrement de Montréal, et reconnaissant son droit de propriété absolue sur ledit immeuble.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35771-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: indemnité du maire et des échevins; exemption de taxe en faveur du "Young Men Christian Association"; pension à Alphonse Saint-Germain et Ovila Lamarche; changement de la date des élections et procédures se rapportant auxdites élections; amendement à la loi 12 George V, chapitre 123, article 12, relativement au nombre de personnes pouvant demander le vote; confection du rôle spécial pour des subdivisions en lots à bâtir; amendement au règlement de zonage, pour permettre l'usage de bâtisses pour y maintenir certain commerce ou industrie, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35772-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que madame Albertine Tremblay, épouse de P. A. Lavallée et madame Antoinette Tremblay, épouse de J. P. A. Gagnon, toutes deux de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant le testament de dame Louise Papin dit Lachance décédée, épouse de Pierre Odilon Tremblay, décédé, testament en date du 16 octobre 1929, pour permettre aux seules héritières vivantes, notamment les dames Albertine Tremblay Lavallée et Antoinette Tremblay Gagnon de vendre des immeubles dont elles ont hérités par ledit testament.

Montréal, le 16 octobre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,
35801-43-4-o MARCEL PICHÉ, C.R.

Canada, province de Québec, District de Labelle

AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature provinciale, pour autoriser la commission scolaire de Mont-Laurier à percevoir, dans ses limites, une taxe spéciale de vente de 1%.

Mont-Laurier, le 14 octobre 1953.

Le Procureur,
35797-43-4-o HENRI COURTEMANCHE.

Avis de demande à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge", une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi amendant le statut 26 Vic., chapitre 62

(137) on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe-Claire, Registration Division of Montreal, and ratifying his right of complete ownership on the said immoveable property.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
35771-42-4-o Attorneys for applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: indemnity for mayor and aldermen; exemption of tax in favour of Young Men Christian Association; pension to Alphonse Saint-Germain and Ovila Lamarche; change of the date of elections and proceedings concerning the said elections; amendment to the act 12 George V, chapter 123, article 12, concerning the number of persons who may ask the vote; confection of the special roll for subdivisions of lands to be built; amendment to the zoning by-law, to permit the use of buildings for the operation of any commerce or industry, and for all other purposes.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the city of Lachine.

35772-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mrs. Albertine Tremblay, wife of P. A. Lavallée and Mrs. Antoinette Tremblay, wife of J. P. A. Gagnon, both of the city of Montreal, will make application to the legislature of Quebec at its present session, to propose the adoption of a bill modifying the will of dame Louise Papin dit Lachance, deceased, wife of the late Pierre Odilon Tremblay, dated October 16th, 1929, in order to allow the only living heiresses, viz Mrs. Albertine Tremblay Lavallée and Mrs. Antoinette Tremblay Gagnon to sell the properties they have inherited by said testament.

Montreal, October 16th, 1953.

MARCEL PICHÉ, Q.C.
35801-43-4-o Solicitor for the Petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Labelle

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the provincial Legislature to authorize the school board of Mont-Laurier to perceive within its limits a special sale tax of 1%.

Mont-Laurier the 14th October. 1953.

HENRI COURTEMANCHE,
35797-43-4-o Attorney.

Notice of application to Legislature

Public Notice is hereby given that "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge", a corporation with head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an Act amending the statute 26 Vic, chap. 62 incorporating the said Corporation, and all Acts

incorporant ladite corporation, et toutes les Lois l'amendant jusqu'à présent, entre autres, les amendements suivants:

En amendant l'article 1 de sadite charte afin de changer son nom corporatif en celui de "Montreal Protestant Homes", et accroître l'étendue où elle est autorisée d'ériger et maintenir des places d'affaires de la cité de Montréal au district de Montréal, et augmenter ses entreprises et activités autorisées pour inclure l'érection et l'entretien d'infirmeries; en insérant après l'article 4 de sadite charte des dispositions modifiées relativement aux qualifications des Gouverneurs à vie, et pourvoir à leur nomination et élection et ainsi qu'à la contribution exigée et, à cet égard, rayer une partie de l'article 5 concernant cette qualification et autres amendements incidents.

Montréal, 14 octobre 1953.

Les Procureurs des requérants,
CAMPBELL, WELDON & MACFADDEN.

35781-42-4

hitherto amending the same in, among others, the following respects:

By amending section 1 of its said charter to change its corporate name to the name of "Montreal Protestant Homes", and to extend the area within which it is authorized to erect and maintain places of business from the City of Montreal to the District of Montreal, and to enlarge its authorized enterprises and activities to include the erection and maintenance of infirmaries; by inserting after section 4 of its said charter amended provisions for the qualification of Life Governors and to provide for their appointment and election and for their qualifying fees and in that connection to delete a portion of section 5 regarding such qualification, and other incidental amendments.

Montreal, October 14th, 1953.

CAMPBELL, WELDON & MCFADDEN,
35781-42-4-o Attorneys for Applicants.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Mont-Joli s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Imposer une taxe de vente;

2° Tenir des bureaux de votation provisoires et prolonger la durée du scrutin lors de tout vote;

3° Annexer certains territoires limitrophes;

4° Et pour fins d'emprunt, réglementation administration, régie interne et autres fins.

Mont-Joli, le 10 octobre, 1953.

Les Procureurs de la Pétionnaire,
35786-42-4-o RHEAULT & CARLE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Mont-Joli shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, to request the adopting of a bill for the following purposes:

1. Levy a sales tax;

2. Establish provisional polling-stations and prolong the balloting period at any voting time;

3. Annex certain adjacent territories;

4. And to borrow, make regulations, administer, manage and other purposes.

RHEAULT & CARLE,
35786-42-4 Attorneys for Petioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Robert Alexander Hope, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre, à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens de théorie et pratique du barreau.

Les Procureurs du réquerant,
MATHEWSON LAFLEUR & BROWN.
35791-43-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Robert Alexander Hope of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after having passed the theoretical and practical examinations of the Bar.

MATHEWSON LAFLEUR & BROWN,
35791-43-4-o Attorneys for petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que John Napier Wyndham Turner, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens de théorie et pratique du barreau.

Les Procureurs du réquerant,
MATHEWSON LAFLEUR & BROWN,
35792-43-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that John Napier Wyndham Turner of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice or law after having passed the theoretical and practical examinations of the Bar.

MATHEWSON LAFLEUR & BROWN,
35792-43-4-o Attorneys for petitioner.

AVIS PUBLIC

Ville de Matane

Avis est par les présentes donné, que la Ville de Matane, s'adressera à a Législature de la Province de Québec à sa session 1953-54, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivavtes:

Règlementer les taxis et limiter leur nombre; et pour autres fins.

Rimouski, le 6 octobre 1953.

Les Procureurs de la Pétionnaire,
35699-41-4-o GAGNON & GAGNON.

PUBLIC NOTICE

Town of Matane

Notice is hereby given that the Ville de Matane will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its session 1953-54, for the adoption of a Bill for the following purposes:

To regulate the taxis and limit their number; and for other purposes.

Rimouski, October 6th, 1953.

Attornies for Petitioner,
35699-41-4-o GAGNON & GAGNON.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que George Silcock Wilson de la Cité de Westmount dans le district de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins de changer son nom de George Silcock Wilson en celui de George Wilson Rath et lui reconnaître tous les droits et obligations se rattachant à son nouveau nom, et aux autres fins.

Westmount, le 13 octobre 1953.

Le Procureur du pétitionnaire,

35765-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by Mr. George Silcock Wilson of the City of Westmount in the district of Montreal that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act to change his present name Mr. George Silcock Wilson into that Mr. George Silcock Rath and to confirme all his rights and liabilities pursuant to his new name and for all other purposes.

Westmount, this 13th day of October 1953.

ALBERT DUMONTIER,

35765-41-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Baie d'Urfée s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de refondre au complet sa charte, de conserver des pouvoirs spéciaux et d'en obtenir de nouveaux sur les matières suivantes: encouragement des sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; changement de la date des élections, ainsi que la date de certaines procédures se rapportant auxdites élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; procédures concernant le recomptage des votes donnés à une élection; durée du scrutin sur les règlements; procédures d'adoption et d'amendement des règlements de zonage et de construction; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraires sur permis de construction; règlementer le maintien des lots vacants; droit d'émettre des billets d'assignation pour infractions aux règlements municipaux relativement à la circulation et à la sécurité publique; mode d'imposition de taxes pour travaux d'aqueduc; changement de l'année financière; procédures pour exécution de travaux permanents; modalité de paiement des travaux permanents; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires; pour ratifier l'adjudication et la vente de certains lots, qui ont été vendus pour non-paiement de taxes par le secrétaire-trésorier de la ville le 27 novembre 1944; confirmation du droit de propriété de la Ville de certaines rues; et pour autres fins.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Baie d'Urfée,

35761-42-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Baie d'Urfée will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revise its charter entirely, to maintain some special powers and to obtain some new ones, for the following matters: encouragement to sciences, establishment of recreational certers and organization of games and sports; to change the date of the elections and also the date of some procedures concerning the said elections; fixation of hours of opening and closing of polling-stations for municipal elections; proceedings concerning the recount of votes given in an election; duration of vote on by-laws; procedures concerning the adoption and amendment of zoning and construction by-laws; obligation for the proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of lands built on or to be built on; fees on building permit; to regulate the maintenance of vacant lots; right to issue notice of summons for offenses to the traffic and public security by-laws of the Town; manner of imposition of taxes for waterworks; change of the financial year; proceedings for execution of permanent works; proceedings concerning the payment of permanent works; proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors proprietors; to ratify the adjudication and sale of a certain number of lots, which have been sold for non-payment of taxes by the secretary-treasurer of the Town, on November 27, 1944; confirmation of Town's ownership of certain streets; and for all other purposes.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,

Attorneys for the Town of Baie

35761-42-4-o d'Urfée.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "La Chaîne Coopérative du Saguenay," syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de Québec au cours de sa prochaine session, dans le but d'obtenir la passation d'une loi aux fins de modifier et d'augmenter ses pouvoirs d'emprunt et d'autoriser son bureau de direction à nommer un comité exécutif et à déterminer ses pouvoirs.

Saint-Bruno, 14 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,

35773-42-4-o ROGER GOSSELIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "La Chaîne Coopérative du Saguenay", a cooperative syndicate formed under the Quebec Cooperative Syndicates Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its next session, in order to obtain the adoption of a law to modify and increase its borrowing powers and to authorize its board of directors to appoint an executive committee and to determine its powers.

St. Bruno, October 14, 1953.

ROGER GOSSELIN,

35773-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes douné que la Ville de l'Abord-à-Plouffe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 11, George VI, chapitre 104, sur les matières suivantes: réglementer les constructions, réglementer la subdivision des lots; retarder conditionnellement le prélèvement de taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures des referedums sur les règlements d'emprunt; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; réglementer les plages; réglementer la coupe de la glace; règlementer la protection des arbres; droits de passage pour service d'aqueduc; réglementer les restaurants ambulants; réglementer l'entretien des lots vacants et pour autres fins.

Montréal, 16 octogre 1953.

Les Procureurs de la Ville de l'Abord-à-Plouffe,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35793-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of l'Abord-à-Plouffe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 11, George VI, chapter 104, for the following matters: to regulate the buildings; to regulate the subdivision of lots; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referendum proceedings on the borrowing by-laws; to provide to the maintenance of the sidewalks, streets and public places; to regulate the beaches; to regulate the ice cutting; to regulate the care of trees; right of way for waterworks; to regulate the strolling restaurants; to regulate the maintenance of vacant lots; and for all other purposes:

Montreal, October 16, 1953.

LACROIX, VIAU & POURPART,
Attorneys for the Town of l'Abord-à-Plouffe.

35793-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est pas les présentes donné que le Conseil Municipal du Comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'imposer rt prélever une taxe de vente daus tout ou partie du Comté de Laval, à la réquisition des corporations municipales et/ou des corporations scolaires, pour leur bénéfice et avantage.

Montréal, ce 15 octobre 1953.

Les Procureurs du Conseil Municipal
du Comté de Laval,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35794-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, granting the power to impose and levy a sales tax in all or part of the County of Laval, at the request of the municipal corporations and/or school corporations, for their benefit and interest.

Montreal, October 15, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the County of Laval,

35794-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Casimir Myszochraj, gérant des ventes, domicilié au village de Saint-Joseph-sur-Yamaska, district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Casimir Murray ainsi que les noms de ses enfants mineurs Hélène et Lucie Myszorhraj en celui de Hélène et Lucie Murray.

St-Hyacinthe, le 16 octobre 1953.

Le Procureur du pétitionnaire,
JACQUES BOUSQUET.

35799-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Casimir Myszochray sales manager, of the village of St-Joseph-sur-Yamaska, district of St-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing his name to Casimir Murray and the name of his minor children Hélène and Lucie Myszochraj to the name of Hélène and Lucie Murray.

St-Hyacinthe, October 16th, 1953.

JACQUES BOUSQUET,
Attorney for the Petitioner.

35799-43-4-o

SUCCESSION ZÉNON BOLDUC

Avis est par les présentes donné que MM. Yvon Bolduc, industriel, de la cité de Montréal, et Jules Bolduc, industriel de la cité de St-Lambert, agissant en leur qualité de co-exécuteurs testamentaires de la succession de feu Zénon Bolduc, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisés à augmenter le montant des rente et pension mensuelles en faveur de Madame Liane Guy Bolduc et des enfants de cette dernière, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 17 octobre 1953.

(signé) YVON BOLDUC.
" JULES BOLDUC.

35826-43-4-o

ESTATE ZÉNON BOLDUC

Notice is hereby given that Yvon Bolduc, industrialist of the city of Montreal, and Jules Bolduc, industrialist of St. Lambert, acting in their quality of co-testamentary executors of the estate of the late Zénon Bolduc, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the purpose of increasing the monthly rent and anuity payable to Dame Liane Guy Bolduc and her children, and for other purposes.

Montreal, October 17th 1953.

(Signed YVON BOLDUC,
" JULES BOLDUC.

35826-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que le Conseil municipal de la Paroisse de St-Martin, comté de Laval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville sous le nom de la Ville de Saint-Martin, et pour l'obtention de certains pouvoirs, dont: fixer la date et les modalités des élections; règlementer les constructions; règlementer la subdivision des lots; retarder conditionnellement le prélèvement des taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures de referendum sur les règlements d'emprunt; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; règlementer la protection des arbres; droit de passage pour service d'aqueduc; règlementer les restaurants ambulants règlementer l'entretien des lots vacants; modifier l'étendue des terres considérées terres en culture; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 octobre, 1953.

Les Procureurs du Conseil municipal
de la Paroisse de St-Martin,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35796-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Parish of St. Martin, County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law to erect part of its territory in town, under the name of the Town of St. Martin and for the granting of certain powers, to wit: to fix the date and the modalities of the elections; to regulate the buildings; to regulate the subdivision of lots; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referendum proceedings on the borrowing by-laws; to provide to the maintenance of the side-walks, streets and public places; to regulate the care of trees; right of way for waterworks; to regulate the strolling restaurants; to regulate the maintenance of vacant lots; to modify the area of lands considered as farm lands; and for all other purposes.

Montreal, October 13rd, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the Parish of St-Martin.

35796-43-4-o

Canada, Province de Quebec, District de Labelle

AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature provinciale, pour autoriser la ville de Mont-Laurier à percevoir, dans ses limites, une taxe spéciale de vente de 2%.

Mont-Laurier le 14 Octobre 1953.

Le Procureur,
35798-43-4-o HENRI COURTEMANCHE.

Canada, Province of Quebec, District of Labelle,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the provincial Legislature to authorize the city of Mont-Laurier to perceive within its limits a special sale taxe of 2%.

Mont-Laurier, October 14, 1953.

HENRI COURTEMANCHE,
35798-43-4-o Attorney.

Avis de pétition a l'Assemblée Législative de Québec

Avis est par les présentes donné que Société d'Administration et de Fiducie, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tutrice aux biens de la mineure Michèle Lafontaine, s'adressera à la Législature Provinciale de Québec à sa prochaine session pour lui demander:

a) de confirmer, ratifier et valider un bail avec promesse de vente d'un commerce d'embouteillage, de vente et de distribution de produits de Coca-Cola, exploité à Maniwaki, district de Labelle, et de l'immeuble qui le loge portant les numéros 1-198, 1-199 et partie 1-196 dans le rang de front de la Rivière Désert dans le canton de Maniwaki, intervenu entre la dite Société d'Administration et de Fiducie et Maurice Brien de Ste Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne;

b) L'autorisation de vendre de gré à gré le dit commerce et l'immeuble qui le loge selon les conditions du dit bail avec promesse de vente;

c) La permission de vendre "en bloc" à l'enchère un chalet d'été avec les meubles meublant situé sur un terrain de la Couronne au lac Grier ou Castor en la paroisse de Ste Famille d'Aumont, comté de Labelle; tous les biens susdits appartenant à la dite mineur Michèle Lafontaine.

Montréal, ce 19ième jour d'octobre, 1953.

Les Procureurs de la Société
d'Administration et de Fiducie.
WALKER, MARTINEAU, CHAUVIN,
35816-43-4-o WALKER & ALLISON.

Notice of petition to the Quebec Legislature

Public notice is hereby given that "Société d'Administration et de Fiducie", a body corporate of the city and district of Montreal, in its quality of tutrix to the property of the minor Michèle Lafontaine, will ask the Legislature of the Province of Quebec at its next session:

a) To confirm, ratify and validate a lease with promise of sale of a bottling business and plant of Coca-Cola products operated and located at Maniwaki, district of Labelle, on lots Nos. 1-198, 1-199 and part of lot 1-196 in the front range of the River Desert, in the township of Maniwaki, executed between the said "Société d'Administration et de Fiducié" and Maurice Brien, of Ste Agathe-des-Monts, county of Terrebonne;

b) The authorization to sell by private contract the said business and plant according to the provisions and conditions of the said lease and promise of sale;

c) The authorization to sell "en bloc" by auction sale a summer cottage together with its furniture and furnishings situate on Crown lands on Lake Grier or Castor in the Parish of Ste Famille d'Aumont, county of Labelle; all the aforesaid property belonging to the said minor Michèle Lafontaine.

Montreal, this 19th day of October, 1953.

WALKER, MARTINEAU, CHAUVIN,
WALKER & ALLISON.
Attorneys for "Société d'Administration,
35816-43-4-o et de Fiducie".

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères Macrinus Nino, de Los Angeles, Californie, l'un des États-Unis d'Amérique, Henri Pujolras, Jean-Marie Lemrise de la paroisse Ste-Victoire, Comté d'Arthabaska, s'adresseront à la législature à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant, ainsi que les membres de leur Congrégation, en Corporation sous le nom de "La Congrégation des Missionnaires Fils du Chœur Immaculé de Marie" (Pères Clarétains), pour la poursuite d'œuvres religieuses, paroissiales, sociales, éducationnelles, charitables et missionnaires, avec tous les pouvoirs requis pour la poursuite de ces fins et ceux reconnus aux Corporations religieuses; spécialement, et sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, ils demanderont le pouvoir de posséder des immeubles quelle qu'en soit l'étendue, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le droit de représentation de leurs membres, et l'attribution du bénéfice corporatif aux nouvelles maisons de la Congrégation.

Victoriaville, le 7 octobre 1953.

Le Procureur des requérants,
35745-42-4-o RAYMOND BEAUDET.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Reverend Fathers Macrinus Nino, of Los Angeles, California, one of the United States of America, Henri Pujolras, Jean Marie Lemrise of the parish of Ste. Victoire, county of Arthabaska, will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act to incorporate them, as well as the members of their Congregation, under the name of "La Congrégation des Missionnaires Fils du Cœur Immaculé de Marie (Pères Clarétains) The Congregation of Missionnary Sons of the Immaculate Heart of Mary (Claretan Fathers), for the carrying out of religious, parochial, social, educational, charitable and missionary works, with all the powers required for the furthering of these purposes, and thoses with which religious Corporations are vested especially, without restricting the generality of the above terms, they will request the power to hold immoveable property of any extent whatsœver, notwithstanding any general or special law to the contrary, the right of representation of their members, and to attribute corporate benefits to additional houses of the Congregation.

Victoriaville, October 7, 1953.

RAYMOND BEAUDET,
35745-42-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alfred Trottier, rentier, de la paroisse Ste-Victoire, Comté d'Arthabaska, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Compléter et modifier le dernier testament de Dame Célina Labonté, veuve de feu Joseph Trottier, en son vivant de la paroisse Ste-Victoire, Comté d'Arthabaska, de la façon suivante:

a) Annuler la clause de prohibition d'aliéner et d'hypothéquer, contenue dans ledit testament;

b) Déclarer ledit Alfred Trottier seul propriétaire actuel et absolu des biens dépendant de la succession de Dame Célina Labonté;

2° Interpréter, compléter et modifier un acte de donation entre vifs par Joseph Trottier et Dame Célina Labonté à William Trottier, laquelle donation a ensuite été transportée à Alfred Trottier, en annulant une prohibition d'hypothéquer et d'aliéner sans le consentement écrit de la donatrice.

Victoriaville, le 13 octobre 1953.

Le Procureur du requérant,
35746-42-4-o RAYMOND BEAUDET.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alfred Trottier, annuitant, of the parish of Ste-Victoire, county of Arthabaska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an Act for the following purposes:

1. To complete and amend the last will of Dame Célina Labonté, widow of the late Joseph Trottier, in her lifetime of the parish of Ste-Victoire, county of Arthabaska, in the following manner:

a) To annul the prohibition clause to alienate and to mortgage, contained in the said will;

b) To declare the said Alfred Trottier the sole present and absolute proprietor of the property dependant upon the estate of Dame Célina Labonté;

2. To interpret, complete and modify a deed of donation "inter vivos" by Joseph Trottier and Dame Célina Labonté to William Trottier, which donation was afterwards transferred to Alfred Trottier, by cancelling a prohibition to mortgage and alienate without the written consent of the donatrix.

Victoriaville, October 13, 1953.

RAYMOND BEAUDET,
35746-42-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Rose s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 8 George V, chapitre 98, modifiée par la Loi 14-15 George VI, chapitre 97 et par la Loi 15-16 George VI, chapitre 93, sur les matières suivantes: régelementer les constructions; réglementer la subdivision des lots; retarder conditionnellement le prélèvement de taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures de referendum sur les règlements d'emprunt; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; réglemen-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Sainte-Rose, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 8 George V, chapter 98, modified by the law 14-15 George VI, chapter 97 and by the Law 15-16 George VI, chapter 93, for the following matters: to regulate the buildings; to regulate the subdivision of lots; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referedum proceedings on the borrowing by-laws; to provide to the maiutenance of the sidewalks, streets and public places; to regulate the beaches; to regulate

ter les plages; règlementer la coupe de la glace; règlementer la protection des arbres; pourvoir à l'annexion de certains territoires; règlementer les heures de fermeture des magasins; et pour autres fins.

Montréal, ce 20 octogre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Sainte-Rose,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35795-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 6 George V, chapitre 59, modifiée par les lois 13 George VI, chapitre 98 et 15-16 George VI, chapitre 96, sur les matières suivantes: règlementer les constructions; règlementer la protection des arbres; règlementer les plages; règlementer la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; droits de passage pour service d'aqueduc; retarder conditionnellement les prélèvements de taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures de referendum sur les règlements d'emprunt; règlementer les heures de fermeture des magasins; et pour autres fins.

Montréal, ce 20 octobre, 1953.

Les Procureurs de la Ville de Dorion,
35833-43-4-o LACROIX, VIAU & POUPART

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Cité de Saint-Jean et la Ville d'Iberville s'adresseront à la législature provinciale de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent (2%) et que les Commissions scolaires de la Cité de Saint-Jean, de la Ville d'Iberville et de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans la cité de Saint-Jean s'adresseront aussi à ladite législature, à la même session, pour l'adoption d'une loi autorisant à imposer, pour fins d'éducation, une taxe de vente n'excédant pas un pour cent (1%).

Saint-Jean, 20 octobre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,
35831-43-4-o JACQUES CARTIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Adelard Lavoie, contremaître, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, qu'il s'adressera à la Législature de la Province, de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir le changement de son nom en celui de Walter Kelly, et avec tous les privilèges, pouvoirs, droits et obligations que la dite loi pourra lui conférer ainsi qu'à ses enfants, descendants et héritiers.

Drummondville, ce 21 octobre 1953.

Les Procureurs du pétitionnaire,
35834-43-4-o RINGUET & SAINT-PIERRE

Avis public est par les présentes donné que Milton Weinstein, étudiant en notariat, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom de Weinstein en celui de Winston.

Montreal, le 21 octobre 1953.

Le Procureur du requérant,
35851-43-4-o ÉMILIEN BRAIS.

---

the ice cutting, to regulate the care of trees; provide for the annexation or certain territories; regulate the closing hours of stores; and for all other purposes.

Montreal, October 20, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Sainte-Rose.

35795-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Dorion, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 6 George V, chapter 59, modified by the Laws 13 George VI, chapter 98 and 15-16 George VI, chapter 96, for the following matters: to regulate the buildings; to regulate the care of trees; to regulate the beaches; to regultae the subdivision of lots; to provide to the maintenance of the sidewalks, streets and public places; right of way for waterworks; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referendum proceedings on the borrowing by-laws; to regulate the closing hours of stores; and for all other purposes.

Montreal, October 20, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
35833-43-4-o Attorneys for the Town of Dorion.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that la Cité de Saint-Jean and la Ville d'Iberville will apply to the provincial legislature, at its next session, to pass a law to authorize them to impose a sale tax not exceeding two per cent (2%) and that the school commission of la Cité de Saint-Jean, la Ville d'Iberville and Notre-Dame-Auxiliatrice, in la Cité de Saint-Jean, will aslo apply to the said Legislature, at the same session to pass a law, to authorize them to impose a sale tax, not exceeding one per cent (1%) the said tax to be imposed for education purposes.

Saint-Jean, October 20th, 1953.

JACQUES CARTIER, Q.C.,
35831-43-4-o Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by Adelard Lavoie, foreman, of the city of Drummondville, district of Arthabaska, that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at his next Session, for the adoption of an act to change his name to that of Walter Kelly and with all privileges, powers, rights and obligations that the said act may confer him, his children, decendents and heirs.

Drummondville, October the 21st 1953.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
35834-43-4-o Advocates for the Petitioner.

Public notice is hereby given that Milton Weinstein, notarial-student, of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the passing of an Act changing his name, Weinstein, to that of Winston.

Montreal, October 21, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,
35851-43-4 Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Longueuil s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. augmentation du nombre des quartiers et du nombre des échevins;
2. paiement d'une indemnité aux membres du Conseil;
3. Election du Maire tous les trois ans et de trois échevins sur six chaque année;
4. droit d'abolir certaines ruelles;
5. extension pour deux années du pouvoir d'emprunt autorisé par la Loi 14 George VI, Chapitre 97, article 3;

Montréal, le 21 octobre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,
35845-43-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that the city of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the passing of an Act for the following purposes:

1. To increase the number of wards and aldermen;
2. To pay an indemnity to the members of the Council;
3. To elect a Mayor every three years and three aldermen out of six each year;
4. The right to abolish certain lanes;
5. To extend for a period of two years the borrowing power authorized by Act 14 George VI, Chapter 97, Section 3;

Montreal, October 21st, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,
35845-43-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1, Geo. VI, ch. 105, aux fins suivantes:

1° Faire remise de la taxe scolaire au pro rata du montant perçu;
2° Amender l'article 488 des cités & villes;
3° Amender l'article 428 des cités et villes pour règlementer les heures de danse le dimanche dans les salles publiques;
4° Valider une évaluation fixe et temporaire re: "Classon Knitting et J. H. Bryant Ltd;"

Et autres demandes;

Sherbrooke, le 20 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35830-43-4-o ALBERT RIVARD.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1, Geo. VI, ch. 105, for the following purposes:

1. To remit the school taxes to the pro rata of the amount collected;
2. To amend art. 488 of the Cities & Towns Act;
3. To amand art. 428 of the Cities & Towns Act in order to legislate on dancing hours on Sundays;
4° To validate an agreement for a fixed valuation between the city and "Classon Knitting Mills and J. H. Bryant Ltd";

And for other purposes.

Sherbrooke, this 20th day of October, 1953.

ALBERT RIVARD,
35830-43-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaire d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

a) Pour diminuer les délais prévus aux articles 307 et 378 de la Loi de l'Instruction Publique de trente (30) à quinze (15) jours, pour engager les professeurs par résolution seulement, pour obtenir la faculté de changer un professeur de classe ou d'école durant l'année scolaire, et pour remplacer l'obligation de lire et d'afficher les résolution par la faculté d'afficher un simple avis.

b) Pour permettre aux commissaires de recevoir une rénumération de $700.00 pour chacun des commissaires, et $1,200.00 pour le Président.

Québec, le 21 octobre 1953.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN BÉRUBÉ,
35835-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, c.r.,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Sillery will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act for the following purposes:

a) To reduce from thirty to fifteen days the delays contemplated by section 307 and 378 of the Education Act; to hire teachers by means of resolutions merely; to obtain power to change a teacher from one class or school to another during the school year; and to replace the obligation of reading and posting up the resolutions by the mere privilege of posting up a notice.

b) To permit the School Commissioners to receive annually a renumeration of seven hundred dollars for each of the Commissioners and one thousand two hundred dollars for the Chariman.

Quebec, October 21st, 1953.

JEAN BÉRUBÉ,
VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
35835-43-4-o Attorneys for petitioners.

AVIS DE PÉTITION

Avis est, par la présente, donné que la ville de Saint-Félicien, présentera à l'Assemblée législative et au Conseil législatif, lors de la prochaine session, un bill privé aux fins d'amender sa charte:

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the town of Saint-Félicien will submit to the Legislative Assembly and the Legislative Council, at its next session, a private bill for the purposes of amending its charter:

a) Elle demandera en particulier, que les membres de son conseil, soit élus pour une période de trois ans;

b) Qu'elle ait le droit de permettre ou de refuser des permis de construction; d'établir un plan d'urbanisme obligatoire dans toutes les limites de son territoire;

c) Elle demandera que les amendes collectées pour infractions à la circulation et autres, lui soient octroyées pour les besoins de son administration.

Roberval, ce 21 octobre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,
35852-43-4-o W.-HIDOLA GIRARD, C.R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec" corps constitué suivant la loi des syndicats coopératifs de la Province de Québec, S.R.Q. 1941, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour demander que les sommes empruntées sur garanties hypothécaires ne soient pas comptées pour les fins de la limitation du pouvoir d'emprunt édicté par l'article 16, de la loi concernant les syndicats coopératifs S.R.Q. 1941, Chap. 290, et amendements.

Québec, le 19 octobre 1953.

Le Procureur,
35824-43-4-o UBALD DÉSILETS.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que M. Nicolas Mateesco, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill privé, dans le but d'être admis à l'exercice de la profession d'avocat dans la Province de Québec.

Montréal, le 7 octobre 1953.

Les Procureurs du pétitionnaire,
MONETTE, FILION
35747-42-4-o & LACHAPELLE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer deux actes de cession par l'œuvre et Fabrique N.D. du Rosaire à la cité de Saint-Hyacinthe, de lisières de terrain permettant l'ouverture et l'élargissement de rues; pour valider et confirmer un acre de compromis intervenu entre la cité et Canadian National Railway Co., relativement à l'assiette et à la propriété de certaines rues de la cité; pour augmenter à la somme de deux mille cinq cents dollars par année les frais de représentation du maire; pour modifier le cens d'éligibilité aux charges municipales; pour être autorisé à emprunter, par règlement, une somme n'excédant pas six cent mille dollars pour acquérir ou construire des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 27 octobre, 1953.

Le Procureur de la cité de Saint-Hyacinthe,
35916-44-4-o GAÉTAN SYLVESTRE.

a) It will especially request that the members of its council be elected for a period of three years;

b) That it have the right to grant or refuse building permits; establish a compulsory rural plan within all the limits of its territory;

c) It shall request that all fines collected following traffic law infractions, and others, be granted it, for its administrative requirements.

Roberval, this October 21st, 1953.

W.-HIDOLA GIRARD, Q.C.,
35852-43-4 Attorney for petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec", a body incorporated in accordance with the Quebec Cooperative Syndicates Act, R.S.Q. 1941, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request that the amounts borrowed on hypothecary securities be not considered as limiting the borrowing power decreed by Section 16, of the Act respecting Cooperative Syndicates, R.S.Q. 1941, Chap. 290, and its amendments.

Quebec, October 19, 1953.

UBALD DÉSILETS,
35824-43-4 Attorney.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Nicolas Mateesco, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Private Bill, for the purpose of being admitted to the practice of the profession of advocate in the Province of Quebec.

Montreal, October 7th, 1953.

MONETTE, FILION
& LACHAPELLE,
35747-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an Act amending its charter, Act 24 George V, chapter 94, and amendments, concerning the following matters: to validate and confirm two deeds of transfer by the Fabric Fund and the Church Council of N.D. du Rosaire to the City of Saint-Hyacinthe of strips of land allowing the opening and widening of streets; to validate and confirm a deed of agreement entered into between the City and the Canadian National Railway Co., relative to the lie of the land and to the property of certain streets of the city; to increase to the amount of two thousand five hundred dollars per year the costs of representation of the Mayor; to modify property qualifications for municipal office requirements; to be authorized to borrow, by by-law, an amount not exceeding six hundred thousand dollars to acquire or build immoveables which shall serve for municipal or industrial purposes and other purposes.

Saint-Hyacinthe, October 27, 1953.

GAETAN SYLVESTRE,
Attorney for the City of Saint-
35916-44-4 Hyacinthe.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", corporation dûment constituée par la loi 56 Victoria (1893), chapitre 86, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte aux fins de préciser les objets de la corporation, d'augmenter la valeur annuelle des propriétés qu'elle peut détenir d'une manière permanente, et généralement, aux fins d'augmenter les pouvoirs de la corporation.

Lévis, le 19 octobre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,

35829-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", a corporation duly incorporated in accordance with Act 56 Victoria (1893), chapter 86, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act amending its charter, in order to define more accuretaly, the objects of the corporation, increase the annual value of the properties which it may hold permanently, and generally, for the purpose of increasing its corporate powers.

Levis, October 19, 1953.

ALBERT DUMONTIER,

35829-43-4 Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la "Corporation du Canton Delisle dans le district électoral du Lac St-Jean, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à annexer la ville de l'Isle Maligne.

Québec, le 19 octobre 1953.

Les Procureurs des pétionnaires,

J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.

35865-44-4-o NOEL DORION, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of "Le Canton Delisle will apply to the Legislature at its next session praying for the adoption of an act authorizing the said corporation to annex to its territory the town of l'Isle Maligne.

Quebec, October 19th, 1953.

J. VICTORIEN TREMBLAY,C.R.,

NOEL DORION, C.R.,

35865-44-4-o Attorneyx for petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers et les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Patrick Labelle, en son vivant constructeur, de la Cité de Montréal, et les héritiers et les administrateurs testamentaires de la succession de feu Dame Adelina Rochon, cidevant veuve dudit feu Patrick Labelle, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale en rapport avec les sus-dites successions, et ayant pour objet en particulier de ratifier une convention intervenue entre les pétitionnaires.

Montréal, ce 24 octobre, 1953.

Le Procureur des requérants,

35866-44-4-o MAURICE MERCURE.

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs and the testamentary executors of the Estate of the late Patrick Labelle, in this lifetime, builder, of the City of Montreal, and the heirs and the testamentary executors of the Estate of Dame Adelina Rochon, in her lifetime widow of the late Patrick Labelle, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, in connection with the two above mentioned Estates, and for the main purpose of sanctioning an agreement intervened between the petitionners.

Montreal, this 24th of October, 1953.

MAURICE MERCURE,

35866-44-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que La Commission Scolaire de la Ville de Saint-Joseph d'Alma et la Commission Scolaire de Naudville, s'adresseront à la Législature Provinciale, de Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une Loi relativement à l'imposition, la répartition et la distribution d'une et de la taxe scolaire dans les Municipalités Scolaires de Ile Maligne, de Riverbend, Naudville et Ville de Saint-Joseph d'Alma et Paroisse, et autres fins.

Saint-Joseph d'Alma, 24 octobre 1953.

Le Procureur autorisé des Pétionnaires,

J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.

35869-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montmagny s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, aux fins suivantes: Autoriser une évaluation réduite pour l'immeuble de l'arena local; ratifier la location d'un immeuble; autoriser un emprunt pour consolider des dépenses faites au compte capital; autoriser certains dons ou octrois; accorder des frais de représentation au maire et aux échevins;

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commission of the Town of Saint-Joseph d'Alma and the School Commission or Naudville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act concerning the imposition, distribution and apportionnement of a tax and school tax in the School Municipalities of Isle Maligne, Riverbend, Naudville and the Town of Saint-Joseph d'Alma and Parish, and for other purposes.

Saint-Joseph d'Alma, October 24, 1953.

J. VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,

35869-44-4 Authorized Attorney for Pettitioner

Notice is hereby given that the Town of Montmagny will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter, for the following purposes: To authorize a reduced valuation for the immoveable of the local arena; to ratify the location of an immoveable; to authorize a loan to consolidate expenses made in the capital account; to authorize certain gifts or grants; to grant representation costs to the Mayor and al-

règlementer les permis de construction en ce qui concerne les lots distincts; règlementer les restaurants ambulants; imposer et prélever dans les limites de la ville de Montmagny une taxe spéciale dite taxe de vente; imposer aux magasins à succursales opérant dans la municipalité une taxe d'affaire annuelle; imposer aux négociants de l'extérieur qui font commerce dans la municipalité une taxe d'affaire annuelle; autoriser un emprunt pour immeubles municipaux ou industriels; autoriser un emprunt pour exécuter des travaux; permanents; autoriser la constitution d'un fonds spécial appelé "fonds de roulement", et autres fins.

Montmagny, le 23 octobre, 1953.

Le Procureur de la ville de Montmagny,

35870-44-4-o JOSEPH MARINEAU.

dermen; to regulate building permits aconcernning separate lots; to regulate ambulating restaurants; to impose and levy within the limits of the town of Montmagny a special tax called sales tax; to impose upon chain stores operating within the municipality, an annual business tax; to impose upon outside merchants who do business within the municipality, an annual business tax; to authorize a loan for municipal or industrial immoveables to authorize a loan for the execution of permanent works; to authorize the constitution of a special fund called "working capital" and other purposes.

Montmagny, October 23, 1953.

JOSEPH MARINEAU,

35870-44-4 Attorney for the Town of Montmagny

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Ville d'Asbestos, la Ville de Richmond, la municipalité de Danville, les commissaires d'écoles pour Asbestos, les commissaires d'écoles pour Danville, et les commissaires d'écoles pour Richmond feront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une demande conjointe pour avoir la permission d'imposer dans leurs territoires respectifs une taxe de vente de 2% et une taxe d'éducation de 1%.

Avis est aussi donné que la Ville d'Asbestos, dans la même demande, priera la Législature:

1° d'amender sa charte pour priver du droit de vote, aux élections municiaples, les électeurs locataires ou occupants qui n'auront pas payé leurs taxes dans les 20 jours précédant une élection;

2° de lui accorder la permission d'annexer un terrain faisant partie du Canton de Shipton et acheté récemment par les Commissaires d'écoles d'Asbestos, dans le but d'y construire une école, le dit terrain décrit comme suit:

"Un territoire, comprenant toute cette partie du lot 6A, Rang II, du cadastre officiel du Canton de Shipton, renfermée dans les limites suivantes, à savoir:

Commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots 6A et 7A avec la ligne nord-est du lot 6A-38 (rue Chassé, Asbestos); de là dans une direction nord-est la ligne séparative des lots 6A et 7A jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement du côté sud-ouest de la 1ère rue, Asbestos, (7A-101); de là dans une direction sud-est le dit prolongement du côté sud-ouest de la 1ère Rue, Asbestos, sur une longueur de deux-cent soixante-cinq pieds (265′); de là dans une direction sud-ouest une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 6A et 7A jusqu'à la ligne nord-est du lot 6A-38 (rue Chassé, Asbestos); de là dans une direction nord-ouest la dite ligne nord-est du lot 6A-38, jusqu'au point de départ. Le dit territoire, ensemble avec les subdivisions actuelles et futures."

Asbestos, 26 octobre 1953.

Le Procureur des Pétitionnaires.

35871-44-4-o (signé) LOUIS LANGLAIS,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Asbestos, the Town of Richmond, the Municipality of Danville, the School Commissioners for Asbestos, the School Commissioners for Richmond and the School Commissioners for Danville will make a joint request to the Quebec Legislature at its next session, to obtain permission to impose in their respective territories a 2% sales tax and a 1% education tax.

Notice is also given that in the same request the Town of Asbestos will ask the Legislature.

1. to amend its charter in order to deprive from thier right to vote in a municipal election all the tenants and occupants whose taxes are not paid 20 days prior to such election;

2. to permit annexation of a piece of land being part of the Township of Shipton and recently bought by the School Commissioners of Asbestos with the purpose of building a School House, the said land described as follows:

"A certain territory, comprising all the part of lot 6A Range II, of the official plan for the Township of Shipton, enclosed in the following limits, namely:

Starting at the point of intersection of the separative lines of lot 6A and 7A with the north-eastern line of lot 6A-38 (Chasse St, Asbestos); thence in a north-eastern direction the separative line of lots 6A and 7A to its point of intersection with the prolongation of the south-western line of 1st Street, Asbestos, (7a-101); thence in a south-eastern direction the said prolongation of the south-western line of 1st Street, Asbestos, for a distance of two hundred and sixty-five feet (265′) thence in a south-western direction a parallel line to the separative line of lots 6A and 7A as far as the north-eastern line of lot 6A-38 (Chasse St., Asbestos); thence in a north-eastern direction the said north-western line of lot 6A-38, to the starting point. Such territory, together with all subdivisions, actual and future."

Asbestos, October 26, 1953.

(signed) LOUIS LANGLAIS,

35871-44-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Bromptonville s'adressera à la Legislature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi pour lui permettre d'emprunter une somme n'excédant pas $150,000.00 pour favoriser l'établissement de

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, granting it the power to borrow an amount not exceeding $150,000,00. for the purpose of establishing new industries

nouvelles industries sur son territoire; pour percevoir des amendes, au moyen de billets d'assignation, dans certains cas d'infractions à la circulation; pour règlementer l'exécution de certains travaux d'utilité publique; pour imposer et règlementer les taxes de locataire, de capitation et de commerce; pour taxer les distributeurs automatiques et jeux mécaniques; pour établir un "fonds de roulement"; pour amender la Charte de la dite Ville, la loi 3 Édouard VII, Chapitre 72; pour amender le loi 14-15 George VI, Chapitre 99, en ce qui concerne le montant des taxes municipales payables par la Richmond Pulp & Paper Co., of Canada Ltd., et que les Commissaires d'écoles du même lieu demanderont, par la même loi, d'amender la loi 14-15 George VI, Chapitre 99, relativement au montant des taxes scolaires payables par la dite compagnie.

Bromptonville, 26 octobre 1953.

Le Procureur de la Ville de Bromptonville et des Commissaires d'écoles du même lieu.

35872-44-4-o GASTON DESMARAIS.

in its territory; to collect fines, by notices, in certain cases of infraction to motor vehicle traffic laws; to regulate the execution of certain public works; to impose and regulate tenant, business and head taxes; to tax automatic distributors and mechanical games; to establish "working fund"; to amend the charter of the said Town, 3 Edward VII, Chapter 72; to amend 14-15 George VI, Chapter 99, regarding the amount of municipal taxes payable by the Richmond Pulp & Paper Co., of Canada Ltd., and that the School Commissionners of Bromptonville request, by the same Act, an amendment to 14-15 George VI, Chapter 99, regarding the amount of school taxes payable by the said Company.

Bromptonville, 26th October, 1953.

GASTON DESMARAIS,
Attorney for the Town and School
35872-44-4-o Commissionners of Bromptonville.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Legislature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, aux fins suivantes:

Pour autoriser la Ville à acquérir, au coût maximum de deux cent mille dollars, des immeubles additonnels pour des fins municipales ou industrielles, et en disposer, et à ces fins emprunter les sommes nécessaires;

Pour autoriser la Ville à modifier son règlement de construction et de zonage;

Pour déterminer les droits de la Ville, sur les rues, ruelles, chemins publics, places publiques et les trottoirs actuels ouverts et construits par la Ville, à l'usage du public;

Pour déterminer la responsabilité du propriétaire d'un véhicule-automobile et/ou de toute autre personne en ayant la garde, dans le cas de toute contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique;

Pour majorer de un pour cent à deux pour cent, la taxe de vente municipale déjà existante et déterminer l'emploi des fonds en provenant;

Pour autoriser la communauté religieuse de l'hôpital à transporter leur propriété pour fins de financement;

Pour déterminer la pénalité à être imposée en vertu des articles 527 et 527*a* de la Loi des cités et villes;

Pour étendre les pouvoirs du greffier de la Cour Municipal;

Et pour d'autres fins.

Coaticook, ce 22 octobre 1953.

Les Procureurs de la requérante.

35873-44-4-o GÉRIN & GÉRIN.

NOTICE

Notice is herby given that the Town of Coaticcok will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a Bill, for the following purposes:

To authorize the Town to acquire, at a maximun cost of two thousand dollars, additional immoveables, for municipal and industrial purposes, to dispose of same and to borrow the funds necessary for the said purposes;

To authorize the Town to modify its construction and zoning By-law;

To determine the rights of the Town on streets, lanes, public roads, public places and sidewalks actually opened or built by the Town for use of the public;

To determine the responsibility of the owner of a motor-vehicle and/or of any other person in charge of same with respect to any infraction to municipal By-laws concerning traffic or public safety;

To raise from one to two per cent the municipal sales tax already existing and to determine the use of the proceeds thereof;

To authorize the religious order operating the hospital to transfer their property for financing purposes;

To determine the penalty to be imposed in virtue of Sections 527 and 527*a* of the Cities and Towns Act;

To extend the powers of the Clerk of the Municipal Court;

And for other purposes.

Coaticook, October 22, 1953.

GÉRIN & GÉRIN,
35873-44-4-o Attorneys forpetitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Cité de Saint-Hyacinthe s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Imposer et prélever, dans la municipalité scolaire de la Cité de Saint-Hyacinthe, une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissionners for the Municipality of the City of St-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

a) To impose and levy within the limits of their municipality in the city of St-Hyacinthe a special tax called education tax not exceeding one per cent (1%) of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any articles of trade whatsoever;

b) Annexer le territoire de la Commission scolaire Girouard, et pour toutes autres fins.

St Hyacinthe, le 22 octobre 1953.

Le procureur des pétitionnaires.

35874-44-4-o JACQUES BOUSQUET, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pouvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: désigner le siège des échevins par numéros, prolonger le terme d'office du maire et des échevins, indemnité du maire et des échevins, changer la date des élections, fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales, droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relativement à la circulation, pouvoir de nommer des experts pour assister les estimateurs, imposition d'une taxe ou licence n'excédant pas deux cents dollars sur les jeux mécaniques, phonographes, procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs, l'obligation des propriétaires de faire faire un cadastre sur certaines subdivisions de terrains construits ou à être construits, pouvoir d'amender le règlement de construction N° 135 sans nécessité de référendum, et pour toutes autres fins.

Ville de Greenfield Park, 23 Octobre, 1953.

Le Procureur de la Ville de Greenfield Park,

35875-44-4-o CAMIL NOEL, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Lemoyne s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pourvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: Diviser la ville en quartier, prolonger le terme d'office du maire et des échevins, indemnité du maire et des échevins, changer la date des élections, changer la date de la présentation des candidats, changer les heures de votation, procédure concernant le recomptage des votes donnés à une élection, confirmation des titres aux ruelles, procédures concernant l'approbation des réglements d'emprunt par les électeurs, pouvoirs d'emprunt pour l'achat de lots destinés à des terrains de jeu, ainsi que pour la construction d'un hôtel de ville et poste de pompiers et de polices, amender l'article de la charte relativement au droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relativement à la circulation, validité des règlements de constructions et de zonage, et pour toutes autres fins.

Ville de Lemoyne, le 23 octobre, 1953.

Le procureur de la Ville de Lemoyne,

35876-44-4-o CAMIL NOEL, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de St Lambert s'adressera à la Legislature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une Loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pouvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: ratifier et confirmer les tirres de

b) To annex the territory of the School Commission Girouard, and for all other purposes.

St Hyacinthe, October 22, 1953.

JACQUES BOUSQUET, advocate,

35874-44-4-o Attorney for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending certain powers of its charter, to maintain some special powers and to obtain some new ones, on the following matters: to designate the seat of aldermen by numbers, extend the term of office of mayor and aldermen, indemnity for mayor and aldermen, to change the date of elections, fixation of the hours of the opening and closing of polloing stations for municipal elections, procedure on equality of votes, to issue notice of summons for offences to traffic and public security by-laws, to appoint experts to assist assessors, imposition of a tax or licence not exceeding two hundred dollars on mechanical games, phonographs, procedures concerning the approbation of borrowing by-laws by electors, the obligation for proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of lands built on or to be built on, to amend building by-law No. 135 without referendum, and for such other purposes.

Town of Greenfield Park, October 23rd, 1953,

CAMIL NOEL, Q.C.,

35875-44-4-o Attorney for the Town of Greenfield Park.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Lemoyne will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending certain powers of its charter, to maintain some special powers and to obtain some new ones, on the following matters: to divide the town in wards, to extend the term of office of mayor and aldermen, indemnity for mayor and aldermen, to change the date of the elections, to change the date of the nomination of the candidates, to change the hours of voting, procedures concerning the recount of votes given in an election, confirming titles to lanes, proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors, powers of borrowing to purchase lands designated for playgrounds, city hall and police and fire stations, amending the article of the charter relative to the right to issue notice of summons to offenses to traffic and public by-laws, to confirm and validate building and zoning by-laws, and for all other purposes.

Town of Lemoyne, October 23rd, 1953.

CAMIL NOEL, Q.C.,

35876-44-4-o Attorney for the Town of Lemoyne.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the City of St. Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending certain powers of its charter, to maintain some special powers and to obtain some new ones, on the following matters: to ratify and confirm titles on sale for non-

vente pour défaut de paiement des taxes, établissement des centres de loisirs et organisation de jeux et des sports; indemnité du maire et des échevins, fixation des heures pour la nomination des candidats, fixation de la date de la préparation des listes électorales, exiger des garantis pour les contrats exédant mille cinq cents dollars, amender le section 575 de la Loi des Cités et Villes, amender le règlement 243 concernant les parcs et terrains de jeu, sans la nécessité d'un référendum, procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs, et pour toutes autres fins.

St. Lambert, le 23 Octobre, 1953.

Procureur de la Ville de St. Lambert,
35877-44-4-o CAMIL NOEL, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, aux fins suivantes: élection du maire et des échevins tous les trois ans à partie du premier août 1954; amender l'article 426 de la loi des cités et villes concernant le règlement de zonage N° 447; amender l'article 429 de la loi des cités et villes concernant le stationnement et le règlement des taxis; pour être autorisée à charger à la Commission Scolaire le coût de la perception des taxes; pour imposer une taxe spéciale aux compagnies d'utilités publiques, Compagnie du Téléphone, Compagnie Electrique, et sur les autobus; pour exempter de taxe l'usine de filtration, et le colisée lors de l'annexion; et pour autres fins.

Chicoutimi, 3 novembre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35980-45-4-o J.-C. GAGNÉ.

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour changer le mode d'élection du maire lorsqu'il survient une vacance dans cette charge; pour déterminer la personne qui préside aux élections; pour changer certaines dates relatives au paiement des taxes pour être admis à voter, pour la préparation des listes électorales, pour l'homologation de la liste électorale, pour la votation à la mairie et à l'échevinage, pour le dépôt du rôle d'évaluation, pour la nomination du secrétaire d'élection; pour faire préparer deux listes électorales distinctes; pour changer les conditions requises pour le vote des locataires; pour modifier les qualifications requises pour être mis en nomination ou être élu à la charge de maire ou d'échevin; pour ne plus être obligé de traduire les règlements en langue anglaise; pour permettre l'amendement du règlement de construction et de zonage sans observer les formalités prescrites par la Loi des Cités et Villes; pour modifier les conditions d'engagement du greffier; pour modifier la procédure à suivre relativement aux travaux d'améliorations locales; pour changer la composition de la Commission de Police; pour canceller le rôle d'évaluation supplémentaire; pour abroger les formalités prévues pour emprunts par émissions d'obligations; pour assujettir certains im-

payment of taxes, the establishment of recration centers and the organisazation of games and sports; indemnity for the mayor and the aldermen, fixation of the hours for the nomination of candidates, fixation of the date for the preparation of the electoral list, to require tenders for contracts exceeding one thoussand five hundred dollars, amending section 575 of the Cities and Towns Act, amending by-law 243 concerning parks and playgrounds, without the necessity of a referendum, procedures concerning the approbation of borrowing by-laws by electors, and for all other purposes.

St. Lambert, October 23rd, 1953.

CAMIL NOEL, Q.C.,
35877-44-4-o Attorney for the City of St.Lambert

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes: to elect the mayor and aldermen every three years as from August first 1954; amend section 426 of the Cities and Towns Act concerning zoning by-law No. 447; amend section 429 of the Cities and Towns Act concerning parking and the taxi by-law; to be authorized to charge the School Commission with the cost of the tax levying; to impose a special tax on public utility companies, Telephone Company, Electric Company, and on autobusses; to exempt from taxes the filtering plant, and the coliseum at the time of annexation; and for other purposes.

Chicoutimi, November 3, 1953.

J.-C. GAGNÉ,
35980-45-4 Attorney for Petitioner.

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: to change the election proceedings if a vacancy occurs in the mayor's office; to determine the officer presiding an election; to change certain dates relating to the payment of taxes to be permitted to vote, for the preparation of the electoral list, for the homologation of the electoral list, for the election of the mayor and aldermen, for the deposit of the valuation role, for the nomination of the election clerk; to prepare two separate electoral lists; to change the qualifications required for tenant's vote; to change the qualifications required to be nominated and elected as mayor and alderman; to abolish the obligation of translating the by-laws in the english language; to permit amending the construction and zoning by-law without the formalities prescribed by the Cities and Towns' Act; to modify the city clerk employment contract; to modify the formalities relating to local improvement works; to change the composition of the police commission; to abolish the supplementary valuation role; to abolish the existing formalities relating to borrowing money on debentures; to submit certain immoveables to the payment of the cost of the upkeep of streets; to establish and collect a tax on bus service and other public

meubles au paiement des frais de service d'entretien des rues; pour prélever et percevoir une taxe sur les compagnies d'autobus et de transport publics; pour changer l'officier municipal qui doit recevoir les amendes et pénalités; pour modifier le contenu du rôle de perception; pour modifier le pourcentage de votes requis relativement à la conservation du dépôt fait par un candidat; pour changer les bornes et les limites de la Cité en y annexant certains territoires; pour changer les limites territoriales des quartiers de la Cité, et en augmenter leur nombre; pour diminuer le nombre d'échevins; pour donner le droit de vote à l'épouse d'un électeur propriétaire; pour inscrire au rôle d'évaluation et de perception les mutations de propriétaires; pour changer la base de l'attribution des amendes perçues devant la Cour Municipale et le juge municipal; pour créer un bureau de commissaires pour l'administration de la Cité, et en particulier, établir la date de son entrée en vigueur, les membres qui en feront parti, les qualifications requises pour être mis en nomination, être élu et conserver cette charge, la procédure à être suivie pour l'élection de ses membres et le remplacement au cas de vacance, pour déterminer les pouvoirs et devoirs des membres, ainsi que du bureau de commissaire, pour pourvoir à une allocation de dépenses pour ses membres.

Hull, le 26 octobre 1953.

Le Maire.
ALEXIS CARON,
Le Greffier.
H. LÉON LEBLANC,
Contresigné: ROY FOURNIER,
35893-44-4-o Procureur de la Cité de Hull.

transport companies; to change the name of the municipal officer who is entitled to receive the fines; to modify the contents of the collection role; to modify the percentage of votes required relating to the confiscation of a candidate's deposit; to change the boundaries and limits of the City by the annexation of new territories; to change the territorial limits of the wards of the City and to increase their number; to decrase the number of aldermen; to give the right to vote to the wife of an elector; to inscribe on the valuation and collection role the change of ownership; to change the attribution of fines collected before the municipal court and municipal judge; to establish a board of control for the administration of the City and in particular to fix the date of its coming in force, its menbership, the qualifications required to be nominated, be elected, and to keep the office, the formalities for the election of its members and replacement when a vacancy occurs, to determine the rights and obligations of its members and of the board, to provide for an expense allowance for its members.

Hull, October 26, 1953.

ALEXIS CARON,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City clerk.
Countersigned: ROY FOURNIER,
35893-44-4-o Attorney for the City of Hull.

AVIS PUBLIC

Cité de Montréal

Avis est par les présentes donné que la Cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session pour obtenir sur les matières suivantes certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent:

Validation du plan général de la Cité et de ses additions ou modifications; pouvoir de modifier le dit plan; procédure à suivre pour ce faire; terme pour lequel les plans seront en vigueur et prolongation de ce terme; incorporation automatique dans le dit plan général, des rues, places ouvertes ou élargies, sans que préalablement ces ouvertures ou élargissements de rues n'aient été indiqués sur des plans confirmés par la cour supérieure. Validation de la résolution du conseil en date du 2 septembre 1948, autorisant l'élargissement de la rue Dorchester; approbation du plan de l'assiette de la dite rue; droit de considérer certains terrains expropriés comme résidus d'expropriation et d'en disposer suivant la loi; droit de comprendre ces résidus dans territoire que la Cité est sutorisée à exproprier en plus de l'assiette de la rue. Autorisation pour la Cité d'emprunter sommes pour financer quote-part du coût d'expropriation pour l'élargissement du chemin de la Côte St-Luc, que certaines municipalités adjacentes doivent lui rembourser. Ratification et validation de certaines ventes pour taxes faites par la Commission municipale de Québec et le shérif du district de Montréal contre la succession Pierre Desforges et concernant la succession de son épouse Dame Philomène Lemieux-Desforges, ratifica-

PUBLIC NOTICE

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain, on the following matters, certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the several general or particular statutes which amend or concern it:

Validation of the general plan of the City and of its additions or modifications; power to modify said plan; procedure to follow for such purpose; term during which the plans shall be in effect and extension of such term; automatic incorporation in said plan, of streets, places, opened or widened without these opening and widening of streets having previously been shown on plans confirmed by the Superior Court. Validation of the resolution of Council dated 2nd September 1948, authorizing the widening of Dorchester Street; approval of plan of the width of said street; right to consider certain expropriated lots as expropriation residues and right to dispose of such according to law; right to incorporate these residues in the territory which the City is authorized to expropriate in addition to the width of the street. Authorization to the City to borrow moneys to finance share of the cost of expropriation for the widening of Côte-Saint-Luc Road, which certain adjoining municipalities are to reimburse. Ratification and validation of certain sales for taxes made by the Quebec Municipal Commission and the Sheriff of the District of Montreal against the Estate of Pierre Desforges and concerning the estate of his wife Dame Philomène Lemieux-Desforges; ratification of a cession of land to

tion d'une cession de terrains à la Cité par succession Samuel Johnstone Nesbitt et autorisation pour Cité de céder gratuitement partie de ces terrains au collège des Pères Eudistes; ratification d'actes, conventions, règlements, résolutions, rôles et plans; pouvoirs du maire, du conseil et du comité exécutif; budget et finances; pensions; taxes et exemptions de taxes; permis; rôles d'évaluations, de contributions foncières et de perception; expropriations; égouts; pavages; trottoirs; améliorations locales; aqueduc; et toutes autres matières jugées utiles ou pertinentes.

Le Greffier de la Cité,
CHARLES ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 31 Octobre 1953. 35894-44-4-o

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les fins suivantes: encouragement aux arts, aux sciences aux sports et autres fins analogues; emprunts pour travaux nécessaires et urgents; remploi du solde d'un emprunt déjà contracté; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires et pour autre fins.

Rivière-du-Loup, ce 27 octobre 1953,
Le Procureur de la Cité de
Rivière-du-Loup,
35908-44-4-o JEAN-PAUL BÉRUBÉ

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Ville d'East Angus s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 2 George V, chapitre 72 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation des immeubles industriels de St. Lawrence Corporation Limited collectivement pour les périodes fiscales successives du 1er janvier 1954, jusqu'au 31 décembre 1962; selon une augmentation progressive fixée jusqu'à $3,000,000.00; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 23 octobre, 1953.
Le Procureur de la requérante,
35909-44-4-o LÉONCE COTÉ.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1° Permettre aux constables de la cité de signifier, publier ou afficher les avis publics;

2° Acheter de Beauharnois Light, Heat and Power Company et/ou Hydro-Québec, l'Ile Thorne ou l'Ile d'Alogny et annexer ce territoire pour faire partie des limites de la cité.

3° Porter à trois ans le terme d'office du maire et des échevins de la cité;

4° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 27 octobre 1953.
Le Procureur de la petitionnaire,
59110-44-4-o MAURICE PERRON.

the City by the Estate of Samuel Johnstone Nesbitt, and authorization for the City to cede gratuistously part of this land to the college of the Eudist Fathers; ratification of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls and plans; powers of the Mayor, of Council, and of the Executive Committee; budget and finance; pensions; taxes and tax exemptions; permits; valuation rolls, real estate tax rolls and collection rolls, expropriations; sewers; pavings, sidewalks; local improvements; waterworks; and all other matters considered useful or pertinent thereto.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, October 31st, 1953. 35894-44-4-o

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the City of Rivière-du-Loup will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, for the following purposes: encouraging arts, sciences, sports and other similar purposes; loans for necessary and urgent works; reinvestment of the balance of a loan already contracted; proceedings concerning the approval of loan regulations by elector-propriétors and for other objects.

Rivière-du-Loup, this October 27th, 1953.
JEAN-PAUL BÉRUBÉ,
Attorney for the City of
35908-44-4 Rivière-du-Loup.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of East Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act amending its charter, the act 2 George V, Ch. 72, and the various statutes amending it: to allow to fix the valuation of the industrial immoveable properties of St. Lawrence Corporation Limited for a period of 9 years starting from the 1st day of January 1953, to the 31st day of December 1962, collectively according to a progressively fixed increase up to $3,000,000.00; and for other purposes.

Sherbrooke, October 23rd, 1953.
LÉONCE COTÉ,
35909-44-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated according to law, having its corporate seat in the city of Salaberry-de-Valleyfiled, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the passing of an Act for the following matters:

1. To permit city constables to serve, publish or post up public notices;

2. To purchase from the Beauharnois Light, Heat and Power Company and/or Quebec-Hydro, the Island of Thorne or Alogny, and to annex said territory in order that it may form part of the city limits;

3. Increase to three years the term of office of the mayor and aldermen of the city;

4. And for other purposes.

Sallaberry-de-Valleyfield, October 27, 1953.
MAURICE PERRON.
35910-44-4 Attorney for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que M. Léo Paul Bélisle, publiciste de Montréal, présentera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, un projet de loi pour légaliser son adoption.

Montréal, 2 novembre 1953.

Le Procureur du requérant,
35951-45-4-o FRANCIS FAUTEUX,

Avis est donné que la Cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, pour les fins suivantes: Augmenter le nombre des échevins dans les quartiers St-Laurent et Villemay dès que le nombre des électeurs de ces quartiers atteindra huit cents, augmenter les frais de représentation du maire et des échevins à $2,000.00 et $600.00 respectivement, décréter que l'élection générale du maire et des échevins aura lieu tous les trois ans le troisième lundi de septembre, pour amender différents articles concernant la préparation de la liste électorale et les procédures d'élection pour les faire concorder avec les nouvelles dispositions concernant la date de l'élection, pour remplacer le paragraphe 4A de l'article 442 de la Loi des Ctiés et Villes tel qu'édicté pour la Cité, de façon à autoriser le conseil à ordonner qu'il soit posé des compteurs dans certains bâtiments ou établissements et à fixer une charge minimum basée sur le diamètre du tuyau d'entrée, et pour ratifier et valider une résolution adoptée par le conseil le 17 août établissant une évaluation fixe des propriétés de la Gosford Lumber Company Ltd.

Lévis, le 3 novembre 1953.

Le Greffier,
35952-45-4-o PIERRE LEMIEUX.

Province de Québec — District de Montréal

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que monsieur Isidore Namerow, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander la passation d'une Loi abolissant une servitude prohibant la construction commerciale sur les lots numéros deux cent soixante-dix-huit, deux cent quatre-vingt-seize et deux cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix-neuf (179-278) (179-296) (179-297) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal.

Montréal, ce 29 octobre, 1953.

Le Procureur du requérant.
35953-45-4-o ROGER LAJEUNESSE.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte amendant sa charte, plus spécialement dans le but de ratifier le règlement intervenu entre ladite cité d'Outremont et The Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited touchant l'évaluation pour les fins d'impôts municipaux et scolaires de la propriété de la compagnie susdite dans les limites de la cité d'Outremont.

Montréal, le 29 octobre 1953.

L'avocat de la requérante,
35954-45-4-o LS.-PHILIPPE GAGNON.

NOTICE

Notice is hereby given that M. Léo Paul Bélisle, publicist of Montreal, will apply to the provincial legislature, at its next session, for the adoption of a law to legalize his adoption.

Montreal, November 2nd 1953.

FRANCIS FAUTEUX,
35951-45-4-o Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that the City of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the passing of an Act to amend its charter, for the following purposes: increase the number of aldermen in St-Laurent and Villemay wards, as soon as the number of electors in said wards reaches eight hundred, increase the fees of representation of the mayor and aldermen to $2,000.00 and $600.00 respectively, decree that the general election of the mayor and aldermen shall take place every three years on the third Monday of September, to amend certain sections concerning the preparation of the electoral list and election procedings, in order that they may be in accordance with the new dispositions concerning the date of elections, to replace paragraph 4A of Section 442 of the Cities and Towns Act, such as anacted for the City, in order that the Council be authorized to ordain that meters be installed in certain buildings and establishments, and that a minimum charge be fixed according to the diameter of the intake pipe, and to ratify and validate a resolution adopted by the Council on August 17, establishing a fixed valuation of the properties of the Gosford Lumber Company Ltd.

Levis, November 3, 1953.

PIERRE LEMIEUX,
35952-45-4 Clerk.

Province of Quebec — District of Montreal

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr Isidore Namerow, of the city of Outremont, district of Montreal, with apply to the Legislature of the Province of Quebec at its new session, for the passation of a bill abolishing a servitude prohibiting commercial construction on lots number two hundred and seventy-eight, two hundred and ninety-six and two hundred and ninety-seven of the official subdivision of part of lot number one hundred and seventy-nine (179-278) (179-296) (179-297) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal.

Montreal, October 29th, 1953.

ROGER LAJEUNESSE,
35953-45-4-o Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter and, more specially, for the purpose of ratifying the settlement made between the city of Outremont and the Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited concerning the valuation for the purposes of municipal and school taxation of the property of the said Company situate within the limits of the said city of Outremont.

Montreal, October 29, 1953.

LS.-PHILIPPE GAGNON,
35954-45-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SILLERY

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes: étendre à 3 ans le terme d'office du maire et des échevins avec remplacement de 2 échevins annuellement; fixer à $2,000. le cens foncier pour occuper les charges de maire et d'échevin; fixer à 8% le taux de l'intérêt sur les arrérages de taxes; fixer en août la confection de la liste électorale; l'obtention des droits d'expropriation pour fin de l'établissement d'un poste de télévision; le droit d'emprunter avec l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, $200,000. pour fins de voirie, d'aqueduc et d'égout; l'imposition comme lot à bâtir de tout terrain non bâti en front d'une rue munie des services de voirie, d'aqueduc et d'égoût; le droit d'homologuer et aussi celui d'exproprier, pour y ériger un centre civique, la partie sud-ouest du lot 205-2 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Colomb de Sillery, mesurant 400 pieds par 500 pieds;

Québec, ce 27 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
PHILIPPE LANCTOT, C.R.

35895-45-4-o

PUBLIC NOTICE

CITY OF SILLERY

Take notice that the petitioner, City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament at Quebec at its next session, for the following purposes: extend to 3 years the term of office of the mayor and aldermen, and replace 2 aldermen annually; fix at $2,000, the property qualifications to carry out the duties of mayor and alderman; fix at 8%, the rate of interest of taxes in arrears; fix to August, the date of the compiling of the electoral list; obtain expropriation rights for the purposes of establishing a television station; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission $200,000. for road, aqueduct and sewage purposes; to classify as a building lot, any vacant land facing a street provided with road, aqueduct and sewage facilities; the right to homologate and also that to expropriate, for the erection of a civic centre, that south-west part of lot 205-2 of the official cadastre of the Parish of St. Colomb de Sillery, measuring 400 feet by 500 feet;

Quebec, this October 27th, 1953.

PHILIPPE LANCTOT, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

35895-45-4

RIVERMEAD GOLF CLUB.

Avis est par les présentes donné que le Rivermead Golf Club, ayant sa principale place d'affaires au Canton de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte pour les fins suivantes:

Pour augmenter le capital-actions du dit Club et pour rediviser les parts du dit capital-actions.

Hull, le 29 octobre 1953.

Le Président,
W. G. BÉDARD.

Contresigné: Le Secrétaire,
JAMES P. McCAFFREY.

Ste-Marie & St-Marie,
Procureurs du Rivermead
Golf Club. 35960-45-4-o

RIVERMEAD GOLF CLUB

Notice is hereby given that the Rivermead Golf Club, having its head office in the Township of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a Special Act, amending its Charter for the following purposes:

To increase the capital stock of the said Club and to redivide the shares of the said capital stock.

Hull, October 29, 1953.

W. G. BÉDARD,
President.

Countersigned: JAMES P. McCAFFREY,
Secretary.

Ste-Marie & Ste-Marie,
Attorneys for Rivermead
Golf Club. 35960-45-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Philippe A. Benijaminavicius et Uxor, de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi changeant le nom des pétitionnaires en celui de Benn.

Montréal, 30 octobre 1953.

Les Procureurs des Requérants,
DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.

35978-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Philippe A. Benijaminavicius et Uxor, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, praying for the passing of an act to change the name of the petitioners to that of Benn.

Montreal, October 30, 1953.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
Attorneys for the Petitioners.

35978-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Belle Géraldine Erickson, veuve de Carl Erickson, de la cité de Toronto, Province d'Ontario, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine ou à sa présente session, pour qu'une loi soit adoptée confirmant et ratifiant son titre de seule emphytéote quant à un immeuble connu et désigné comme le lot 185 de la subdivision du Bloc N° 3 du Canton de Fournière, Comté d'Abitibi, au plan de subdivision et livre de renvoi du dit Bloc,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Belle Geraldine Erickson, widow of Carl Erickson, of the City of Toronto, Province of Ontario, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session or at its present session, for a bill confirming and ratifying her title of sole emphyteutic lessee to a property known and designated as lot No. 185 of the subdivision of Block No. 3 of the Township of Fournière, County of Abitibi, according to the subdivision plan and book of reference of the said Block

avec bâtisse sus-érigée, ayant front sur la rue Royal, dans la Ville de Malartic.

Le 30 novembre, 1953.

Les Procureurs de la requérante.

WALKER MARTINEAU CHAUVIN

35979-35-4-o WALKER & ALLISON,

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements sur les matières suivantes: pour changer les limites des zones numéros 12 et 13, tel qu'établies par le règlement numéro 1003, concernant le zoning; pour exempter la Cité des obligations créées par les articles 3 et 3a de la Loi George V, chapitre 103, concernant la Commission Métropolitaine de Montréal.

Montréal, le 2 novembre 1953.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

LACROIX, VIAU & POUPART.

35981-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que The Royal Trust Co. et Dame Gilberte Caron, épouse de feu Élias J. Flynn de la cité de Québec s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant le testament de feu Élias J. Flynn pour augmenter les pouvoirs des exécuteurs testamentaires relativement au partage de la succession et au placement des capitaux de la dite succession.

Québec, le 4 novembre 1953.

Les Procureurs des pétionnaires,

35996-45-4-o FLYNN AND FLYNN.

with building thereon erected fronting on Royal Street, in the Town of Malartic.

November 30th, 1953.

WALKER MARTINEAU CHAUVIN

WALKER & ALLISON,

35979-45-4-o Attorneys for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to change the limits of zones numbers 12 and 13, as established by By-law number 1003, concerning the zoning; to exempt the City from the obligations created by articles 3 and 3a of the Act 19 George V, chapter 103, concerning the Metropolitan Commission of Montreal.

Montreal, November 2, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,

Attorneys for the City of Lachine.

35981-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Royal Trust Co. and Dame Gilberte Caron, wife of the late Élias J. Flynn, of the City of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an Act modifying the will of the late Élias J. Flynn, in order to increase the powers of the executors with reference to the dividing up of the estate and the investing of the capital of said estate.

Quebec, November 4, 1953.

FLYNN AND FLYNN,

35996-45-4 Attorneys for the petitioners.

Actions en séparation de biens

AVIS

Dame Angèle Bettez Boucher, épouse de Jacques Boucher, du Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Trois-Rivières, ce 28 octobre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

35932-o FRANÇOIS NOBERT.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure N° 340926. Dame Marcelle Forest, ménagère, épouse commune en biens de J. Odilon Laberge, vendeur, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs J. Odilon Laberge, vendeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 octobre 1953.

Montréal, ce 29 octobre 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,

35974-o DRAPEAU & MELANCON.

Actions for separation as to property

NOTICE

Dame Angèle Bettez Boucher, wife of Jacques Boucher, of Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Trois-Rivières, October 28, 1953.

FRANÇOIS NOBERT,

35932 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 340926. Dame Marcelle Forest, housekeeper, wife commun as to property of J. Odilon Laberge, salesman, city and district of Montreal, plaintiff, vs J. Odilon Laberge, salesman, city and district of Montreal, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been taken in this case, October 15, 1953.

Montreal, October 29, 1953.

DRAPEAU & MELANCON,

35974-o Attorneys for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1159

Québec, le 23 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la Chasse et des pêcheries.

CONCERNANT la marte:

ATTENDU QU'à la suite de certaines études biologiques, il y a lieu de modifier les règlements concernant le trappage de la Marte dans la province.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit, à l'avenir, permis de capturer la Marte entre le premier jour de novembre, d'une année et le dernier jour de février de l'année suivante, dans toute l'étendue de la province, sur permis spécial accordé par le Ministre de la Chasse et des pêcheries ou par une personne désignée par lui, suivant l'inventaire annuel de cet animal;

QU'à chaque peau soit attaché un coupon spécial fourni par le département de la Chasse;

QUE chaque peau de Marte soit envoyée au Département de la chasse, à Québec, pour être vendue au profit du trappeur;

QUE toutes les peaux de Martes prises par erreur soient envoyées au Département de la chasse, à Québec, pour être vendues au profit de la Couronne. Il sera toutefois loisible au Ministre d'accorder au trappeur la compensation qu'il jugera à propos:

QUE la partie de l'arrêté-en-conseil N° 846, en date du 3 août 1949, concernant le trappage de la Marte dans la province de Québec, ainsi que la partie de l'arrêté-en-conseil N° 1068, en date du 15 octobre 1952, concernant la Marte, de même que la partie de l'arrêté-en-conseil N° 1230, en date du 19 novembre 1952, concernant la Marte, et la partie de l'arrêté-en-conseil N° 195, en date du 25 février 1953, concernant la Marte, soient abrogées.

CONCERNANT le Castor:

ATTENDU QU'il y a lieu, à la suite d'études biologiques, de modifier les règlements concernant le trappage des Castors;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941, et partie de l'arrêté-en-conseil N° 1068, en date du 15 octobre 1952, concernant la chasse au Castor dans les Réserves spécialement affectées à sa conservation.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le paragraphe 5 de la dite partie de l'arrêté-en-conseil N° 1068 soit remplacé par le suivant:

5. Les permis spéciaux pour trapper le Castor seront accordés suivant l'inventaire annuel et le Ministre de la chasse et des pêcheries pourra indiquer la façon dont ces peaux pourront être mises sur le marché.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1159

Quebec, October 23, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING Marten:

WHEREAS as a result of certain biological research work, it is expedient that the regulations concerning the trapping of Marten in the Province, be amended.

IN VIEW of Section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT, hereafter, the capturing of Marten be permitted between the first day of November of any year and the last day of February of the following year, throughout the Province, by special permit granted by the Minister of Game and Fisheries or by a person appointed by him, according to the annual inventory of said animal;

THAT, each skin be labelled with a special tag, supplied by the Department of Game;

THAT each Marten skin be forwarded to the Department of Game, at Québec, to be sold on behalf of the trapper;

THAT all Marten skins captured by error be forwarded to the Department of Game, at Quebec, to be sold on behalf of the Crown. The Minister however, may award the trapper with a compensation which he deems appropriate;

THAT, that part of Order in Council No. 846, dated August 3, 1949, concerning the trapping of Marten in the Province of Quebec, as well as that part of Order in Council No. 1068, dated October 15, 1952, concerning Marten, as well as part of Order in Council No. 1230, dated November 19, 1952, concerning Marten, and that part of Order in Council No. 195, dated February 25, 1953 concerning Marten, be repealed.

CONCERNING Beaver:

WHEREAS, as a result of certain biological research work, it is exepdient that the regulations concerning the trapping of Beaver, be amended;

IN VIEW of Section 65, Chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and part of Order in Council No 1068, dated October 15, 1952, concerning the hunting of Beaver in Reserves especially organized for its conservation,

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT para 5 of said part of Order in Council 1068 be replaced by the following:

5. Special permits for the trapping of Beaver shall be granted in accordance with the annual inventory, and the Minister of Game and Fisheries may indicate the manner in which these skins may be put on the market.

CONCERNANT les Sanctuaires pour l'élevage du Castor:

ATTENDU QU'à la suite de l'inventaire annuel des Castors, il importe de fixer, chaque année, un quota de capture pour les Réserves de la province spécialement affectées à l'élevage du Castor à l'état naturel.

VU l'article 65 du chapitre 153, paragraphe 5, des Statuts refondus de Québec, 1941:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre les Castors dans les Réserves ou Sanctuaires établis pour des fins d'élevage à l'état naturel, à l'exception cependant des Réserves suivantes, où, comme conséquence de l'accroissement naturel, il soit permis de capturer au cours de la saison du 1er novembre 1953 au 15 avril 1954 inclusivement, le nombre maximum de:

4100 dans la Réserve du Fort George,
5000 dans la Réserve du Vieux Comptoir,
4000 dans la Réserve de Nottoway,
2750 dans la Réserve de l'Abitibi,
4750 dans la Réserve de Mistassini,
1500 dans la Réserve de Péribonka,
1500 dans la Réserve du Grand Lac Victoria, et
2150 dans la Réserve de Rupert House et, en plus,
200 au profit du Watt's Memorial.

C. LARICHELIÈRE,
35928-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

CONCERNING Sanctuaries for the breeding of Beaver

WHEREAS, as a result of an annual inventory of Beaver, it is important to fix, each year, a capture-quota for the Reserves of the Province especially established for the breeding of Beaver in its natural state.

IN VIEW of Section 65, Chapter 153, para 5, of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be forbidden to hunt, kill or capture Beaver in Reserves or Sanctuaries established for breeding purposes, in its natural state, with the exception however of the following Reserves, where, owing to its natural increase in number, it be permitted to capture, during the course of the season of November 1st 1953 to April. 15, 1954 inclusive, the following maximum number of:

4100 in the Reserve of Fort George,
5000 in the Reserve of Vieux Comptoir,
4000 in the Reserve of Nottoway,
2750 in the Reserve of Abitibi,
4750 in the Reserve of Mistassini,
1500 in the Reserve of Péribonka,
1500 in the Reserve of Grand Lac Victoria, and
2150 in the Reserve of Rupert House and, in addition,
200 on behalf of the Watt's Memorial.

C. LARICHELIÈRE,
35928 Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1160

Québec, le 23 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la Réserve de Chasse et de pêche des Schick-Schocks.

ATTENDU QU'avec la construction de la nouvelle route trans-gaspésienne, il importe de protéger plus adéquatement la faune du Parc de la Gaspésie et de prévenir autant que possible les dangers de feu occasionnés par le passage des touristes.

VU l'article 65, chapitre 153, des Statuts refondus de Québec 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la partie de l'arrêté-en-conseil N° 1200, en date du 27 octobre 1949, concernant la Réserve de Chasse et de pêche des Schick-Schocks, telle qu'amendée par la partie de l'arrêté-en-conseil N° 1475, en date du 21 décembre 1949, concernant la dite Réserve et par la partie de l'arrêté-en-conseil N° 803, en date du 5 juillet 1950 concernant cette Réserve, ainsi que par l'arrêté-en-conseil N° 865, en date du 8 août 1951, soit de nouveau modifié afin d'y inclure le territoire décrit comme suit:

"Un terrain d'une superficie de dix (10) milles et quatre-vingts (80) centièmes, faisant partie des cantons Lemieux et de Lesseps (Gaspé-Nord) et dont les limites peuvent se décrire comme suit: partant de l'intersection de la rive gauche de la Rivière Sainte-Anne, avec une ligne établie en 1938 par l'arpenteur Lorenzo Bernier, suivant une courbe astronomique N. 69°-E. et une longueur de 32.689 chaînes, pour délimiter une partie du périmètre du Parc National de La Gas-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1160

Quebec, Ocotber 23, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Fish and Game Reserve of Schick-Schocks.

WHEREAS that with the building of the new trans-gaspesian highway, it is expedient to protect more adequately the fauna of the Gaspesian Park and to prevent, as much as possible, fire hazards occasioned by travelling tourists.

SEEING section 65, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the part of Order in Council No. 1200, bearing date October 27, 1949, respecting the Fish and Game Reserve of Schick-Schocks, as amended by part of Order in Council No. 1475, under date of December 21, 1949, concerning the said Reserve and by the part of Order in Council No. 803, under date of July 5, 1950, concerning this Reserve, as well as by Order in Council No. 865, under date of August 8, 1951, be again amended so as to include therein the territory described as follows:

"A parcel of land of a superficial area of ten (10) miles and eighty (80) one-hundreths, forming part of the townships of Lemieux and de Lesseps (Gaspé-North) and which limits may be described as follows: starting from the intersection of the left bank of the Saint-Ann River, with a line established in 1938 by surveyor Lorenzo Bernier, following an astronomical curve N. 69°-E. and a length of 32.689 chains, to mark a part of the perimeter of the Gaspesian National Park (see

pésie (voir plan L 64), et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-ouest, la dite ligne jusqu'à son extrémité sud-ouest, vers le nord-ouest, une ligne à être établie suivant une course astronomique N. 45°-O. jusqu'à son intersection avec la ligne de cantons Lemieux/Courcelette; vers le nord-est la dite ligne de cantons jusqu'à la rive droite du ruisseau Isabelle; vers le sud-est et le sud-ouest, la rive droite de ce dernier et la rive gauche de la Rivière Sainte-Anne jusqu'au point de départ."

Le tout tel que démontré par une teinte rouge sur un exemplaire de la carte annexé à la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries du Parc National de La Gaspésie et Reserve de Chasse et de Pêche des Schick-Schocks conservé au Service des Arpentages du Ministère des Terres et Forêts, Québec.

QUE le dit territoire soit sujet aux lois et aux règlements de la dite Réserve de Chasse et de Pêche des Schick-Schocks.

C. LARICHELIÈRE.

35928-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

plan L. 64), and passing successively by the following lines and demarcations: on the southwest, the said line as far as its southwestern extremity, on the northwest, a line to be established following an astronomical course N. 45°-W. as far as its intersection with the line of townships Lemieux/Courcelette; on the northeast, the said line of townships as far as the right bank of the Isabelle brook: on the southeast and on the southwest, the right bank of the latter and the left bank of the Saint-Ann River, to the starting point".

The whole as shown by the red shading on the copy of a map annexed to the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries of the Gaspesian National Park and Fish and Game Reserve of Schick-Schocks, kept by the Surveyors' Branch of the Lands and Forests Department, Quebec.

THAT the said territory be subject to the laws and regulations of the said Fish and Game Reserve of Schick-Schocks.

C. LARICHELIÈRE,

35928 Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1202

Québec, le 28 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Rimouski.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de traxvil relative à l'industrie de la construction dans la région de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 802 du 8 juillet 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 août 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 802, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "*o*", "*p*" et "*q*" suivants sont ajoutés à l'article I:

"*o*) Le terme "entrepreneur-électricien" ou "maître-électricien" désigne toute personne définie comme telle à l'article 2, sous-paragraphe 7 de la Loi des Maîtres-Electriciens de la province de Québec, (14, Georges VI, Chapitre 146, 1950)."

"*p*) Le terme "compagnon-électricien" désigne toute personne qui loue ses services à un entrepreneur ou maître-électricien, pour effectuer des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'une installation d'appareillage électrique, tel que défini dans la Loi des Maîtres-Électriciens de la province de Québec."

q) Le terme "apprenti-électricien" désigne toute personne qui fait l'apprentissage d'installation électrique, de réparation, de réfection d'une installation d'appareillage électrique, tel que décrit dans la Loi des Maîtres-Electriciens de la province de Québec."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1202

Quebec, October 28, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the district of Rimouski.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Rimouski, rendered obligatory by the decree No. 802 of July 8, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 22, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, No. 802, be amended as follows:

1. The following subsections "*o*", "*p*" and "*q*" are added to section I:

"*o*) The words "electrical contractor" or "master electrician" mean any person defined as such in section 2, paragraph 7 of the Master Electricians of the Province of Quebec Act (14 Geo. VI, Ch. 146, 1950)."

"*p*) The words "journeyman electrician" mean any person hiring out his services to an electrical contractor or master electrician for the execution of work pertaining to the installation, repair or restoration of electrical system as described in the Master Electricians of the Province of Quebec Act."

"*q*) The words "apprentice electrician" mean any person serving the apprenticeship period in installation, repair or restoration work on electrical system as described in the Master Electricians of the Province of Quebec Act."

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article II.

"Le décret s'applique aussi à tous les travaux de construction, de réparation, d'installation ou de réfection des installations et appareillages électriques, tels que définis dans le chapitre 172 et amendements (Statuts refondus de Québec 1941) Tels travaux doivent être exécutés par des employés et ouvriers qualifiés."

3° Les items suivants sont ajoutés avant les mots "Ferblantier-couvreur" apparaissant à l'échelle de salaires de l'article IV:

	Zones		
	I	*II*	*III*
Electricien:			
Entrepreneur (services personnels)	$2.00	$1.90	$1.80
Compagnon	1.35	1.30	1.20
Contremaître: $0.10 de plus que le taux du compagnon dans son métier			

4° L'alinéa 5° suivant est ajouté au paragraphe "i" de l'article IX:

"5° Electricien: Un (1) apprenti par compagnon."

5° L'item suivant est ajouté à l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "j" de l'article IX:

	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
"Electricien	$0.55	$0.70	$0.80	$0.90'

6° La Corporation des Maîtres-Electriciens de la Province de Québec (section Bas Saint-Laurent) est accepté comme partie contractante de première part.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

2. The following paragraph is added to subsection "c" of section II:

"The decree also applies and extends to all operations in connection with the construction, repair, installation or restoration of electrical installations and equipment, as defined in (Chapter 172 and amendments, Revised Statutes of Quebec, 1941). Such operations shall be carried out by qualified workers."

3. The following items are added before the words "Tinsmith-roofer" mentioned in the wage scale of section IV:

	Zones		
	I	*II*	*III*
Electrician:			
Contractor (personal services)	$2.00	$1.90	$1.80
Journeyman	1.35	1.30	1.20
Foreman: $0.10 more than the rate of journeymen in his trade			

4. The following paragraph 5 is added to subsection "i" of section IX:

"5. Electrician: One (1) apprentice per journeyman."

5. The following item is added to the wage scale contained in subsection "j" of section IX:

	1st year	2nd year	3rd year	4th year
"Electrician	$0.55	$0.70	$0.80	$0.90"

6' The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec (Lower St. Lawrence Division) is accepted as contracting party of the first part.

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1202

Québec, le 28 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier, rendue obligatoire par le décret numéso 3751 du 17 décembre 1943, amendé par les arrêtés numéros 3164, 4839 et 5063 des 16 août, 7 et 21 décembre 1944, 5086 du 7 décembre 1945, 130, 1656 et 4467 des 10 janvier, 10 mai et 31 octobre 1946, 545-A du 27 mars 1947, 69-C et 1720-B des 22 janvier et 16 décembre 1948, 225-D et 470-E des 22 février et 26 avril 1950, 51-F et 829-A des 11 janvier et 1er août 1951, 68-E du 31 janvier 1952 et 512-B du 30 avril 1953, ont présenté une requête au Ministre du Travail à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 juin 1953;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1202

Quebec, October 28, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier, rendered obligatory by the decree number 3751 of December 17, 1943, and amended by Orders-in-Council 3164, 4839 and 5063 of August 16, December 7 and 21 1944, 5086 of December 7, 1945, 130, 1656 and 4467 of January 10, May 10 and October 31, 1946, 545-A of March 27, 1947, 69-C and 1720-B of January 22 and December 16, 1948, 225-D and 470-E of February 22, and April 26, 1950, 51-F and 829-A of January 11 and August 1, 1951, 68-E of January 31, 1952, and 512-B of April 30, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 13, 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3751, soit modifié comme suit:

1° Le sous-paragraphe "*b*-1" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"1. Le lundi: entre 7.00 a.m. et midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m.

Dans les limites de la municipalité de St-Donat du comté de Montcalm, du 1er mai au 1er octobre, les heures de travail des barbiers-coiffeurs et des coiffeurs et coiffeuses peuvent être prolongées, les mardi et mercredi, jusqu'à 9.00.

Cependant, dans la cité de Joliette, la ville de L'Assomption et la municipalité de Crabtree, les heures de travail dans les salons de barbier doivent se terminer à 6.30 p.m. les mardi, mercredi et jeudi, et à 6.00 p.m. les samedi et veilles de fêtes chômées."

2° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VI:

"Sur demande du Comité paritaire, une carte fournie par ledit Comité et reproduisant les prix minima ci-haut mentionnés, doit être affichée et maintenue affichée dans tous les salons de barbier, de coiffure, et de beauté."

Document "B" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,

35940-o C. LARICHELIÈRE.

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 3751, be amended as follows:

1° Paragraph "*b*-1" of section IV is replaced by the following:

"1. Monday: between 7.00 a.m. and 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: between 7.00 a.m. and 9.00 p.m.

Within the limits of the municipality of St. Donat, in the county of Montcalm, from May 1st to October 1st, the hours of work of barbers and male and female hairdressers may be extended, on Tuesday and Wednesday, until 9.00 p.m.

However, in the city of Joliette, in the town of L'Assomption and in the municipality of Crabtree, the hours of work in barber shops shall end at 6.30 p.m. on Tuesday, Wednesday and Thursday, and at 6.00 p.m. on Saturday and holiday eves."

2. The following paragraph is added to section VI:

"Upon request from the Parity Committee, a notice giving the minimum prices above mentioned shall be posted and kept posted in every barber or hairdressing or beauty parlor; this notice shall be supplied by the said Committee."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35940-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1202

Québec, le 28 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en-Conseil

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du fer structural dans la Province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 862 du 23 juillet 1953, relatif à l'industrie du fer structural dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 août 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE ledit décret, numéro 862, soit modifié comme suit:

1° L'article I est remplacé par le suivant:

"I. *Juridiction territoriale:* Toute la province de Québec à l'exception des comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Saguenay, de cette partie du comté d'Abitibi-Est située à l'est de la longitude astronomique 75° 30′ et de tout territoire non compris dans un district électoral.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1202

Quebec, October 28, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the structural iron industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, Chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 862 of July 23, 1953, relating to the structural iron industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 22, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 862, be amended as follows:

1. Section I is replaced by the following:

"I. *Territorial jurisdiction:* The entire province of Quebec with the exception of the counties of Gaspe-North, Gaspe-South, Saguenay, of that part of the county of Abitib-East situated east of astronomical longitude 75° 30′ and of any territory not comprised in a constituency."

Toutefois, en dehors de l'Ile de Montréal, des cités de Québec et de Sherbrooke, le décret ne s'applique qu'aux travaux de construction métallique visés par la juridiction professionnelle déterminée à l'article II et s'élevant à 50 tonnes ou plus d'acier."

2° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article II sont abrogés et remplacés par les suivants:

"II. *Juridiction Industrielle et Professionnelle: a*) Le décret s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment comportant le montage ou la fabrication sur place de fer structural, y compris la démolition, la réparation ou le démontagne d'icelui, et sans préjudice des droits et privilèges de l'industrie de l'électricité, de l'industrie des ascenseurs, de l'industrie du fer et du bronze d'ornementation, de l'industrie du métal en feuilles, de l'industrie de la construction des chaudières à vapeur et de l'industrie de la génération de la vapeur, d'effectuer le montage du fer structural que comportent leurs travaux respectifs, selon l'usage établi.

b) La juridiction comprend aussi le fer structural utilisé dans le montage des appreils de levage, déchargeurs de wagons, grues, convoyeurs, déchargeurs de minerai, réservoirs et trémies à charbon, couloirs et trémies à cendre, réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minerai, sans préjudice des droits et privilèges des industries mentionnées au paragraphe précédent, et là où les travaux sont de nature permenente. Elle comprend également tout travail de brûlage, de soudure, de rivetage et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites"

3° L'article III est modifié en biffant les mots "et déménageur de machinerie".

(Document "C" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,

35940-o C. LARICHELIÈRE.

However, outside the Island of Montreal and the cities of Quebec and Sherbrooke, the decree applies only to metal construction operations covered by the professional jurisdiction determined in section II and involving the use of 50 tons of steel or more."

2. Subsections "*a*" and "*b*" of section II are deleted and the following substituted therefore:

"II. *Industrial and Professional Jurisdiction: a*) This decree shall apply to all engineering construction and building operations involving the erection, or fabrication on the site, of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof, but without prejudice to the rights and privileges of the Electrical Industry, the Elevator Industry, the Ornamental Iron and Bronze Industry, the Sheet Metal Industry and the Boiler Construction and Steam Generation Industries to erect structural steel incidental to their respective operations, in accordance with long-established practice.

b) The juridiction shall also cover structural steel used in the erection of hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders, coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers, rock, coke, sand and ore bins and hoppers, without prejudice as aforesaid and where the work is of a permanent nature. It shall also include the burning welding, rivetting, rigging in connection with the foregoing operations."

3. Section III is amended by deleting the words "and Machinery Mover."

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35940-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1202

Québec, le 28 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des corrections au décret relatif au commerce de l'alimentation en gros dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE l'arrêté en conseil numéro 1085-E du 24 septembre 1953, ayant modifié le décret numéro 2347 du 27 juin 1944, relatif au commerce de l'alimentation en gros dans la région de Québec, soit corrigé comme suit:

A l'échelle des salaires de l'article VIII, Section I:

"*i*) A l'item 2, le taux de $26.24 pour l'apprenti boucher désosseur, 1er semestre, zone II, doit se lire $26.14;

ii) A l'item 2, le taux de $46.69 pour le contremaître de la zone II, doit se lire $45.69;

iii) A l'item 8, le taux de $60.24 pour le chef mécanicien de machines fixes, 1ère classe, zone II, doit se lire $60.14;

iv) A l'item 11-*a*, le taux de $32.24 pour le classificateur d'œufs, 1ère année, zone II, doit se lire $31,24."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

35940-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1202

Quebec, October 28, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING corrections to the decree relating to the food products wholesale trade in the region of Quebec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT Order in Council No. 1085-E of September 24, 1953, which amended the decree No. 2347 of June 27, 1944, relating to the food products wholesale trade in the region of Quebec, be corrected as follows:

In the wage scale of section VIII, part I:

"*i*) In item 2, the rate of $26.24 for the apprentice butcher and boner, 1st six months, zone II, should read $26.14;

ii) In item 2, the rate of $46.69 for a foreman of zone II should read $45.69;

iii) In item 8, the rate of $60.24 for a chief stationary engineman, 1st class, zone II, should read $60.14;

iv) In item 11-*a*, the rate of $32.24 for an egg grader, 1st year zone II, should read $31.24."

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35940-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1201

Québec, le 28 octobre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil certains amendements au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1233-A et 1634-B des 22 septembre et 2 décembre 1948, 1316-B du 24 novembre 1949, 146-A et 973-A des 1er février et 30 août 1950, 350-B, 541-B et 926-F des 4 avril, 30 mai et 22 août 1951, 271-G et 787-A des 20 mars et 23 juillet 1952, 374-D du 26 mars 1953, relatif à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est, qui lui ont été présentés par les parties contractantes;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 septembre 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE le décret numéro 1519, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*e*" de l'article I est abrogé et les mots "tailleur de pierre" sont radiés de la cédule des salaires apparaissant à l'article IV.

2° Le paragraphe "*h*" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*h*) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, planche murale en composition et toute latte en composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, la tôle non soudée ou non agrafée qui s'y rapporte, et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction, qui fait tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction, tels que la fabrication de "panneaux" servant de formes à béton ou à tout autre usage, et tout autre travail de semblable nature sur un chantier de construction ou à tout autre endroit.

Cependant, les salariés de l'industrie des portes et châssis et du bois ouvré ne sont pas visés par la présente définition, pour ce qui est des travaux faits dans les ateliers.

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond et Wolfe.

Pour les fins du décret, ladite juridiction territoriale est désignée sous le nom de "District des Cantons de l'Est" et est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone I: Les cités ou villes de Sherbrooke, Farnham, Cowansville, Granby, Magog, Asbestos, Windsor et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1201

Quebec, October 28, 1953
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the Eastern Townships District.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 1519 of September 18, 1947, amended by Orders in Council Nos. 1233-A and 1634-B of September 22 and December 2, 1948, 1316-B of November 24, 1949, 146-A and 973-A of February 1st and August 30, 1950, 350-B, 541-B and 926-F of April 4, May 30 and August 22, 1951, 271-G and 787-A of March 20 and July 23, 1952; and 374-D of March 26, 1953, relating to the construction industry in the Eastern Townships District, which were presented to him by the contracting parties;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 19, 1953;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour.

THAT the decree No. 1519 be amended as follows:

1. Subsection "*e*" of section I is deleted and the words "stone cutter" are stricken off the wage scale contained in section IV.

2. Subsection "*h*" of section I is replaced by the following:

"*h*) The term "carpenter-joiner" means any employee who does the joining of pieces of wood, of wall board in composition and lays any composition lathing, does frame work, repairs wooden articles, sets paper shingles, asbestos shingles, tar-lined paper, including unwelded and unhooked sheet metal in connection therewith, and who does all wood work on a construction job, who does all preliminary woodwork in conncetion with the construction industry such as the making of panels for concrete forms or some other purpose, and any work of a similar nature on a construction job or in any other place.

However, employees of the door and window manufacturing and woodworking industry are not covered by the present definition as regards work executed in shops.

3. Section III is replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of Sherbrooke Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond and Wolfe.

For the purposes of the decree, the said territorial jurisdiction shall be designated as follows: The Eastern townships district. It is divided into three (3) zones as follows:

Zone 1: The cities or towns of Sherbrooke, Farnham, Cowansville, Granby, Magog, Asbestos, Windsor, and the territory comprised in a radius of five (5) milles from their limits.

Zone II: Les cités ou villes de Coaticook, Mégantic, Waterloo, Bedford, Stanstead, Richmond et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone III: Le reste de la juridiction territoriale.

Cependant, à compter du 31 mars 1954, la ville d'East Angus et un rayon de cinq (5) milles de ses limites feront partie de la zone II."

4° Au paragraphe "*a*" de l'article IV:

i. Tous les taux minima de salaires de la cédule principale sont majorés de $0.05 dans chacune des zones, excepté ceux de la zone III.

ii. L'alinéa suivant est ajouté après ladite cédule des salaires:

"Nonobstant les dispositions précédentes, dans le cas de travaux de construction exécutés dans la zone III et dont le coût, salaires et matériaux compris, s'élève à $100,000.00 ou plus, les taux minima fixés pour la zone II sont payables aux salariés qui exécutent tels travaux."

5° Les paragraphes "*b*" et "*d*" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"*b*) Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes sont rémunérés au taux de dix cents ($0.10) de plus par heure que le salaire établi pour leur métier. Tout contremaître préposé à la surveillance d'une équipe d'hommes de métier doit lui-même détenir le certificat de qualification obligatoire pour pratiquer le métier concerné."

"*d*) *Dispositions relatives aux électriciens seulement:* Pour les travaux exécutés en dehors du lieu de résidence de l'employeur, le transport et la pension sont à la charge de l'employeur, sans pour cela que le salaire du salarié soit réduit."

6° L'article V, relatif aux travailleurs en fer structural est abrogé.

7° L'article V-A est remplacé par le suivant:

"V-A. La semaine de travail s'étend du lundi au samedi; cependant, l'employeur a jusqu'au jeudi suivant pour payer les salaires de ses salariés figurant sur la liste de paye de ladite semaine. L'employeur doit remettre à ses employés en même temps que leur paie le détail complet du salaire gagné et des déductions faites."

8° Le paragraphe "*d*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"*d*) Tout employeur qui désire faire exécuter du travail en dehors des heures régulières déterminées par le décret, doit en aviser au préalable le Comité paritaire par écrit.

Tout travail urgent qui pour des raisons jugées suffisantes ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail mentionnées aux paragraphes "*a*" et "*f*" du présent article, peut être fait en d'autres périodes de la journée au taux régulier, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé. Cependant, tel travail demeure sujet à la durée journalière ou hebdomadaire déterminée aux paragraphes "*a*" et "*f*" du présent article."

9° Le paragraphe "*f*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"*f*) Nonobstant les dispositions du paragraphe "*a*" du présent article, dans la cité de Granby, les villes de Windsor, Farnham, Cowansville et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, la durée hebdomadaire de travail est de quarante-huit (48) heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de neuf (9) heures par jour entre 7.30 a.m. et 5.30 p.m.; le vendredi, huit (8) heures, entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.; et le samedi quatre (4) heures, entre 8.00 a.m. et midi. Cependant, durant la période du 1er octobre au 1er mars, le travail peut commencer

Zone II: The cities or towns of Coaticook, Megantic, Waterloo, Bedford, Stanstead, Richmond, and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone III: The remainder of the territorial jurisdiction."

However, from March 31, 1954, the town of East Angus and a radius of five (5) miles from its limits shall be included in zone II."

4. In subsection "*a*" of section IV:

i. All minimum wage rates of the main schedule are increased by $0.05 in all zones, except zone III.

ii. The following paragraph is added after the said wage schedule:

"Notwithstanding the foregoing provisions, employees working at construction operations carried out in zone III and amounting to $100,000.00 or more, including wages and materials, shall be paid the minimum rates established for zone II."

5. Subsections "*b*" and "*d*" of section IV are replaced by the following:

"*b*) Foremen in charge of a gang shall be paid ten cents ($0.10) more per hour than the rate established for their trade. Foremen in charge of skilled workers shall themselves hold the required certificate of competency for the trade concerned."

"*d*) *Provisions respecting electricians only:* For operations carried out outside the place of residence of the employer, transport and board expenses shall be paid by the employer and this shall not affect the employee's wages."

6. Section V, respecting structural iron workers, is deleted.

7. Section V-A is replaced by the following:

"V-A. The work week extends from Monday to Saturday. However, the employer is not required to pay the employees' wages for that week before the next Thursday. Together with the pay, the employer shall give a detailed statement of the wages earned and deductions made."

8. Subsection "*d*" of section VI is replaced by the following:

"*d*) Every employer wishing to have work performed outside the regular hours determined by the decree shall notify the Parity Committee, in writing, previous to the execution of the work.

All urgent work which, for sufficient reasons, cannot be performed during the daily periods of work mentioned in subsections "*a*" and "*f*" of the present section may be done in other periods of the day, at regular rates, providing the Parity Committee be notified. However, such work is still subject to the daily or weekly duration of work determined in subsections "*a*" and "*f*" of the present section."

9. Subsection "*f*" of section VI is replaced by the following:

"*f*) Notwithstanding the provisions of subsection "*a*" of this section, the weekly duration of work in the city of Granby and the towns of Windsor, Farnham and Cowansville, and a radius of 5 miles from their limits, shall consist of 48 hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, nine (9) hours per day between 7.30 a.m. and 5.30 p.m.; Friday, eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and Saturday, four (4) hours between 8.00 a.m. and 12.00 (noon). However, from October 1st to March 1st, work may star tat

à 7.00 a.m. pourvu que la durée journalière ne dépasse pas neuf (9) heures par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi, huit (8) heures, le vendredi et quatre (4) heures, le samedi entre 7.00 a.m. et midi."

10° Le deuxième alinéa du paragraphe "*a*" de l'article X est remplacé par les suivants:

"Toute personne se présentant pour l'examen règlementaire de métier doit fournir au préalable, une lettre signée par un employeur professionnel du métier qu'elle désire pratiquer par laquelle l'employeur professionnel déclare qu'il est actuellement prêt à accepter l'aspirant à son emploi.

De son côté, le candidat porteur d'un carnet d'apprenti dans l'un ou l'autre des métiers couverts par le présent décret, est tenu de suivre des cours de perfectionnement dans son métier selon les possibilités du centre qu'il habite ou du lieu de son travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, dans les métiers de briqueteur et de plâtrier, aucun candidat résidant ou travaillant dans la cité de Sherbrooke ne sera accepté à l'examen à moins d'avoir suivi au préalable pendant dix (10) mois le cours régulier de jour au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction."

11° Au paragraphe "*g*" de l'article X, les taux de salaires sont majorés de $0.05, à l'exception de ceux de la zone III.

12° L'article XVII est remplacé par le suivant:

"XVII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1955. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1955 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Note: 1. L'augmentation de $0.05 prévue aux amendements "4°" et "11°" des présentes, ne s'applique pas aux salariés des métiers visés par la deuxième échelle de salaires apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article IV et par la dernière échelle de salaires apparaissant au paragraphe "*g*-2" de l'article X, applicables seulement dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Note: 2. Les contrats de construction à forfait accordés et signés avant le 31 mars 1953 ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret d'amendement; ils demeurent, toutefois, assujettis au décret principal et à ses amendements antérieurement en vigueur.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,

35940-o C. LARICHELIÈRE.

7.00 a.m. provided the daily duration shall not exceed nine (9) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, eight (8) hours on Friday and four (4) hours on Saturday, between 7.00 a.m. and 12.00 (noon).

10. The second paragraph of subsection "*a*" of section X is replaced by the following:

"Anyone wishing to sit for the required trade examination shall first produce a letter signed by a professional employer of the trade concerned in which the said employer states that he is willing to employ the candidate.

Furthermore, the candidate holding an apprentice book for any one of the trades regulated by the present decree shall follow improvement courses in his trade as may be possible in the place where he lives or where he works.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs, in the bricklaying and plastering trades, no candidate living or working in the city of Sherbrooke shall be accepted at the examination unless he has previously followed, for 10 months, the regular day course at the construction Trades Apprenticeship Center."

11. In subsection "*g*" of section X, the wage rates are increased by $0.05, excepting zone III rates.

12. Section XVII is replaced by the following:

"XVII. *Duration of the decree:* The present decree remains effective until March 31, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before March 31 of the year 1955 or of any subsequent year.

Such a notice chall also be given to the Minister of Labour."

Note: 1. The $0.05 increase provided for in amendments "4" and "11." of the present Order in Council does not apply to employees of the trades covered by the second wage scale contained in subsection "*a*" of section IV and by the last wage scale mentioned in subsection "*g*-2" of section X, which apply only to the City of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

Note: 2. Construction contracts for a lump sum granted and signed before March 31, 1953, are not subject to the provisions of the present decree of amendment; they are, however, subject to the main decree, as preciously amended.

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35990-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1201

Québec, le 28 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1201

Quebec, October 28, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendements of the decree relating to the printing trades in the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix and Saguenay.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1414 du 14 décembre 1949, amendé par les arrêtés numéros 850-A du 19 juillet 1950, 926-B du 22 août 1951 et 888-A du 28 août 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil certains amendements audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 septembre 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1414, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*a*) Dans la zone I, les taux de salaires minima sont les suivants:

	Taux horaires minima
Compagnons	$1.35
Filles employés à la reliure:	
1er semestre (1100 heures)	0.40
2ème semestre (2200 heures)	0.43
3ème semestre (3300 heures)	0.50
4ème semestre (4400 heures)	0.54
5ème semestre (5500 heures)	0.56
6ème semestre (6600 heures)	0.58"

2° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article VII:

"Tout salarié ayant été au service continu du même employeur pendant une période de vingt (20) années, dans le même atelier, aura droit à trois (3) semaine de vacances payées par année."

3° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Duré du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er septembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1201

Québec, le 28 octobre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix, and Saguenay, rendered obligatory by the decree No. 1414 of December 14, 1949, and amended by Orders in Council Nos. 850-A of July 19, 1950, 926-B of August 22, 1951 and 888-A of August 28, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 26, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 1414, be amended as folllows:

1. Subsection "*a*" of section IV is replaced by the following:

"*a*) In zone I, the minimum wage rates shall be as follows:

	Minimum Hourly Rates
Journeyman	$1.35
Bookbinding female employees:	
1st six months (1100) hours)	0.40
2nd six months (2200 hours)	0.43
3rd six months (3300 hours)	0.50
4th six months (4400 hours)	0.54
5th six months (5500 hours)	0.56
6th six months (6600 hours)	0.58"

2. The following subsection is added to Section VII:

"Every employee with twenty (20) years' continuous service in the employ of the same employer, in the same shop, shall be entitled yearly to three (3) weeks' vacation with pay."

3. Section X is replaced by the following:

"X. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force up to September 1, 1954, it shall then renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, of the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before September 1st of each year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1201

Quebec, October 28, 1953.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil certaines modifications au décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés numéros 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D et 1228-G des 11 janvier, 7 mars, 12 avril et 31 octobre 1951, 67-F, 138-A, 271-H et 961-D des 31 janvier, 27 février, 20 mars et 25 septembre 1952 et 512-C du 30 avril 1953, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 septembre 1953;

ATTENDU que conformément aux dispositions de ladite Loi, les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret numéro 1254, ont présenté au Ministre du Travail une requête en vue d'y apporter des amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 septembre 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1254, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*j*" de l'article I est abrogé et remplacée par le suivant:

"*j*) 1. Le terme "maître-électricien" désigne toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait affaires comme entrepreneur électricien, qui prend à son compte, exécute des travaux d'installations électriques, de réfection, de réparation ou de modification d'installations électriques, que tels travaux soient exécutés gratuitement ou pour valeur, à l'heure, à la journée, ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement; les personnes qui détiennent la licence "A" ou la licence "B" selon le cas, ou toute autre classification ou catégorie de telles licences déterminées par les dispositions de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements) et des règlements pris en vertu de telle loi. Ce terme ne comprend pas, toutefois, les personnes agissant comme compagnons électriciens ou sous l'autorité de la licence "E" au sens de ladite Loi.

2. Le terme "compagnon-électricien" désigne toute personne qui fait des travaux d'installations électriques nouvelles ou existantes, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques, pour fins de pouvoir, d'éclairage ou de chauffage au compte d'un entrepreneur électricien. Cette personne doit détenir à ces fins la licence "C" conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques.

2° Les dispositions relatives au métier d'électricien apparaissant dans l'échelle de salaires de l'article III, sont remplacées par les suivantes:

	Zones	
"*Electricien:*	*I*	*II*
Entrepreneur Maître-électricien.. (Services Personnels)	$2.40	$2.00
Compagnon, détenant la licence "C".....	1.50	1.20"

3° A l'article III, les taux de salaires minima actuellement en vigueur pour les trois métiers

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 1254 of November 10, 1949, amended by Orders 108-C, 973-A and 1229-B of January 25, August 30 and November 8, 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D and 1228-G of January 11, March 7, April 12 and October 31, 1951, 67-F, 138-A, 271-H and 961-D of January 31, February 27, March 20 and September 25, 1952 and 512-C of April 30, 1953, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 19, 1953;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said Act, the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree, No.1254, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 19, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Lbour,

THAT the said decree, No. 1254, be amended as follows:

1. Subsection "*j*" of section I is deleted and replaced by the following:

"*j*. 1. The term "master electrician" means any person, company, association or corporation operating as electrical contractor who undertakes on his or its own account and executes any work pertaining to electrical installations, or to the renewing, repair or alteration thereof, whether such work be done gratuitously or for remuneration, on an hourly, daily or lump sum basis, by verbal or written agreement or otherwise; persons who hold license "A" or license "B", as the case may be, or any other classification or category of such licenses, as determined by the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 172 and amendments) and of the regulations passed under its authority; however, this term does not include persons acting as electrical journeymen or under the authority of license "E" defined in the said Act.

2. The term "journeyman electrician" means any person whose work is concerned with new or existing electrical installations, with renewing, repair or alteration of wires, conduits or electrical apparatus for power, lighting or heating, for the account of an electrical contractor. Such person shall hold, for that purpose, license "C" in pursuance of the provisions of section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act.

2. The provisions respecting of the electrical trade and contained in the wage scale of section III, are replaced by the following:

	Zones	
"*Electrician:*	*I*	*II*
Master electrical contractor..... (Personal Services)	$2.40	$2.00
Journeyman holding license "C".	1.40	1.20"

3. In section III, the minimum rates of wages actually in force for the following trades

ci-après mentionnés sont augmentés comme suit, dans la zone I seulement:

	Taux horaire
"Briqueteur	$2.00
Charpentier-menuisier	1.75
Plâtrier	1.80"

(Document "C" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

are increased in Zone I only, as follows:

	Hourly rate
"Bricklayer	$2.00
Carpenter-joiner	1.75
Plasterer	1.80"

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1201

Québec, le 28 octobre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête le priant de soumettre à l'approbation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 513 du 30 avril 1953, amendé par l'arrêté en conseil numéro 860-C du 23 juillet 1953, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 septembre 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 513, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Salaires minima: a) Boni de vie chère:* Excepté tel que ci-après prévu, les employeurs assujettis aux dispositions du présent décret doivent verser à leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leurs temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 35 cents pour chaque heure de travail.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire ne s'applique pas au boni spécial de vie chère prévu par les présentes.

Tous les employeurs doivent tenir un registre séparé indiquant le paiement du boni de vie chère prévu par les présentes.

Exceptions: i. *Sécurité sociale:* Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec ou qui, par contrat avec une association *bona fide*, est tenu de payer et paye une somme équivalente à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de ses salariés

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1201

Québec, October 28, 1953.
Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a petition by which it begged him to present to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 513 of April 30, 1953, amended by Order in Council No. 860-C of July 23, 1953, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 19, 1953;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 513, be amended as follows:

1. Subsection "*a*" of section VII is replaced by the following:

"VII. *Wage rates: a) Cost of living bonus:* Except as hereinafter provided, all employees who are subject to the provisions of the present decree shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 35 cents for each hour worked.

The premium for overtime hours worked at the rate of time and one half shall not apply to the special cost of living bonus herein provided.

All employers shall keep a separate record of the payment of the cost of living bonus herein provided.

Exceptions: i. *Social security:* Any employer who by contract with a recognized and bona fide insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec or who, by contract with a bona fide union, is bound to and does pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, under a social

assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant en tout ou en partie les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation ou de mortalité, ou d'un plan de pension ou de retraite au bénéfice de tels salariés, lequel ne laisse à l'employeur aucun droit de remboursement ou de rabais, directement ou indirectement, n'est pas tenu de payer le boni de vie chère de 35 cents l'heure et doit continuer de payer un boni de vie chère de 31½ cents pour chaque heure de travail aussi longtemps qu'il continuera de verser 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière et supplémentaire de tous ses salariés de la façon ci-haut décrite.

Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de pension ou de retraite au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de tous ses salariés assujettis à ce décret, mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés, et ce, en espèces, chaque semaine.

Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à l'examen par le comité conjoint et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps, être tenus à la disposition des représentants du comité conjoint pour fins d'inspection et d'examen.

Si un tel examen révèle au comité conjoint que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés assujettis à ce décret, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer le plein boni de vie chère de 35 cents l'heure, tel que prévu au présent paragraphe "*a*", à compter de la date d'un tel avis.

ii. *Pantalons non-assortis*: Tous les employeurs manufacturiers de pantalons non-assortis qui fabriquent des vêtements exempts de la juridiction du présent décret dans une proportion dépassant 25% de leur production totale, doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni général de 23½ cents l'heure au lieu du boni général de 35 cents l'heure ci-haut prévu.

Le comité conjoint peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période, des vêtements exempts de la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du comité conjoint, verser à ses salarié un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

iii. *Vêtements de la classe B:* Tous les employeurs, manufacturiers de vêtements de la

welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization, death benefits and/or under a pension or retirement plan for the benefit of such employees and in which plan the employer has no equity or right of refund or rebate, directly or indirectly, then said employer shall be relieved of paying the cost of living bonus as aforesaid of 35 cents per hour and shall continue to pay a cost of living bonus of 31½ cents per hour for each hour worked, so long as said employer continues to pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees as aforesaid.

In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, pension or retirement, introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid, should involve a cost of less than a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference between the cost of such a plan and a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees, in cash, weekly.

Any such social welfare plan introduced by any employer as aforesaid shall be subject to examination by the Joint Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Joint Committee.

Should it be found, after examination by the Joint Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees is not wholly for the benefit of his employees subject to the jurisdiction of this decree, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon the refusal by the employer to submit details and records of such plan, then, upon notice from the Joint Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full cost of living bonus of 35 cents per hour as provided by the present subscetion "*a*", from the date specified in such notice.

ii. *Odd pants:* All employers who are men's and boys' odd pants manufacturers and who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in a proportion exceeding 25% of their total production shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 23½ cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 35 cents per hour hereinbefore provided.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to their production and, in the event that any such employer should, in any three-month period produce less than 25% of his total production, in the said period, of garments exempted from the present jurisdiction, the said employer shall, upon demand from the Joint Committee, pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

iii. *Class B Garments:* All employers who are Class B garment manufacturers and who pro-

classe B, qui fabriquent des vêtements exempts de, ou non compris dans la juridiction du présent décret dans une proportion dépassant 25% de leur production totale, doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni général de 23½ cents l'heure au lieu du boni général de 35 cents ci-haut prévu.

Tout manufacturier de vêtements de la classe B a le droit d'inclure ou d'incorporer ce boni de vie chère de 23½ cents dans les taux horaires ou à la pièce payés à ses salariés. Dans ce cas, les taux minima horaires sont les taux de la cédule II, augmentés de 23½ cents.

Le comité conjoint peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait, dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période, des vêtements exempts de, ou non compris dans la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du comité conjoint, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

Si le manufacturier décide d'inclure ou d'incorporer le boni de vie chère de 26 cents dans les taux horaires ou à la pièce payés à ses salariés les taux minima horaires sont les taux de la cédule II augmentés de 26 cents.

Si le boni de vie chère est incorporé dans les taux horaires ou à la pièce, il ne doit pas en résulter de réduction dans les gages des salariés, soit directement ou indirectement. Un avis d'intention d'incorporer le boni de vie chère doit être donné au comité conjoint, par écrit, et les taux ajustés doivent être approuvés par le comité conjoint ou ses agents autorisés avant qu'ils ne soient mis en vigueur.

Les dispositions concernant l'apprentissage et l'avancement graduel doivent s'appliquer également aux manufacturiers de vêtements de la classe B.

iv. *Vêtements d'enfants:* Tous les manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-dessus décrits, doivent verser à tous leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 17½ cents pour chaque heure de travail au lieu du boni général de 35 cents l'heure ci-haut prévu.

v. *Apprentis:* Dans le cas des apprentis qui n'ont eu aucune expérience antérieure dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, le boni de vie chère prévu par les présentes peut être réduit de 7½ cents l'heure pendant une période de treize (13) semaines. Lesdits commençants doivent recevoir leur plein boni de vie chère, tel que prévu par les présentes, dès qu'ils ont complété treize (13) semaines d'emploi.

vi. *Exception à l'augmentation de 6½ cents l'heure dans le boni de vie chère:* Tous les employeurs ayant des relations contractuelles avec

duce garments that are exempted from or not governed by the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in a proportion exceeding 25% of their total production shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 23½ cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 35 cents per hour hereinbefore provided.

A Class B garment manufacturer shall have the right to incorporate the above-mentioned cost of living bonus of 23½ cents per hour in the hourly or piece work rates paid to such employees. In that event, the minimum hourly rates applicable are those of Schedule II, increased by 23½ cents.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to their production and, in the event that any such employer should, in any three month period, produce less than 25% of his total production, in the same period, of garments exempted from or not governed by the present jurisdiction, the said employer shall, upon demand from the Joint Committee, pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

In the event that a manufacturer elects to include or incorporate the cost of living bonus of 26 cents per hour in the hourly or piece work rates, then the minimum hourly rates applicable are those of Schedule II increased by 26 cents.

In the event that the cost of living bonus is incorporated into the hourly or piece work rates, such incorporation shall not reduce, directly or indirectly, the earnings of the employees, Notice of intention to incorporate the cost of living bonus shall be given to the Joint Committee, in writing, and the adjusted rates shall be approved by the Joint Committee or its authorized representatives before they are put into effect.

The provisions governing apprenticeship and gradual promotion shall also apply to manufacturers of Class B garments.

iv. *Children's clothing:* All amnufacturers of children's clothing comprising ages from 4 to 6 years inclusive, not exceeding size 24x, and girls' coats up to the age of 14 years inclusive, as hereinbefore defined, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments coming under the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weelky, piece work or other basis, a cost of living bonus of 17½ cents per hour for each hour worked in lieu of the general cost of living bonus of 35 cents per hour hereinabove provided.

v. *Apprentices:* In the case of apprentices who have had no previous experience in the men's and boys' clothing industry, the cost of living bonus herein provided may be reduced by 7½ cents per hour for a period of thirteen weeks. Such beginners shall receive their full cost of living bonus, as herein provided, immediately upon completion of theirteen weeks of such employment.

vi. *Exception to the increase of the cost of living bonus by 6½ cents per hour:* All employers who have contractual relations with the Amalgamated

l'Amalgamated Clothing Workers of America, Montreal Joint Board, et tous les autres employeurs qui ont, antérieurement à la date de la mise en vigueur de cet amendement, choisi de payer et ont payé une augmentation générale de 10% avec un maximum de 12 cents l'heure, basée sur les taux de base de leurs salariés, excluant le boni de vie chère, seront, en autant qu'ils continueront de verser cette augmentation, exemptés du paiement du boni de vie chère tel que ci-dessus prévu, mais seront tenus de payer un boni de vie chère d'un montant équivalent au boni de vie chère ci-dessus prévu moins 6½ cents l'heure, et ce paiement de l'augmentation de 10% ci-dessus mentionnée sera considéré comme tenant lieu de l'augmentation de 6½ cents l'heure dans le boni de vie chère.

Tout employeur qui n'a pas, depuis le 31 mars 1952, accordé à ses salariés une augmentation générale équivalent à 10% des taux de base, excluant le boni de vie chère, peut, dans les trente (30) jours suivant la date de la mise en vigueur de cet amendement, choisir de payer, au lieu de l'augmentation de 6½ cents dans le boni de vie chère, une augmentation générale de 10%, n'excédant pas 12 cents l'heure, calculée sur les taux de base excluant le boni de vie chère, même si ces salaires de base sont supérieurs aux minima, mais il doit continuer de payer le boni de vie chère ci-dessus prévu, moins 6½ cents l'heure.

Un avis de tel choix doit être donné par écrit au comité conjoint dans ledit délai de trente (30) jours et, à défaut de choisir de payer ladite augmentation à partir de la date de la mise en vigueur de cet amendement, l'employeur sera privé du droit de substituer toute autre augmentation à l'augmentation de 6½ cents l'heure dans le boni de vie chère ci-dessus prévu.

vii. Toute augmentation générale accordée par un employeur à tous ses salariés, antérieurement à la date de la mise en vigueur de cet amendement, d'un montant égal, équivalent ou supérieur à l'augmentation de 10% des taux de base, excluant le boni de vie chère, sera considérée comme paiement à compte ou en entier de l'augmentation de 6½ cents dans le boni de vie chère ci-dessus prévu."

2° A l'article XXI, les mots "Durée de la convention" sont remplacés par les mots "Durée du décret".

(Document "D" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35940-o C. LARICHELIÈRE.

Clotihng Workers of America, Montreal Joint Board, and all other employers who have, prior to the coming into effect of this amendment, elected to pay and have paid a general increase of 10% with a maximum of 12 cents pr hour calculated upon the basic wages of their employees (excluding the cost of living bonus) shall, so long as they continue to pay such increase, be relieved from the payment of the cost of living bonus herein provided, but shall be bound to pay a cost of living bonus of an amount equivalent to the cost of living bonus herein provided less 6½ cents per hour, and the payment of the aforementioned 10% increase shall be considered as payment in lieu of the increase of the cost of living bonus by 6½ cents per hour.

Any employer who has not given a general increase to all his employees equal to a 10% increase upon basic wages, not including the cost of living bonus, since March 31st, 1952, may within thirty days from the date of the coming into effect of the present amendment to this decree elect to pay, in lieu of the increase of the cost of living bonus of 6½ cents per hour, a general increase of 10%, not to exceed 12 cents per hour, calculated upon basic wages, not including the cost of living bonus and notwithstanding that such wages are in excess of minimums, but such employer shall continue to pay the cost of living bonus herein provided less 6½ cents per hour.

Notice of such election shall be given in writing to the Joint Committee within the said period of thirty days and failure to elect and pay such increase from the date when this amendment comes into force and give such notice will preclude the right of any employer to substitute any other increase for the increase in the cost of living bonus of 6½ cents per hour hereinbefore referred to.

vii. All general increases paid, prior to the coming into effect of this amendment, by any employer to all his employees of an amount up to or equal to or in excess of 10% of the basic wages, not including the cost of living bonus,shall be construed as payment on account or in full of the increase in the cost of living bonus by 6½ cents per hour as hereinbefore provided."

2. In section XXI, the words "Duration of the agreement" are replaced by the words"Duration of the decree".

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1203

Québec, le 28 octobre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'Automobile, district de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 765 du 13 mai 1938, amendé par les arrêtés numéros 1746, 1747 et 2778 des 2 septembre et 23 décembre

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1203

Quebec, October 28, 1953

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNING amendments of the decree relating to garage employees in the cities of Quebec and Levis and the counties of Quebec, Levis and Montmorency.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the automobile industry, region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 765 of May 13, 1938, amended by Orders Nos. 1746, 1747 and 2778 of September 2 and December 23, 1938, 361 544, 801 and 802

1938, 361, 544, 801 et 802 des 25 février, 29 mars et 8 mai 1939, 2099, 3324, 4141 et 4199 des 27 mai, 11 septembre, 27 et 28 novembre 1940, 899 du 15 avril 1942, 3747 du 17 décembre 1943, 3231 du 17 août 1945, 2299 du 12 juin 1946, 492-A du 21 mars 1947, 483-A et 867-G des 7 avril et 9 juin 1948, 976-A du 31 août 1949, 108-A du 25 janvier 1950, 541-H et 1377-A des 30 mai et 6 décembre 1951, 748-A du 27 juin 1952 et 642-A du 29 mai 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 mai 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE ledit décret, numéro 765, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe 1 de l'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Salaires:* 1° *Zone I:* i. *Etablissements industriels: Salaires à l'heure ou à la semaine:* Dans tous les établissements de la zone I, appartenant à la juridiction industrielle, les taux de salaires à l'heure ou à la semaine sont les suivants pour les occupations ou métiers ci-après désignés:

	Taux horaires
Compagnon, mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseur, charron, forgeron, soudeur, peintre, bourreleur:	
Classe A	$1.40
Classe B	1.20
Classe C	1.15
Classe D	1.10
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rechapeur, vitrier et graisseur	1.10
Apprenti:	
1ère année	0.50
2ème année	0.63
3ème année	0.75
4ème année	0.87

ii. *Etablissements commerciaux:* Dans les établissements de la zone I appartenant à la juridiction commerciale (paragraphe "*b*" de l'article II), les hommes de service, les vendeurs d'essence, et généralement les hommes qui font indifféremment les travaux mentionnés au paragraphe "*b*" de l'article II, ainsi que ceux qui font accidentellement du travail de caissier, doivent recevoir, pour le temps régulier, tel que défini au paragraphe "*b*" de l'article VI, le salaire horaire minimum suivant:

Hommes de service:	*Taux horaires*
Apprenti:	
1ère année	$0.525
2ème année	0.675
Homme de service	0.875

Pour tout travail fait en sus du temps régulier, les salariés de la présente catégorie doivent recevoir, en plus de leur salaire régulier, un supplément égal à 50% du taux de salaire minimum ici déterminé pour leur classification.

iii. *Dispositions spéciales: Laveur d'automobiles:* Dans les établissements de juridiction industrielle ou commerciale, le laveur d'automobiles désigne toute personne qui lave, nettoie ou essuie au complet ou en partie un véhicule-automobile et ne fait pas d'autre travail; le salarié de cette catégorie doit recevoir un salaire minimum de $0.775 l'heure.

Chauffeur ou conducteur d'automobiles: L'employeur peut faire travailler cette catégorie de salariés à la conduite des automobiles de promeof February 25, March 29 and May 8, 1939, 2099, 3324, 4141 and 4199 of May 27, September 11, November 27 and 28, 1940, 899 of April 15, 1942, 3747 of December 17, 1943, 3231 of August 17, 1945, 2299 of June 12, 1946, 492-A of March 21, 1947, 483-A and 867-G of April 7 and June 9, 1948, 976-A of August 31, 1949, 108-A of January 25, 1950 541-H and 1377-A of May 30 and December 6, 1951, 748-A of June 27, 1952, and 642-A of May 29, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 30, 1953;

WHEREAS the objections raised were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 765, be amended as follows:

1. Subsection 1 of section IV is replaced by the following:

"IV. *Wages:* 1. *Zone I:* i. *Industrial establishments: Wages by the hour or by the week:* In all establishments of zone I, covered by the industrial jurisdiction, the hourly, or weekly rates of wages shall be as follows for the occupations or trades designated hereinafter:

	Hourly rates
Journeyman: Mechanic, fitter, machinist, electrician, body worker, wheelwright, blacksmith, welder, pianter, upholsterer	
Class A	$1.40
Class B	1.20
Class C	1.15
Class D	1.10
Storage battery man, vulcanizer or retreader, glazier and greaser	1.10
Apprentice:	
1st year	0.50
2nd year	0.63
3rd year	0.75
4th year	0.87

ii. *Commercial establishments:* In establishments of zone I covered by the commercial jurisdiction (subsection "*b*" of section II), service men, gasoline pump attendants and, generally, men doing the various operations mentioned in subsection "*b*" of section II, and those doing cashier's work accidentally, shall receive for regular time, as defined in section VI, subsection "*b*", the following hourly minimum rate of wages:

Service man:	*per hour*
Apprentice:	
first year	$0.525
second year	0.675
Service man	0.875

For all time worked in excess of regular hours, employees of the present category shall receive, in addition to their regular wages, an amount equal to 50% of the minimum rate of wages herein determined for their classification.

iii. *Special provisions: Automobile washer:* In establishments of the industrial or commercial jurisdiction, the automobile washer shall be a person who washes, cleans or rubs, in whole or part, a motor-vehicle and does no other work; his minimum wage rate shall be $0.775 per hour.

Automobile driver: The employer may hire employees of that category to driver pleasure vehicles left at the garage between one or more

nade remisées au garage entre un ou des garages et un ou des hôtels. Tels salariés ne doivent pas faire d'autre travail et leur salaire minimum est de $0.575 l'heure.

Livreur: Dans les établissements de juridiction industrielle et commerciale, le livreur désigne tout salarié qui, avec une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises; son salaire minimum est de $0.80 l'heure."

2° L'alinéa "*a*" du paragraphe 4 de l'article IV est remplacé par le suivant:

"4° *a*) Le salaire de tout salarié masculin dont le taux n'est pas fixé par le présent décret est de $0.40 l'heure durant les six premiers mois d'emploi et il doit, après ce délai, être augmenté à $0.50 l'heure."

3° L'article VIII est radié et remplacé par les suivants:

"VIII. *Préposés au département des pièces, employés de bureau et employés au service de la clientèle:*

1. *Dispositions générales:* Dans les établissements de la juridiction commerciale ou industrielle où on emploie des salariés de cette catégorie, tels que ci-après définis, on appliquera les dispositions particulières ci-après en plus des autres dispositions du décret:

2. *Définitions: a*) Le terme "préposé aux pièces" désigne tout commis vendeur de pièces et d'accessoires d'automobiles qui travaille à l'intérieur de l'établissement, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise, le commis aux registres, à l'inventaire et à la correspondance du département des pièces ou accessoires.

b) Le terme "employé de bureau" désigne celui qui est prépoé aux écritures, à la vérification, à la comptabilité, à la caisse, au téléphone, à la classification des documents et à la correspondance dans un établissement commercial assujetti au décret.

c) Le terme "vendeur de service" désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, aux écritures des commandes et, en général, le salarié qui assure le service de la clientèle dans un atelier de réparation ou un garage assujetti au décret.

d) Le terme "premier commis" signifie et comprend tout salarié qui, soit dans le département des pièces, soit au bureau, en plus de remplir sa fonction, exerce une certaine surveillance et à une certaine responsabilité dans le département où il travaille.

3. *Heures de travail: a*) Pour les "préposés aux pièces", la semaine régulière de travail est de quarante-six heures et demie (46½), réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., avec interruption d'une heure et trente pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, et entre 8.00 a.m. et midi le samedi.

b) Pour les "employés de bureau", la semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures, réparties entre 8.30 a.m. et 6.00 p.m., avec interruption d'une heure et trente pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, et entre 8.30 a.m. et midi le samedi.

c) Pour les "vendeurs de service", la semaine régulière de travail est de cinquante-quatre heures (54), réparties entre 7.45 a.m. et 6.15 p.m., avec interruption d'une heure et trente pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi

garages and one or more hotels; such employees shall do no other work and their minimum wage rate shall be $0.575 per hour.

Delivery man: In establishments of the industrial and commercial jurisdiction, the delivery man shall be the employee who, with a motor vehicle of which he is in charge, does the delivery and transport of merchandise; his minimum wage rate shall be $0.80 per hour".

2. Paragraph "*a*" of subsection 4 of section IV is replaced by the following:

"4. *a*) The wages of every male employee whose rate of pay is not established by the present decree shall be $0.40 per hour during the first six months of employment and it shall thereafter, be increased to $0.50 per hour."

3. Section VIII is deleted and replaced by the following:

"VIII. *Parts department, office and service employees:*

1. *General provisions:* As regards the establishments of the commercial or industrial jurisdiction employing employees whose occupations are hereafter defined, the following special provisions shall be added to the other clauses of the present decree:

2. *Definitions: a*) The term "parts department employee" means an automobile parts and accessories clerk-salesman working inside the establishment, including the clerk whose work is concerned with the receiving, shipping and classification of goods, the records, the inventory and the correspondence of the parts or accessories department.

b) The term "office employee" means an employee whose work is concerned with clerical work, checking, accounts, cash, telephone, classification of documents and correspondance in a commercial establishment hereby governed.

c) The term "service salesman" means an employee who receives customers and sees to the distribution and co-ordination of the work, the writing down of orders and, in general, ensures service to the customers in a repair shop or a garage hereby governed.

d) The term "head clerk" means an employee who, whether in the parts department or inthe office, besides carrying out his own work, supervises to some extent and has some responsibility in the department where he works.

3. *Hours of work:*

a) For parts department employees, the standard work week shall consist of forty-six and a half (46½) hour, distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., with an interruption of one and a half (1½) hour for the noon meal on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday of each week, and between 8.30 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

b) For office employees, the standard work week shall consist of forty-four (44) hours, distributed between 8.30 a.m. and 6.00 p.m., with an interruption of one and a half (1½) hour for the noon meal, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday of each week, and between 8.30 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

c) For service salesmen, the standard work week shall consist of fifty-four (54) hours distributed between 7.45 a.m. and 6.15 p.m., with an interruption of one and a half (1½) hour for the noon meal, on Monday, Tuesday, Wed-

et vendredi de chaque semaine, et entre 7.45 a.m. et 12.15 p.m., le samedi.

d) Les établissements industriels et commerciaux où l'on fait exclusivement la réparation et l'entretien des autobus et du matériel automobile alors employé dans des travaux de construction ou de génie et où l'on ne fait aucun travail pour la clientèle publique, pourront faire travailler leurs salariés au taux régulier de leur salaire de 7.00 heures a.m. à 11.00 heures p.m. tous les jours de la semaine, jusqu'à concurrence de 9 heures par jour ou de 49 heures par semaine. Le travail fait par les salariés en plus de 49 heures par semaine ou de 9 heures par jour durant les heures de travail ci-haut sera rémunéré au taux et demi du salaire régulier payé aux salariés.

4° *Temps supplémentaire:* Tout travail exécuté en dehors de l'horaire mentionné ci-haut est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi, pourvu que l'employé a été à la disposition de l'employeur et a travaillé durant les heures régulières de travail.

5° *Salaires:* Tout travail exécuté donne droit aux salaires ci-après pour la semaine régulière de travail:

	hommes	*femmes*
a) Premier commis	$57.00	
b) Préposé aux pièces:		
1er 6 mois	20.00	16.00
2ème 6 mois	23.00	16.00
2ème année	27.00	19.00
3ème année	31.00	21.50
4ème année	35.00	

Après 4 années d'expérience pour les hommes et après 3 années d'expérience pour les femmes, les salariés doivent être classés et payés comme suit:

1/3 — Classe C	41.00	24.00
1/3 — Classe B	45.00	26.00
1/3 — Classe A	50.00	29.00
c) Employés de bureau:		
1ère année	19.00	17.00
2ème année	23.00	21.00
3ème année	26.00	23.00
4ème année	29.00	
5ème année	33.00	

Après cinq ans d'expérience pour les employés masculins et trois ans d'expérience pour les employés féminins, les salariés de cette catégorie sont classifiés et payés comme suit:

1/3 — Classe C	$39.00	$26.00
1/3 — Classe B	43.00	28.00
1/3 — Classe A	48.00	30.00
d) Vendeur de service:		
1ère année	30.00	
2ème année	35.00	
3ème année	40.00	
après 3 ans	45.00	

IX. *Allocation additionnelle:* En plus du salaire stipulé ci-haut au présent décret, pour chaque catégorie d'emploi, tout salarié doit recevoir une allocation additionnelle de $0.02½ l'heure s'il est classifié homme de service, apprenti, laveur, conducteur ou chauffeur d'automobile, et de $0.03 l'heure s'il est classifié dans l'une ou l'autre des autres catégories d'emploi. Cette allocation additionnelle ne sera payable que pour les heures régulières de travail. Elle ne sera pas ajoutée au salaire stipulé ci-haut pour le calcul du temps supplémentaire. Cette allocation spéciale sera due et payable en même temps que le salaire régulier et de la même manière.

X. *Dispositions complémentaires relatives aux établissements de vente en gros d'accessoires d'automobiles et aux ateliers mécaniques:* 1° *Définitions:*

nesday, Thursday and Friday of each week, and between 7.45 a.m. and 12.15 p.m. on Saturday.

d) Industrial and commercial establishments engaged exclusively in the repair and maintenance of buses and automobile material used at the time in building and engineering construction operations and doing no work for the public may cause their employees to work, at regular rates of pay, from 7.00 a.m. to 11.00 p.m. every day of the week, to the extent of nine (9) hours per day or forty-nine (49) hours per week. All time worked by employees in excess of 49 hours per week or 9 hours per day during the hours mentioned above shall be paid at the rate of time and one half the regular rate of such employees.

4. *Overtime:* All time worked in excess of the hours mentioned above shall be considered as overtime and remunerated at the rate of time and one half providing the employee has been at the disposal of the employer and has worked the regular hours of work.

5. *Wages:* All time worked entitles to the wages hereafter determined for the standard work week:

	Male	*Female*
a) Head clerk	$57.00	
b) Parts department employees:		
1st six months	20.00	$16.00
2nd six months	23.00	16.00
2nd year	27.00	19.00
3rd year	31.00	21.50
4th year	35.00	

After four years of experience, for male employees, and three years, for female employees, employees shall be calssified and paid as follows:

1/3 — Class C	$41.00	$24.00
1/3 — Class B	45.00	26.00
1/3 — Class A	50.00	29.00
c) Office employees:		
1st year	19.00	17.00
2nd year	23.00	21.00
3rd year	26.00	23.00
4th year	29.00	
5th year	33.00	

After five years of experience, for male employees, and three years, for female employees, employees of this category shall be classified and paid as follows:

1/3 — Class C	$39.00	$26.00
1/3 — Class B	43.00	28.00
1/3 — Class A	48.00	30.00
d) Service salesman:		
1st year	30.00	
2nd year	35.00	
3rd year	40.00	
After 3 years	45.00"	

IX. *Additional allowance:* In excess of the wages determined above in the present decree, for each category of employment, every employee shall receive an additional allowance of $0.02½ per hour if classified as service man, apprentice, washer, or automobile driver, and of $0.03 per hour if classified in any other category of employment. This additional allowance shall be paid only for the regular hours of work. It will not be added to the wages mentioned above for computing overtime. This special allowance shall be due and payable together with the regular wages, and in the same way.

X. *Supplementary provisions relating to automobile accessories wholesale establishments and motors machine shops:*

tions: Aux fins d'application de la présente section du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "commis vendeur" comprend tout commis vendeur de pièces d'accessoires d'automobiles qui travaille à l'intérieur d'un établissement commercial assujetti au présent décret.

b) Le terme "commis d'entrepôt" comprend tout salarié préposé soit à la réception ou à l'expédition ou à l'empaquetage des marchandises dans un établissement commercial assujetti au présent décret.

c) Le terme "livreur" comprend tout salarié, au service d'un établissement industriel ou commercial, qui fait la livraison et le transport des marchandises par voiture-automobile dont il a la charge.

d) Le terme "établissement de vente en gros d'accessoires d'automobiles" désigne les manufacturiers ou les marchands dont le commerce principal se rapporte à la vente en gros de pièces ou d'accessoires d'automobiles, ou encore d'équipement de garage ou de pièces d'équipement.

e) Le terme "atelier mécanique" désigne des établissements où l'on refait, reconditionne, répare, ajuste ou travaille des moteurs d'automobiles et diverses autres parties ou pièces d'automobiles, ou exécute divers autres travaux connexes auxdites pièces ou parties de véhicules automobiles.

2. *Juridiction professionnelle:* La juridiction de la présente section est à la fois commerciale et industrielle et elle régit, à moins qu'il n'en soit autrement statué en la présente section, les employeurs et les salariés des établissements commerciaux et industriels ci-dessus décrits.

a) *Juridiction commerciale:* Sont régis par cette juridiction tous les établissements de vente en gros de pièces ou accessoires d'automobiles ou d'équipement de garage ou de parties d'équipement.

b) *Juridiction industrielle:* Sont régis par cette juridiction tous les ateliers mécaniques ci-dessus décrits.

3. *Salaires minima: a) Etablissements commerciaux:*

Zone I: Dans tous les établissements commerciaux régis par la présente section et situés dans la Zone I du décret, les taux de salaires minima à l'heure ou à la semaine sont les suivants, pour les catégories de salariés ci-après mentionnées:

	Par semaine
i. 1er commis (département de vente de pièces)	$57.00
ii. Commis vendeur:	
1ère année	25.00
2ème année	28.00
3ème année	32.00
4ème année	35.00

Après quatre années d'expérience, les salariés de cette catégorie doivent être classifiés et rémunérés comme suit à l'intérieur de chaque établissement assujetti à la présente section:

1/3 — Classe C	$41.00
1/3 — Classe B	45.00
1/3 — Classe A	50.00
iii. *Commis d'entrepôt:*	
1ère année	22.00
2ème année	24.00
3ème année	26.00
4ème année	30.00
Après quatre ans	35.00

iv. *Employés de bureau:*	*Par semaine*	
1er commis (bureau)	57.00	
Commis:	*Homme*	*Femme*
1ère année	$20.00	$17.00
2ème année	23.00	21.00

1. *Definitions:* For the purposes of this part of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The term "sales clerk" applies to a clerk selling automobile parts and working inside a commercial establishment governed by the present decree.

b) The term "warehouse clerk" applies to an employee whose work is concerned with the reception and shipping or packing of merchandise in a commercial establishment governed by the present decree.

c) The term "delivery man" applies to an employee employed by a commercial or industrial establishment for the delivery and transport of merchandise with an automobile of which he is in charge.

d) The term "automobile accessories wholesale establishment" means manufacturers or merchants whose main trade is concerned with the wholesale selling of automobile parts or accessories or of garage equipment or parts thereof.

e) The term "motors machine shop" applies to establishments where automobile motors and various other automobile parts are rebuilt, reconditioned, repaired, fitted or worked upon, or where various other related operations are carried out.

2. *Professional jurisdiction:* The jurisdiction of this part is both commercial and industrial in nature and it applies, unless otherwise stipulated in the present part, to employers and employees of the commercial and industrial establishments hereabove described.

a) *Commercial jurisdiction:* All wholesale establishments dealing in automobile parts or accessories and garage equipment or equipment parts are covered by this jurisdiction.

b) *Industrial jurisdiction:* This juridiction comprises all motors machine shops hereabove described.

3. *Minimum wages: a) Commercial establishments.*

Zone I: In all commercial establishments governed by this part and located in zone I of the decree, the following shall be the minimum hourly or weekly rates of pay for the categories of employees hereafter mentioned:

	Per week
i. Head clerk (Parts sale department)	$57.00
ii. Sales clerk:	
1st year	25.00
2nd year	28.00
3rd year	32.00
4th year	35.00

After four years of experience, employees of this category shall be classified and remunerated as follows, for inside work in each establishment governed by this part:

1/3 — Class C	41.00
1/3 — Class B	45.00
1/3 — Class A	50.00
iii. *Warehouse clerk:*	
1st year	22.00
2nd year	24.00
3rd year	26.00
4th year	30.00
After four years	35.00

iv. *Office employees:*	*Per week*	
Head clerk (office)	57.00	
Clerk:	*Male*	*Female*
1st year	$20.00	$17.00
2nd year	23.00	21.00

3ème année	26.00	23.00
4ème année	29.00	
5ème année	33.00	

Après cinq années d'expérience pour les employés masculins et trois années d'expérience pour les employés féminins, les salariés de cette catégorie sont classifiés à l'intérieur de chaque établissement assujetti et rémunérés comme suit:

1/3 — Classe C	$39.00	$26.00
1/3 — Classe B	43.00	28.00
1/3 — Classe A	48.00	30.00

L'heure

v. Livreur $0.80

vi. Autres salariés masculins non autrement classifiés:

1er 6 mois	0.40
Après 6 mois	0.50

Zone II: Dans tous les établissements commerciaux régis par la présente section et situés dans la Zone II du décret, les taux de salaires minima exigibles par les salariés des occupations ci-dessus décrites doivent être au moins égaux à 75% des taux de salaires minima fixés pour la Zone I.

b) Etablissements industriels.

Zone I: Dans tous les établissements industriels régis par la présente section et situés dans la Zone I du décret, les taux de salaires minima, à l'heure ou à la semaine, sont les suivants pour les catégories de salariés ci-après énumérés:

i. Compagnons: *Taux horaire*

Opérateurs, assembleurs, électriciens:

Classe A	$1.40
Classe B	1.20
Classe C	1.15
Classe D	1.10

ii. Apprentis:

1ère année	0.50
2ème année	0.63
3ème année	0.75
4ème année	0.87

iii. Laveurs de pièces ou parties d'automobiles 0.65

iv. Hommes de service 0.90

Apprenti, 1ère année	0.50
Apprenti, 2ème année	0.65

v. Livreurs 0.80

vi. Employés de bureau: *Par semaine*

1er commis $57.00

Les salariés de cette catégorie, masculins et féminins, au service des établissements industriels doivent être rémunérés et classifiés comme les employés de bureau au service des établissements commerciaux régis par cette section du décret.

Taux horaire

vii. Autres salariés masculins non autrement classifiés:

1er six (6) mois	0.40
Après six (6) mois	0.50

Zone II: Dans les établissements industriels situés dans la zone II, les taux de salaires minima exigibles pour les salariés des occupations ci-dessus décrites doivent être au moins égaux à 75% des taux de salaires minima fixés pour la zone I.

4. *Apprentissage:* Dans les établissements industriels régis par la présente section, les règlements généraux d'apprentissage contenus dans le décret (article V) régissent obligatoirement, *mutatis mutandis*, les métiers suivants régis par la présente section et sujets à l'apprentissage:

Opérateurs;
Assembleurs;
Électriciens;
Hommes de service.

5. *Durée du travail:* a) Dans les établissements commerciaux et industriels régis par la présente section, la semaine régulière de travail pour

3rd year	26.00	23.00
4th year	29.00	
5th year	33.00	

After five years of experience for male employees and three years of experience for female employees, the employees of this category are classified as inside workers of each establishment governed and remunerated as follows:

1/3 — Class C	$39.00	$26.00
1/3 — Class B	43.00	28.00
1/3 — Class A	48.00	30.00

Per hour

v. Delivery man $0.80

vi. Other male employees not otherwise classified:

1st 6 months	0.40
After 6 months	0.50

Zone II: In all commercial establishments governed by this part and located in zone II of the decree, the minimum wage rates for employees of the above occupations shall be at least equal to 75% of the minimum wage rates established for Zone I.

b) Industrial establishments:

Zone I: In all industrial establishments governed by this part and located in zone I of the decree, the minimum hourly or weekly rates of wages shall be as follows for the categories of employees hereafter enumerated:

i. Journeymen: *Hourly rates*

Operators, assemblers, electricians

Class A	$1.40
Class B	1.20
Class C	1.15
Class D	1.10

ii. Apprentices:

1st year	0.50
2nd year	0.63
3rd year	0.75
4th year	0.87

iii. Washers of automobile parts 0.65

iv. Service men 0.90

Apprentice, 1st year	0.50
Apprentice, 2nd year	0.65

v. Delivery men 0.80

vi. Office employees *Per week*

Head clerk $57.00

Employees of this category, male or female, employed by industrial establishments shall be remunerated and classified as office employees in the employ of commercial establishments governed by this part of the decree.

Hourly rates

vii. Other male employees not otherwise classified:

1st six months	0.40
After six months	0.50

Zone II: In industrial establishments located in zone II, the minimum rates of wages for employees of the occupations above described shall be at least equal to 75% of the minimum wages established for zone I.

4. *Apprenticeship:* In industrial establishments governed by this part, the general apprenticeship by-laws contained in the decree (section V) shall apply, mutatis mutandis, to the following trades governed by the present part and for which an apprenticeship is to be served.

Operators;
Assemblers;
Electricians;
Service men.

5. *Duration of work:*

a) In commercial and industrial establishments governed by the present part, the standard work

toutes les catégories d'employés, à l'exception des employés de bureau, est de quarante-six heures et demie (46½) et elle est répartie entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et entre 8.00 a.m. et midi (12.00 a.m.) le samedi.

b) La semaine régulière de travail pour les employés de bureau au service des établissements commerciaux et industriels régis par la présente section est de quarante-quatre heures (44 heures) réparties entre 8.00 a.m. et 5.30 p.m. avec interruption d'une heure et trente minutes (1.30) pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et entre 8.00 a.m. et midi le samedi.

6. *Temps supplémentaire: a*) Tout travail exécuté par un salarié en plus de la semaine régulière de travail ci-haut fixée, ou en dehors de l'horaire quotidien ci-dessus déterminé, suivant sa catégorie, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi pourvu toutefois, en ce dernier cas, que l'employé ait été à la disposition de l'employeur et ait travaillé au préalable durant les heures régulières de travail.

b) Dans les établissements industriels régis par la présente section, les compagnons et apprentis doivent recevoir pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m., salaire et demi au taux de leur classification. Toutefois, pour tout travail commencé avant 6.00 p.m., le taux ainsi majoré de salaire ne commence pas à s'appliquer avant 7.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et pour tout travail commencé avant midi le samedi, ledit taux ne commence pas à s'appliquer avant 1.00 p.m.

7. *Congé annuel payé:* Les dispositions du décret relatives au congé annuel payé (article VII-A) s'appliquent aux établissements industriels et commerciaux couverts par la présente section.

8. *Etablissements mixtes:* Dans le cas où un établissement régi par la présente section appartient à la fois, à cause de la nature de ses opérations, à la juridiction commerciale et à la juridiction industrielle décrites en ladite section, les salaires et autres conditions de travail de ces salariés doivent être déterminés suivant leurs fonctions respectives, et la classification desdits salariés doit être effectuée comme s'il s'agissait de deux entreprises distinctes à l'intérieur du même établissement.

XI. Les établissements de ventes en gros d'accessoires d'automobiles et les ateliers mécaniques visés à l'article X, de même que les établissements industriels et commerciaux où l'on fait exclusivement la réparation et l'entretien des autobus ou camions et du matériel automobile employé dans des travaux de construction ou de génie et où l'on ne fait aucun travail pour la clientèle publique, ne sont pas tenus de verser l'allocation additionnelle prévue à l'article IX, sous condition qu'ils établissent et maintiennent un plan d'assurance collective (vie et maladie) obligeant à des déboursés équivalents au paiement de ladite allocation.

XII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juin 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 10 juin de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

week for all categories of employees, except office employees, consists of forty-six hours and one half (46½) and it is distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

b) The standard work week for office employees of commercial and industrial establishments governed by the present part consists of forty-four hours (44) distributed between 8.00 a.m. and 5.30 p.m. with an interruption of one hour and a half (1.30) for the noon meal on Monday, Thuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

6. *Overtime:*

a) All time worked by an employee beyond the standard work week hereabove determined, or outside the daily hours mentioned above, according to his category, is considered as overtime and remunerated at the rate of time and one half providing, however, the employee has been at the disposal of the employer and has worked the previous regular hours.

b) In industrial establishments governed by the present part, journeymen and apprentices shall be paid, for all time worked between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., time and one half computed on the rate of their classification. However, for all work started before 6.00 p.m., the increased rate does not apply before 7.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and for all work started before 12.00 (noon) on Saturday, the said increased rate does not apply before 1.00 p.m.

7. *Annual vacation with pay:*

The provisions of the decree respecting the annual vacation with pay (Section VII-A) apply to industrial and commercial establishments governed by the present part.

8. *Joint establishments:*

In the event that an establishment governed by the present part be subject, because of the nature of its operations, to both the commercial and industrial jurisdiction described in the said part, wages and other working conditions of employees shall be determined according to their respective occupations, and the classification of such employees shall be made as if there were two distinct concerns within the same establishment.

XI. Automobile accessories wholesale establishments and machine shops subject to section X, including industrial and commercial establishments engaged exclusively in the repair and maintenance of buses or trucks and automobile material used in building or engineering construction operations and where no work is performed for the public are not required to pay the additional allowance provided for under section IX, providing they establish and maintain a collective insurance plan (life and sickness) which requires a disbursement equivalent to the payment of the said allowance.

XII. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until June 10, 1954. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to June 10th of each year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

Note: Les parties ont convenu que ces amendements seraient obligatoires pour elles-mêmes à compter du 10 juin 1953.

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35940-o C. LARICHELIÈRE.

Note: The parties are agreed that these amendments shall be effective starting June 10th, 1953."

C. LARICHELIÈRE,
35940-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1155

Québec, le 23 octobre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT l'adoption de règlements relatifs à la vente de viande de cheval.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de l'article-16, de la Loi de l'Hygiène Publique de Québec (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 183 et amendements) le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire des règlements pour définir les causes qui rendent les animaux, les viandes et les autres produits alimentaires impropres fi l'alimentation ou préjudiciables à la santé et prohiber la vente, la consommation ou l'usage de ces viandes et produits alimentaires.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'approuver de tels règlements.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre de la Santé:

QUE les règlements annexés à la proposition ci-dessus mentionné, de l'Honorable Ministre de la Santé soient adoptés pour la mise en vigueur, conformément à l'article 18 de la Loi de l'Hygiène Publique de Québec;

QUE l'article 8, du chapitre 4, des Règlements Provinciaux d'Hygiène adoptés par l'arrêté en conseil numéro 479, le 12 février 1944, relatif à la viande de cheval, soit abrogé.

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutifs,
35982-o C. LARICHELIÈRE.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1155

Quebec, October 23, 1953.
Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING the adoption of regulations respecting the sale of horse meat.

WHEREAS, pursuant to the provisions of Section 16, of the Public Health Act of Quebec, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 183 and amendments) the Lieutenant-Governor-in-Council may enact Regulations for the purpose of defining the causes which render animals, meats and other alimentary products unfit for food or injurious to health, and to prohibit the sale, the consumption or the use of such meats and alimentary products;

WHEREAS, it is now deemed advisible to approve such Regulations:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Health:

THAT the Regulations attached to the abovementioned recommendation of the Honourable the Minister of Health, be adopted for enforcement in accordance with Section 18 of the Public Health Act of Quebec;

THAT Section 8 of Chapter 4 of the Provincial Health Regulations adopted by Order in Council number 479, on Feburary 12, 1944, relating to horse-meat, be repealed.

C. LARICHELIÈRE,
35982 Acting Clerk of the Executive Council.

CHAPITRE III

VIANDE DE CHEVAL

Section I — Définitions et interprétations

Interprétation

1. Dans le présent chapitre de Règlements, les expressions et les mots suivants ont le signification qui leur est ci-après attribuée:

Autorité sanitaire

1° Les mots "autorité sanitaire" signifient l'autorité sanitaire d'une corporation municipale désignée, selon le cas, comme suit:

a) l'unité sanitaire du comté pour chacune des municipalités faisant partie d'un comté où une unité sanitaire est établie;

b) le bureau d'hygiène constitué, sous l'autorité de l'article 22 de la Loi de l'hygiène publique de Québec, dans toutes municipalité ne faisant par partie d'une unité sanitaire de comté, que telle municipalité soit régie soit par le Code Municipal, soit par la Loi des Cités et Villes, soit par une loi spéciale, que ce bureau d'hygiène soit connu sous le nom de comité de santé, bureau de santé, conseil local d'hygiène, bureau d'hygiène, commission d'hygiène, département d'hygiène, departement de santé et service de santé ou sous tout autre nom;

c) le Médecin-hygièniste désigné par le Ministre dans les municipalités qui ne font pas

CHAPTER III

HORSE-MEAT

Section 1 — Definitions and Interpretations.

Interpretation.

1. In the present chapter of Regulations, the following words and expressions have the meaning hereinafter designated:

Sanitary authority

1. The words "sanitary authority" indicate the municipal sanitary authority designated, as the case may be, as follows:

a) the County Health Unit for each municipality in a County in which a Health Unit exists;

b) the Departement of Health constituted under the authority of Section 22 of the Public Health Act of Quebec, in any municipality not connected with a County Health Unit, whether such municipality be governed by the Municipal Code or by the City and Towns Act or by special legislation, and whether this Department of Health be known under the name of Health Committee, Health Bureau, Local Hygiene Council, Bureau of Hygiene, Hygiene Commission, Department of Hygiene, Department of Health, or Health Service or any other name;

c) the Health-Officer designated by the Minister in municipalities not connected with a Health

partie d'une unité sanitaire ou dans les territoires non organisés en municipalités, ou dans les municipalités qui n'ont pas encore constitué un bureau d'hygiène;

Boucherie chevaline

2° Les mots "boucherie chevaline" désignent un étal ou un établissement dans lequel se fait au public la vente au détail de la viande de cheval;

Conseil municipal

3° Les mots "conseil municipal" désignent l'autorité administrative d'une corporation municipale régie par le Code Municipal ou des cités et villes régies soit par une loi spéciale, soit par la loi des Cités et Villes;

Médecin vétérinaire.

4° Les mots "médecin vétérinaire" désignent le médecin vétérinaire chargé par le conseil municipal d'examiner les chevaux destinés à la consommation humaine, de faire le choix entre les chevaux qui sont sains et ceux qui ne le sont pas, d'accepter la viande de cheval qu'il trouve propre à la consommation humaine et de condamner celle qui ne l'est pas, suivant les dispositions de son propre règlement concernant la viande de cheval ou des présents Règlements;

Ministre

5° Le mot "Ministre" désigne le Ministre de la Santé.

Section II — Dispositions relatives aux abattoirs

Approbation

2. L'abattage des chevaux destinés à la consommation humaine doit être fait que dans un abattoir approuvé par le conseil municipal.

Inspection du terrain

3. Le terrain proposé comme site de l'abattoir doit être inspecté et approuvé par l'autorité sanitaire relativement à la superficie, à la proximité des maisons, des autres bâtiments, à la nature du sol, au mode d'approvisionnement en eau potable de l'établissement au mode de disposition des eaux usées ou autre causes possibles de nuisances.

Abattoir

4. Un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine doit être une bâtisse physiquementséparée et distincte de tout autre établissement où l'on procède à l'abattage des autres animaux,et dans tel abattoir il est défendu de faire l'abattage de tout animal autre que des chevaux destinés à la consommation humaine.

Site des abattoirs

5. Un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine doit être établi sur un terrain suffisamment étendu pour éviter qu'une partie quelconque de tel abattoir se trouve à une distance moindre que:

1) 20 pieds d'un chemin;
2) 100 pieds d'un puits;
3) 150 pieds d'une habitation existante ou d'un terrain pouvant être utilisé, par qui que ce soit, pour la construction d'une habitation.

Unit, or in territories not organized in municipalities, or in municipalities which have not yet established a Health Department;

Horse-meat shop

2. The words "Horse-meat Shop" designate a shop or establishment in which horse-meat is sold retail to the public;

Municipal Council

3. The words "Municipal Council" désignate the administrative authority of a municipal corporation governed by the Municipal Code, or of a city or town governed either by special legislation or by the Cities and Towns Act;

Veterinary Surgeon

4. The words "Veterinary Surgeon" designate the veterinary surgeon appointed by the municipal council to examine horses intended for human consumption, to choose between the horses which are healthy and those which are not, to accept the horse-meat which he deems fit for human consumption and to condemn that which is not, according to the provisions of its own regulations concerning horse-meat or of the present Regulations;

Minister

5. The word "Minister" designates the Minister of Health.

Section II — Provisions relating to Slaughter-houses

Approval

2. The slaughtering of horses intended for human consumption must be done in a slaughter-house approved by the Municipal Council.

Inspection of the site

3. The proposed site of the slaughter-house must be inspected and approved by the sanitary authority, in relation to superficial area, to proximity of houses or other structures, to the nature of the soil, to the establishment's supply of potable water, to the method of disposal of waste water or to any other possible causes of nuisance.

Slaughter-house

4. A slaughter-house for horses intented for human consumption must be a struture physically separate and distinct from any other establishment in which the slaughter of other animals is carried out, and it is forbidden to slaughter therein any animal other than horses intended for human consumption.

Site af Slaughter-houses

5. A slaughter-house for horses intended for human consumption must be situated on land of sufficient extent to prevent any part of such slaughter-house from coming within a distance of:

1) 20 feet from a road;
2) 100 feet from a well;
3) 150 feet from an existing dwelling or from any piece of land which could be used by anyone for the erection of a dwelling.

Planchers

6. Le plancher de l'abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine et les murs, jusqu'à une hauteur de 5 pieds, au-dessus du plancher, doivent être construits en beton ou en tuile et être imperméables au passage du sang et de tout autre liquide.

Service

7. Il doit y avoir, dans chaque abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine un service d'eau potable sous pression et en quantité suffisante aux opérations et au nettoyage.

Manière de disposer des liquides résiduaires

8. Le sang et les eaux de lavage ne doivent jamais se déverser dans un fossé. Lorsqu'un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine est construit à moins de 250 pieds d'un égout public, il doit être mis en communication avec l'égout par le moyen d'un branchement muni d'un puisard du type trappe à graisse

Fosse intérieure prohibée

9. Il ne doit y avoir, à l'intérieur d'un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine, ni puisard pour recevoir le sang, ni fosse pour recueillir les débris d'animaux ou le fumier, ni fosse d'aisance fixe.

Nettoyage

10. Lorsqu'un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine est en opération tous les jours, les planchers, les murs latéraux, les instruments et les ustensiles qui ont servi à l'abattage et à l'équarrissage doivent être lavés et nettoyés une fois par vingt-quatre heures, lorsque l'abattage n'y est fait que de temps à autre, le nettoyage doit être fait immédiatement après l'abattage.

Débris d'animaux

11. Lorsque les débris d'équarrissage des chevaux ne sont pas brulés ou traités par quelque procédé industriel, le propriétaire de l'abattoir doit la journée même de l'abattag les enfouire sous terre à une profondeur de deux pieds et à une distance d'au moins deux cents pieds de tout puits ou de toute source d'eau potable servant de breuvage pour l'homme ou pour les animaux. Cet endroit doit être approuvé par l'autorité sanitaire. Lorsque, à cause du gel de la terre, le propriétaire ne peut procéder à l'enfouissement, il doit disposer des débris suivant un mode approuvé par l'autorité sanitaire.

Nuisance

12. Quiconque exploite un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine doit prendre les mesures nécessaires pour éviter que tel abattoir soit une cause de nuisance, d'insalubrité ou de maladie.

Aménagement de l'abattoir

13. Chaque abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine doit comprendre six chambres complètement séparées, savoir:

1) une chambre d'entrée et d'attente;
2) la chambre d'abattage;

Floors

6. The floor of a slaughter-house for horses intended for human consumption and the walls, up to a height of 5 feet above the floor, must be built of concrete or tile, and must be impermeable to the passage of blood or any other liquid.

Water supply

7. There must be, in each slaughter-house for horses intended for human consumption, a supply of potable water under pressure and in sufficient quantity for the operations involved and for cleaning.

Disposal of residuary liquids

8. Blood and waste waters must never drain into a ditch. When a slaughter-house for horses intended for human consumption is built within 250 feet of a public sewer, it must be connected with the sewer by means of a branch equipped with a syphon drain trap or grease trap.

Inside cesspoll prohibited

9. There must not be, inside a slaughter-house for horses for human consumption, any cesspool to receive the blood, or any pit to collect animal offal or manure or any fixed latrine.

Cleaning

10. When a slaughter-house for horses intended for human consumption is in daily operation, the floors, the lateral walls, the instruments and utensils used for slaughtering and quartering, must be washed and cleaned once in every twenty-four hours: when slaughtering is only done occasionally, the cleaning must be done immediately after the slaughtering.

Offal

11. When the offal from the quartering of the horses is not burned or treated with some industrial process, the proprietor of the slaughter-house must, on the very day of the slaughter, bury it in the ground at a depth of two feet and at a distance of at least two hundred feet from any well or any source of potable water used as a beverage by man or beast. This location must be approved by the sanitary authority. When burial cannot be carried out due to frozen ground, he must dispose of it in a manner approved by the sanitary authority.

Nuisance

12. Anyone operating a slaughter-house for horses intended for human consumption must take the necessary measures to prevent such slaughter-house from being a source of nuisance, insalubrity or of disease.

Lay-out of the slaughter-house

13. Every slaughter-house for horses intended for human consumption must have six completely separate rooms, to wit:

1) a lobby and a waiting-room;
2) a slaughter room;

3) une chambre de refroidissement;
4) la chambre de réfrigération;
5) la chambre des débris;
6) une chambre de toilette à chasse d'eau avec évier.

Chaque abattoir doit, en plus, avoir 2 enclos aménagés de façon à permettre de séparer facilement les chevaux sains de ceux qui présentent des symptômes de maladies ou qui sont suspects, ou que le médecin vétérinaire déclare malades ou impropres à l'alimentation humaine.

Section III—Dispositions relatives aux boucheries chevalines

Approbation des plans

14. Les plans et devis des boucheries chevalines doivent être soumis à l'approbation de l'autorité sanitaire. Chaque boucherie chevaline doit comprendre:
1) une chambre de vente ou étal;
2) une chambre de réfrigération;
3) une chambre de toilette à chasse d'eau avec évier.

Etal de boucherie chevaline

15. Personne ne peut, à l'exception des opérations permises dans les abattoirs, préparer, manutenter, conserver et vendre de la viande de cheval destinée à la consommation humaine dans un véhicule, dans un marché public et dans une bâtisse qui n'est pas physiquement distincte et séparée de tout étal où l'on fait le commerce de viande des autres animaux.

Section IV — Dispositions relatives à l'abattage

Examen du médecin vétérinaire

16. Le propriétaire d'un cheval destiné à l'abattage pour consommation humaine, que ce soit un particulier, que ce soit la personne opérant un abattoir, doit faire examiner ce cheval par le médecin vétérinaire dans une cour ou dans un enclos adjacent à un abattoir de chevaux destinés à la consommation humaine, comme suit:
1) L'examen doit être fait en vue de déterminer si le cheval souffre ou non d'une des maladies mentionnées à l'article 19;

2) Cet examen de l'animal doit comprendre la prise de la température;
3) Le cheval doit être examiné après l'abattage et l'examen post-mortem doit porter à la fois sur la carcasse et les viscères.

Epreuve spéciale

17. Tout cheval que le médecin vétérinaire croit possiblement atteint de morve lors de l'examen sur pied ne doit pas être considéré sain et doit être rapporté immédiatement au département de la Santé de la Province.
Tout cheval que le médecin vétérinaire croit être atteint de dourine à l'examen physique ne doit pas être considéré sain et doit être détenu pour autres examens pour établir si l'animal est sain ou non.

Chevaux sains

18. Seuls les chevaux déclarés sains par le médecin vétérinaire *peuvent être abattus pour fins d'alimentation humaine.*

3) a cooling room;
4) a refrigeration room;
5) a room for offal;
6) a room with flush-toilet and sink.

Every slaughter-house must have, in addition, 2 enclosures laid out to permit the easy segregation of healthy horses from those showing symptoms of disease, or suspected thereof, or declared by the veterinary surgeon to be sick or unfit for human food.

Section III — Provisions relating to Horse-meat Shops

Approval of plans

14. Plans and specifications of horse-meat shops must be submitted to the sanitary authority for approval. Every horse-meat shop must include:
1) a sales room or shop;
2) a refrigeration room;
3) a room with flush toilet and sink.

Horse-meat stall

15. No person may, with the exception of operations permitted in slaughter-houses, prepare, handle, conserve and sell horse-meat intended for human consumption in a vehicle, in a public market and in a structure which is not physically distinct and separate from any shop dealing in the meat of other animals.

Section IV — Provisions relating to Slaughter

Examination by the veterinary surgeon

16. The owner of a horse intended for slaughter for human consumption, whether a private person or the one operating a slaughter-house, must have the horse examined by the veterinary surgeon in a yard or enclosure adjacent to a slaughter-house for horses intended for human consumption, as follows:

1) The examination must be carried out in order to determine whether or not the horse is suffering from any of the diseases mentioned in Article 19;
2) This examination of the animal must include the taking of its temperature;
3) The horse must be examined after slaughter and the post-mortem examination must take in both the carcass and the viscera.

Special test

17. Any horse believed by the veterinary surgeon to be suffering from glanders when examined on the hoof may not be considered sound and must be reported at once to the Department of Health of the Province.
Any horse believed by the veterinary surgeon to be suffering from dourine at the physical examination may not be considered sound and must be detained for further examinations to establish whether or not the animal is healthy.

Healthy horses

18. Only such horses as have been declared healthy by the veterinary surgeon *may be slaughtered for purposes of human food.*

Mesures de contrôle relativement à la condition des viandes

19. Le médecin vétérinaire ne doit pas déclarer sain un cheval atteint de l'une des maladies suivantes et commet une infraction celui qui abat un tel cheval en vue de la consommation humaine, savoir:

1) Anémie infectieuse;
2) dourine ou mal de coït;
3) l'empoisonnement alimentaire;
4) farcin;
5) la gourme;
6) hémoglobinurie et néphrite;
7) influenza aigu;
8) lymphangite aigue et chronique;
) la méningite cérébro-spinale;
10) morve;
11) ostéoporose généralisé;
12) le purpura hémorragique;
13) toute autre maladie infectieuse ou contagieuse ou toute maladie causée par une inflammation aigue ou toute fistule extensive.

Measures of control relating to condition of meat

19. The Veterinary surgeon may not declare sound any horse suffering from one of the following diseases, and anyone slaughtering such an animal for purposes of human consumption is guilty of violation, to wit:

1) infectious anaemia;
2) dourine or coitus disease;
3) food poisoning;
4) farcy;
5) strangles;
6) haemoglobinuria and nephritis;
7) acute influenza;
8) acute and chronic lymphangitis;
9) cerebro-spinal meningitis;
10) glanders;
11) general osteoporosis;
12) haemorragic purpura;
13) any other infectious or contagious disease, any disease caused by acute inflammation or any extensive fistula.

Section V — Dispositions consécutives à l'abattage

Estampille

20. Le propriétaire de l'abattoir ne doit laisser sortir de l'abattoir aucune partie du cheval destiné à la consommation humaine à moins que la viande ne porte le nom du médecin vétérinaire qui a fait l'inspection avant, pendant et après l'abattage.

Section V — Provisions consecutive to Slaughtering

Brand

20. The proprietor of a slaughter-house may not allow any part of a horse intended for human consumption to leave the slaughter-house unless the meat is branded with the name of the veterinary surgeon who made the inspection before, during and after the slaughter.

Transport

21. Il est interdit de transporter, en même temps et dans la même voiture , des quartiers de viande de cheval destinés à la vente pour consommation humaine avec des animaux vivants ou des denrées alimentaires. Cette voiture, lorsque utilisée pour le transport de viande de cheval, doit être propre et bien entretenue.

Transportation

21. It is prohibited to transport, at the same time and in the same vehicle, cuts or horse-meat intended for sale for human consumption with living animals or alimentary products. A vehicle, when used to carry horse-meat, must be clean and in good condition.

Mesures de contrôle relativement à la distribution des viandes

22. Il est interdit de vendre, mettre en vente ou donner comme aliment de la viande provenant d'un cheval atteint d'une des maladies mentionnées à l'article 19.

Measures of control relating to distribution of meat

22. It is prohibited to sell, offer for sale or give as food, any meat coming from a horse suffering from any of the diseases mentioned in Article 19.

Animal malade

23. Il est interdit de vendre, de mettre en vente, de donner ou de faire usage comme aliment destiné à la consommation humaine de la viande provenant d'un cheval dont l'examen post-mortem a révélé qu'il y a eu extravasation du sang, ramollissement des viscères et épanchement hémorragique dans les cavites du corps.

Sick animal

23. It is forbidden to sell, offer for sale, to give or use as food intended for human consumption any meat coming from a horse whose post-mortem examination has shown that there has been extravasation of blood, mollification of the viscera and haemorragic effusion in the body cavities.

Viande dont la consommation est interdite

24. Il est interdit à toute personne opérant une boucherie chevaline ou à toute autre personne de donner, offrir en vente ou vendre comme aliment destiné à la consommation humaine, de la viande de cheval, ou un sous produit de viande de cheval:

1) qui est devenue putride ou exhale une odeur rance ou repoussante ou qui est ecchymosée par suite d'accident;
2) qui n'a pas une couleur ou une consistance normale;
3) provenant d'un cheval:

Meat, of which consumption is prohibited

24. It is prohibited for any person operating a horse-meat shop or for any other person to give, offer for sale or sell as food intended for human consumption any horse-meat or any by-product of horse-meat:

1) which has become putrid or exhales a rancid or repulsive odour or displays ecchimosis spots as the result of an accident;
2) which has an abnormal colour or consistence;
3) coming from a horse:

a) qui n'a pas été inspecté avant l'abattage par le médecin vétérinaire;
b) qui est mort empoisonné ou qui a été abattu après un empoisonnement;
c) qui est mort de maladie sans avoir été abattu, ou qui a été abattu alors qu'il était malade;
d) qui, avant d'être abattu, était émacié.

Nuisance dans exercice des fonctions

25. Il est interdit à toute personne, directement ou indirectement, d'empêcher un fonctionnaire, un médecin hygiéniste ou tout officier, employé et représentant de l'autorité sanitaire d'exercer les pouvoirs ou d'accomplir les devoirs qui leur sont assignés par la Loi de l'Hygiène Publique ou par les Règlements faits sous son empire.

Saucisse et saucissons

26. Toute personne qui, pour fins commerciales désire convertir en saucisses ou en saucissons de la viande de cheval destinée à la consommation humaine, doit se conformer aux dispositions suivantes:
1) les opérations ne peuvent être faites que dans une bâtisse spéciale, distincte et physiquement séparée de l'abattoir ou de la boucherie chevaline;
2) il est défendu de mélanger de la viande de cheval avec du sang ou avec d'autres viandes, exception faite du gras de lard;
3) il ne doit pas entrer dans ces produits alimentaires de matières colorantes ou de préservatifs autres que ceux qui sont approuvés par le Ministre.

Echantillonnage

27. Pour fins d'analyse, l'autorité sanitaire peut, aussi souvent qu'elle le juge nécessaire prélever, sans les payer, des échantillons de viande provenant du cheval, préparés ou non, de ses sous-produits, des matières colorantes et des préservatifs employés dans la fabrication de ces produits.

Section VI — Infractions et pénalités

Personne coupable d'infraction

28. Est coupable d'infraction toute personne qui viole quelqu'une des dispositions contenues dans le présent chapitre des Règlements, et si cette personne est trouvée ou considérée coupable, elle est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

35982-o

a) which was not inspected before slaughter by the veterinary surgeon;
b) which died from poison or which was slaughtered after being poisoned;
c) which died from disease without being slaughtered, or which was slaughtered during sickness;
d) which was emaciated before slaughter.

Obstructing exercise of functions

25. It is prohibited for anyone, directly or indirectly, to prevent an employee, a health-officer or any officer employed by and representing the sanitary authority from exercising the powers or from performing the duties assigned to them by the Public Health Act or by the Regulations made under its authority.

Fresh or smoked sausage

26. Any person desiring, for commercial purposes, to convert into fresh or smoked sausages horse-meat intended for human consumption, must observe the following provisions:
1) operations may not be carried out except in a special building, distinct and physically separate from the slaughter-house and the meat shop;
2) it is prohibited to mix horse-meat with blood or with other meats, with the exception of lard fat;
3) the food products mentioned above must not contain any colouring substances or preservatives other than those approved by the Minister.

Sampling

27. For purposes of analysis, the sanitary authority may, as often as is deemed necessary, collect, without paying for them, samples of horse-meat, processed or not, of its by-products, of colouring substances and preservatives employed in the preparation of these products.

Section VI — Violations and Penalties

Person guilty of violation

28. Is guilty of violation any person who infringes any of the stipulations contained in the present chapter of the Regulations, and if found or considered guilty, such person is liable to a fine not exceeding twenty dollars, and to an additional fine not exceeding twenty dollars a day for each day, over two, during which the violation is continued.

35982-o

Avis divers

RÈGLEMENTS DE L'ASSOCIATION DES MESUREURS DE BOIS LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement numéro 35

Lors d'une assemblée générale régulièrement convoquée de l'Association des Mesureurs de bois licenciés, tenue au Palais Montcalm à Québec le 9 mai 1953, il a été proposé, secondé et

Miscellaneous Notices

BY-LAWS OF THE QUEBEC LICENSED CULLERS' ASSOCIATION

By-law number 35

At a general meeting duly called of The Quebec Licensed Cullers' Association, held at the Palais Montcalm, in Quebec, on May 9th, 1953, it was proposed, seconded and unanimously resol-

unanimement résolu que la contribution annuelle des membres soit portée à dix dollars, $10.00 au lieu de six dollars $6.00 qu'elle est actuellement. Le présent règlement entre en vigueur le premier janvier 1954.

Règlement numéro 36

Lors d'une assemblée générale régulièrement convoquée de l'Association des Mesureurs de bois licenciés, (4e Congrès annuel), tenue dans la Salle de Réception, Édifice des Syndicats Catholiques le 4 septembre 1953, il a été proposé secondé et unanimement résolu que la date de l'Assemblée générale régulière (Congrès annuel) de l'Association soit changée de même que la date de l'élection du bureau de direction, et que cette assemblée générale annuelle de même que les élections aient lieu entre le quinze mars et le premier juin de chaque année. Le présent règlement entre en vigueur le premier janvier 1954.

Règlement numéro 37

Lors d'une assemblée générale régulièrement convoquée de l'Association des Mesureurs de bois licenciés, (4e Congrès annuel) tenue dans la salle de réception, Édifice des Syndicats-Catholiques le 4 septembre 1953, il a été proposé, secondé et unanimement résolu que pour l'élection du prochain bureau de direction au printemps de 1954, le conseil d'administration se composera de vingt (20) membres, dont un président, un vice-président, un secrétaire-archiviste, un trésorier et seize (16) directeurs représentant huit district ci-après décrits à raison de deux directeurs par district.

District 1. Comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

District 2. Comtés de Pontiac, Gatineau, Argenteuil, Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull, et mesureurs de bois résidant dans la Province d'Ontario.

District 3. Tous les comtés de la rive sud compris entre le fleuve St-Laurent et les frontières américaines au sud et à l'exclusion des comtés de Rivière-du-Loup et de Témiscouata, les mesureurs résidant aux Etats-Unis.

District 4. Comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Portneuf.

District 5. Comtés de l'Ile de Montréal et les comtés de Labelle, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Berthier, Maskinongé, l'Assomption.

District 6. Comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi, Montmorency, Québec.

District 7. Comtés de Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Matapédia, et les mesureurs résidant au Nouveau-Brunswik.

District 8. Comtés de Saguenay, Ile d'Anticosti, Iles de la Madeleine, Charlevoix.

b) Terme d'office. Le terme d'office des membres du conseil court de la date de leur élection jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à ce qu'un successeur leur soit designé.

c) Vacances. Toute vacance dans le Conseil sera comblée par le conseil qui nommera, à sa première assemblée suivant la vacance, un membre de l'Association pour terminer le terme d'office au siège ainsi vacant.

d) Ce règlement entre en vigueur pour le 1er janvier 1954.

Règlement numéro 38

Election des membres du Conseil d'Administration.

a) Le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire-archiviste seront élus par tous les

fved that the annual fee for members be increased to ten dollars, "$10.00 in lieu of six dollars", the present fee thereof. This By-law comes into orce January first 1954.

By-law number 36

At a general meeting duly called of The Quebec Licensed Cullers' Association, (4th Annual Congress) held in the reception hall of the Catholic Syndicates' Building, on September 4th, 1953, it was proposed seconded and unanimously resolved that the date of the Association's regular general meeting (Annual Congress) be changed, as well as the date of election of the board of directors, and that said general annual meeting as well as elections be held between March fifteenth and June first of each year. This By-law comes into force on January first 1954.

By-law number 37

At a general meeting duly called of The Quebec Licensed Cullers' Association, (4th Annual Congress), held in the reception hall of the Catholic Syndicates' Building on September 4th, 1953, it was proposed, seconded and unanimously resolved that for election of the next board of directors in the spring of 1954, the said board of directors will be composed of twenty (20) members, of whom there shall be a president, vice-president, recording-secretary, treasurer and sixteen (16) directors, representing the eight districts hereinafter described, with two directors per district.

District 1. Counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

District 2. Counties of Pontiac, Gatineau, Argenteuil, Two Mountains, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull, and cullers residing in the Province of Ontario.

District 3. All counties of the south shore between the St. Lawrence River and the American border to the south and excluding the counties of Rivière-du-Loup and Témiscouata, and the cullers residing in the United States.

District 4. Counties of Trois-Rivières, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Portneuf.

District 5. Counties of the Island of Montreal and counties of Labelle, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Berthier, Maskinongé and L'Assomption.

District 6 Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, Montmorency, Quebec.

District 7. Counties of Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Bonaventure, Gaspé-North Gaspé-South, Matapedia, and the cullers residing in New Brunswick.

District 8. Counties of Saguenay, Anticosti Island, Magdelan Islands, Charlevoix.

b) Term of Office. The term of office of members of the Board extends from the date of their election to the following annual meeting or until the appointment of a successor.

c) Vacancies. Any vacancy on the Board shall be filled by the Board, and it will appoint, as its first meeting following the vacancy, a member of the Association who will carry on the term of office, thereby filling the vacant seat.

d) This by-law comes into force on January first 1954.

By-law number 38

Election of members of the Board of Directors

a) The president, vice-president, treasurer and recording-secretary shall be elected by all mem-

membres de l'Association. Les directeurs au nombre de deux par district et représentant huit districts seront élus par les membres résidant dans chacun des districts, l'adresse apparaissant aux derniers régistres de l'Association, établissant le lieu de résidence des membres. Tel membre en règle peut poser sa candidature au poste de directeur dans n'importe quel district de son choix sans être tenu d'y résider personnellement. Ce règlement entre en vigueur le 1er janvier 1954.

Je sousigné, secrétaire-archiviste de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec certifie que les règlements ci-inclus sont une copie conforme des Règlements de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec, tels qu'adoptés à l'Assemblée générale de cette Association (4 septembre 1953.)

Québec, 18 octobre 1953.

Le Secrétaire-archiviste,
35867-44-2-o GUY CAUCHON, M. L.

bers of the Association. The directors numbering two per district and representing eight districts shall be elected by the members residing in each one of the districts; the address being noted in the recent records of the Association, establishing the location of residence of members. Such bona fide member may become a candidate to the post of director in any district of his choice without being compelled to establish residence therein. This by-law comes into force on January first 1954.

I, the undersigned, recording-secretary of The Quebec Licensed Cullers' Association, certify that the by-laws enclosed herewith are a true copy of the By-laws of the Quebec Licensed Cullers' Association, such as they were aeopted at the general meeting of the Association (September 4th, 1953.)

Quebec, October 18, 1953.

GUY CAUCHON, L.C.
35867-44-2 Recording-Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du Syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Criblage de St-Roch de l'Achigan", en date du 15 octobre 1953, dont le siège social est situé à Saint-Roch-de-l'Achigan, comté de L'Assomption, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35833-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of doundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Criblage de St-Roch de l'Achigan" under sate the fifteenth day of October 1953, whereof the head office is at Saint-Roch-de-l'Achigan, county of l'Assomption, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this October 29, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35933 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitations des Artisans de Saint-Jérôme (Terrebonne), en date du 20 octobre 1953, dont le siège social est situé à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35941-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitations des Artisans de Saint-Jérôme (Terrebonne), under date the twentieth day of October 1953, whereof the head office is at Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this October 23, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35941 Under Secretary of the Province.

(P.G. 12079-53)

DAWMAC MINING AND OILS LTD.
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement No 7

Un règlement pour autoriser l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de cinq à sept.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement No 7 de la compagnie Dawmac Mining and Oils Ltd. (Libre de responsabilité personnelle) ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à

(A.G. 12079-53)

DAWMAC MINING AND OILS LTD.
(No Personal Liability)

By-Law N° 7

Being a By-law authorizing the increase in the number of Directors of the Company from five to seven:

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 7 of Dawmac Mining and Oils Ltd. (No Personal Liability) as follows:

1. The number of Directors of the company be, and the same is hereby increased from five to seven, so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of seven Directors.

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are

icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété par le bureau de direction, le vingt-quatre août 1953.

Certifié vraie copie.

DAWMAC MINING AND OILS LTD.
(Libre de responsabilité personnel.e).
Par le Secrétaire-trésorier,
35942 ALAN J. PERRIER.

hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Enacted by the Board of Directors on this twenty-fourth day of August, 1953.

Certified true copy.

DAWMAC MINING AND OILS LTD.
(No Personal Liability).
per ALAN J. PERRIER,
35942-o Secretary-Treasurer.

AVIS DE RACHAT

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS
(Comté de Terrebonne)

Émission de $140,000 d'obligations à 3% portant la date du 1er janvier 1948 et échéant en séries jusqu'au 1er janvier 1968 (résolution en date du 8 septembre 1947).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts rachèteront par anticipation, au pair, le 1er janvier 1954, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt du 8 septembre 1947, et reproduite sur les obligations, une obligation de $1,000 portant le numéro 120, deux obligations de $500, chacune portant les numéros 32 et 33, toutes échéant en 1968.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er janvier 1954, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er janvier 1954 attachés, au bureau de la Banque Provinciale du Canada, à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, ou à Québec ou à Montréal, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er janvier 1954.

Donné à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, ce 31 octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
35944-o (Signé) GEORGES LIBOIRON.

NOTICE OF REDEMPTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINTE-AGATHE-DES-MONTS
(County of Terrebonne)

An issue of $140,000 of 3% bonds, bearing date the first day of January 1948, and falling due serially up to January 1968 (Resolution dated September 8, 1947).

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the town of Sainte-Agathe-des-Monts will redeem in advance, at par, on January first 1954, in accordance with a redemption clause inserted in the loan resolution of September 8, 1947, reproduced on said bonds, one bond of $1,000., bearing numbers 120, two bonds of $500. each, bearing numbers 32 and 33, all falling due in 1968.

The said bonds will fall due and are payable, and they shall be payable and redeemed, principal and interest, at the abovementioned date, in legal currency of Canada, with accrued interest up to January 1st, 1954, upon presentation and remittance thereof, with interest coupons falling due after January 1st, 1954, attached thereto, at the office of the Provincial Bank of Canada, at Sainte-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, or at Quebec or Montreal, according to the holders' choice.

The said bonds will cease to bear interest as from January 1st, 1954.

Given at Sainte-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, this October 31, 1953.

(Signed) GEORGES LIBOIRON,
35944 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Consolidated Glass Employees Credit Union", en date du 1er octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quinze octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35961-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Consolidated Glass Employees Credit Union" under date October 1st, 1953 whereof the head offices at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, October fifteenth, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35961 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopéraitf "C. P. I. Paint Division Employees Credit Union", en date du 2 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que de document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quinze octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35962-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "C. P. I. Paint Division Employees Credit Union" under date October 2, 1953 whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, October fifteenth, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35962 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Hobbs Glass Employees Credit Union", en date du 2 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35963-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Hobbs Glass Employees Credit Union" under date October 2, 1953 whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, October sixteenth, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35963 Under Secretary of the Province.

Avis est par les résentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Hump Yard Employees Credit Union", en date du 22 septembre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35964-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Hump Yard Employees Credit Union", under date September 22, 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of October, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35964 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "G. S. W. Employeess Credit Union", en date du 5 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montreal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35965-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "G. S. W. Employees Credit Union." under date October 5, 1953., whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of October, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35965 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "McColl Frontenac Refinery Employees Credit Union", en date du 30 septembre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35966-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "McColl Frontenac Refinery Employees Credit Union" under date September 30, 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, October sixteenth 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35966 Under Secretary of the Prov.nce.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Molsons Employees Credit Union", en date du 2 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35967-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Molsons Employees Credit Union" under date October 2, 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of October, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35967 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Steinberg's Employees Credit Union", en date du 12 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-sept octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35968-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Steinberg's Employees Credit Union" under date October 12, 1953 whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, October seventeenth, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35968 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fulgence", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-sept août 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Fulgence, dans le comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35983-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fulgence", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August twenty-seventh, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Fulgence, in the county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
35983 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Scieries de St-Raymond",, pour l'étude, la défense et le developpement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-deux octobre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Raymond, comté de Portneuf.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35984 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Scieries de St.Raymond", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October twenty-second 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Raymond, County of Portneuf.

JEAN BRUCHÉSI,
35984-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 6918-48)

ORCHID FASHIONS INC.

Règlement N° 24

Attendu qu'il est opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie;

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en augmentant le nombre de ces directeurs de trois à quatre;

Et que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Daté ce seizième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-trois.

Le Président,
SAM HOROWITZ.
Le Secrétaire,
35989 KERMIT KITMAN.

(A.G. 6918-48)

ORCHID FASHIONS INC.

By-Law No. 24

WHEREAS it is expedient to increase the number of directors of the company from three to four;

Now therefore be it enacted as by-law of the Company;

That the number of Directors of the Company be varied by increasing the number of such Directors from three to four;

And that the By-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Dated this sixteenth day of October, one thousand nine hundred and fifty-three.

SAM HOROWITZ,
President.
KERMIT KITMAN,
35989-o Secretary.

(P.G. 12388-52)

BÉLANGER INC.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Bélanger Inc." tenue au siège social de la compagnie, à Montréal, le 18 août 1953.

(A.G. 12388-52)

BÉLANGER INC.

Extract from Minutes of a meeting of directors of "Bélanger Inc." held at the head office of the Company, in Montreal, August 18, 1953.

Il est ensuite proposé, secondé et unanimement résolu que le règlement suivant soit adopté comme règlement N° XIV:

Règlement N° XIV

"Que le nombre des directeur de Bélanger Inc. soit fixé à sept au lieu de six, tel que précédemment. Quatre directeurs formeront quorum." Vraie dopie.

Le Secrétaire,
35990-o PIERRE THIBAUDEAU.

(P.G. 3752-50)

J.-R. BOISVERT & COMPAGNIE LTÉE
J. R. BOISVERT & COMPANY LTD.

Règlement adopté à une assemblée des actionnaires de J.-R. Boisvert & Compagnie Ltée.— J. R. Boisvert & Company Ltd., tenue le 7 octobre 1953, aux Grandes Piles:

"CONSIDÉRANT que le nombre des directeurs de la Compagnie est actuellement fixé à six (6) en vertu de sa charte et de ses lettres patentes supplémentaires;

CONSIDÉRANT que vu le décès d'un deuxième des sept frères requérants pour l'émission des lettres patentes originaires, il serait opportun de réduire le nombre des directeurs à cinq (5), soit le nombre des survivants actuels.

Il est proposé par J.-Régis Boisvert, secondé par Antonio Boisvert et résolu à l'unanimité:

1° Que le nombre des directeurs de J.-R. Boisvert & Compagnie Ltée soit réduit de six (6) à cinq (5);

2° Tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie incompatibles avec le présent règlement soient amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce dernier règlement."

Certifié vraie copie, Grandes Piles, ce 8 octobre 1953.

Le Secrétaire,
35991-o J.-ÉMILE BOISVERT.

Moreover, it was proposed, seconded and unanimously resolved that the following by-law be adopted as By-Law No. XIV:

By-Law XIV

"That the number of directors of Belanger Inc. be fixed to seven instead of six, previously. Four directors shall form a quorum.
True copy.

PIERRE THIBAUDEAU,
35990 Secretary.

(A.G. 3752-50)

J.-R. BOISVERT & COMPAGNIE LTÉE
J. R. BOISVERT & COMPANY LTD.

By-Law adopted at a meeting of shareholders of "J.-R. Boisvert & Compagnie Ltée — J. R. Boisvert & Company Ltd.", held October 7th, 1953, at Grandes Piles:

"CONSIDERING that the number of directors of the Company is presently fixed at six (6) according to its charter and supplementary letters patent:

CONSIDERING that in view of the death of a second of the seven brother petitioners for the granting of the original letters patent, it would be advisable to reduce the number of directors to five (5), that is, the number of those surviving presently.

It is proposed by J. Regis Boisvert, seconded by Antonio Boisvert and unanimously resolved:

1. That the number of directors of J. R. Boisvert & Compagnie Ltée be reduced from six (6) to five (5);

2. All by-laws, resolutions and procedings of the Company inconsistent with the present by-law, be amended, modified and revised in order to give effect to this recent by-law."

Certified true copy, Grandes Piles, this October 8, 1953.

J. ÉMILE BOISVERT,
35991 Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement les bills privés devront être déposés avant le 28 octobre 1953 et présentés avant le 9 décembre 1953, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant 28 novembre 1953 et reçues avant le 3 décembre 1953, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 décembre 1953.

Québec, le 3 septembre 1953.

Le Greffier,
35513-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 28, 1953, and introduced before December 9, 1953, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 28, 1953, and received before December 3rd, 1953, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 23rd, 1953.

Quebec, September 3rd, 1953.

ANTOINE LEMIEUX,
35513-37-10 Clerk.

Chartes — Abandon de

MILLEN & FRÈRE INC.

Avis est par ces présentes donné que Millen & Frère Inc. a l'intention de faire application

Charters — Surrender of

MILLEN & FRÈRE INC.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and amendments that Millen &

au Procureur Général de la province de Québec pour abandon de sa charte.

31 Octobre, 1953.

Le Secrétaire,
35943-o SARAH ROSENSTONE.

ROBERTS HOLDING CORPORATION

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie "Roberts Holding Corporation" donne par les présentes avis qu'elle s'addressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation a compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le trente octobre, 1953.

Le Président,
35939-o SARAH ROBERTS.

VICTORY TEXTILES INC.

Avis est donné que la compagnie Victory Textiles Inc., constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2 novembre 1953.

Le Secrétaire,
35949 SARAH MILLER.

RONBAR WRECKING CO. LTD.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie Ronbar Wrecking Co. Ltd. donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 3 novembre, 1953.

Le Président,
35975 OSCAR REINHART.

Avis est par les présentes donné que "Gérard Couture, Ltée" ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté ce 31 octobre 1953.

L'Avocat de la Compagnie,
35985-o ROBERT PERRON.

TOP-LINE CHILDREN'S WEAR LTD.

AVIS

Conformement aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie Top-Line Children's Wear Ltd. donne par les présentes avis qu'elle s'addressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation a compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le quatrième novembre, 1953.

Le Président,
35986-o CARL D. MALDOFF.

Frère Inc. intends to apply to the Attorney Geral of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

October 31, 1953.

SARAH ROSENSTONE,
35943-o Secretary.

ROBERTS HOLDING CORPORATION

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Roberts Holding Corporation" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, October 30th, 1953.

SARAH ROBERTS,
35939-o President.

VICTORY TEXTILES INC.

Notice is hereby given that Victory Textiles Inc., incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1953.

SARAH MILLLER,
35949-o Secretary.

RONBAR WRECKING CO. LTD.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Ronbar Wrecking Co. Ltd. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 3rd, 1953.

OSCAR REINHART,
35975-o President.

Notice is hereby given that "Gérard Couture, Ltée", having its head office in the city of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, to obtain leave to surrender its charter, pursuant to the provision of the Quebec Companies' Act.

Dated this October 31st, 1953.

ROBERT PERRON,
35985-o Attorney for the Company.

TOP-LINE CHILDREN'S WEAR LTD.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Top-Line Children's Wear Ltd. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 4th, 1953.

CARL D. MALDOFF,
35986-o President.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11136-53)

Avis est , par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "A. Lajeunesse Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 juin 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1953, ladite compagnie a été dissoute

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35927 L. DÉSILETS.

(P.G. 42665-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Al'n Dale Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 octobre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35927 L. DÉSILETS.

(P.G. 4313-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Concessions Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour de décembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de novembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35927 L. DÉSILETS.

(P.G. 8080-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Crude Oil Engine & Engineering Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de décembre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de novembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35927 L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

(A.G. 11136-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "A. Lajeunesse Ltd.", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1952.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

35927-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42665-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Al'n Dale Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of October, 1952.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

35927-o Deputy Attorney General.

(A.G. 4313-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Consessions Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of December, 1928.

Notice is also given that from and after the first day of Nobember, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

35927-o Deputy Attorney General.

(A.G. 8080-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Crude Oil Engine & Engineering Company Limited", incorporated by letters patent dated the 22nd day of December, 1930.

Notice is also given that form and after the first day of November, 1953, the said company has been sissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

35927-o Deputy Attorney General.

(P. G. 42554-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fernhill Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de juin 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de novembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35927 L. DÉSILETS.

(A. G. 42554-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fernhill Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of June, 1938.

Notice is also given that from and after the second day of November, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1953.

L. DÉSILETS.

35927-o Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec, district de Montréal

Succession vacante de Alcide Lafond, en son vivant forgeron de Verdun.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 13 février 1953 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi, de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),

35950-o Montréal 18.

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

Vacant Estate of Alcide Lafond, in his lifetime, blacksmith of Verdun.

The undersigned gives notice that this estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered February 13, 1953, by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, that, under authority of the Public Caratorship Act (9. Geo. VI, c. 62, he is curator ex officio of this estate, and that he will receive payment of any debt owing to the estate and the proof of any claim against it.

PUBLIC CURATOR,
187, Saint-Catherine Street (West),

35950 Montreal 18.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 5 mai 1953 du conseil municipal du village de Baieville, comté d'Yamaska, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 27 octobre 1953, que les publications ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 27 octobre 1953.

Le Ministre des Affaires municipales,

35929-o YVES PRÉVOST, C.R.,

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, in accordance with a resolution, dated May 5, 1953, of the Municipal Council of the village of Baieville, county of Yamaska, and in conformity with the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has decreed, under date of October 27, 1953, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of said corporation, except those required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made thereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, October 27, 1953.

YVES PRÉVOST, Q.C.,

35929 Minister for Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 466-52.

Québec, le 22 octobre, 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire catholique, de Mann, dans le comté de Bonaventure, soit annexé, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Cross-Point, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

35868-44-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 466-52.

Quebec, October 22, 1953.

Application is made in order that the territory of the school municipality of Mann, in the county of Bonaventure, be annexed to the school municipality of Cross Point, same county, for the benefit of catholic rate payers only.

O. J. DÉSAULNIERS,

35868-44-2 Superintendent of Education.

N° 1168-53.

Quebec, le 26 octobre, 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, les lots 1, 14-A, 14-B, rang II; 14-A rang III, 12-A, 12-B, 13-A, 13-B et 14-A, rang IV, tous du canton Portland-Ouest, 13-A et 13-B, du rang III, 12-B et 13-A, rang IV, du canton Portland-Est, pour les annéxer pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Poltimore même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35911-44-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1125-53.

Quebec, le 23 octobre, 1953.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit, soit détaché de la municipalité scolaire de Marston-Sud, dans le comté de Frontenac, pour être annexé à la municipalité scolaire de Woburn, dans le même conté, savoir:

Les lots suivants, du cadastre officiel, de Marston-Sud: A. B. C, 1, 2-A, dans le rang I du canton Clinton et les lots A, B, C, 1 et 2, du rang II, du même canton.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
35912-44-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 1073-53.

Québec, le 27 octobre, 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 octobre 1953, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ville de St-Joseph-d'Alma, dans le comté du Lac St-Jean, en celui de "Ville d'Alma" même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le Surintendant de l'Instruction publique.
35931-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1121-53.

Québec, le 27 octobre, 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 octobre 1953, de changer le nom de la municipalité scolaire du Village de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, en celui de "Shawinigan-Sud" même comté.

Ce changement prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le Surintendant de l'Iustruction publique,
35931-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1086-52.

Quégec, le 27 octobre, 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 octobre 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, les lots 575 à 579 inclusivement du cadastre officiel de Saint-Sylvestre, appartenant à monsieur Alzyre Paradis, pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques-de-Leeds, dans le comté de Mégsntic.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35931-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1195-53.

Québec, le 31 octobre, 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 octobre

No. 1168-53

Quebec, October 26, 1953.

Application is made in order to detach from the school municipality of Notre-Dame-de-la-Salette, in the county of Papineau, lots 1, 14-A, 14.B, Range II; 14-A Range III, 12-A, 12-B, 13-A, 13-B and 14-A, Range IV, all of the township of Portland-West, 13-A and 13-B, of Range III, 12-B and 13-A, Range IV, of the township of Portland-East, and to annex them to the Catholic school municipality of Poltimore, same county, for the benefit of Catholic rate-payers only.

O. J. DESAULNIERS,
35911-44-2 Superintendent of Education.

No. 1125-53

Quebec, October 23, 1953.

Application is made that the territory hereinafter described be datached from the school municipality of Marston-South, in the county of Frontenac, to be annexed to the school municipality of Woburn, in the same county, to wit:

The following lots, in the official cadastre of Marston-South: A, B, C, 1, 2-A, in range I, of the township of Clinton and lots A, B, C, 1 and 2, of range II, of the same township.

O. J. DESAULNIERS,
35912-44-2 Superintendent of Education.

No. 1073-53

Quebec, October 27, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated October 15, 1953, has been pleased to change the name of the School Municipality of the Town of St-Joseph-d'Alma, in the county of Lake St-John, into that of "Town of Alma", same county.

This Order in Council will take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette.*

O. J. DESAULNIERS,
35931-o Superintendent of Education.

No. 1121-53.

Quebec, October 27, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated October 15, 1953, has been pleased to change the name of the school municipality of the Village of Shawinigan-South, County of St-Maurice, into that of "Shawinigan-South", same county.

This change will take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette.*

O. J. DESAULNIERS,
35931 Superintendent of Education.

No. 1086-52.

Quebec, October 27, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated October 15, 1953, has been pleased to detach from the school municipality of Saint-Sylvestre, in the county of Lotbinière, lots 575 to 579 inclusively of the official cadastre of Saint-Sylvestre, belonging to Mr. Alzyre Paradis, to annex them to the School Municipality ,f Saint-Jacques-de-Leeds, in the county of Megantic.

This Order in Council will take effect the first day of July, 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
35931-o Superintendent of Education.

No. 1196-53

Quebec, October 31, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated October 23, 1953,

1953, de changer le nom de la municipalité scolaire de l'Exaltation-de-la-Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, en celui de "Tadoussac".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la Gazette-Officielle de Québec.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

35931-o O. J. DESAULNIERS.

N° 543-53.

Québec, le 2 novembre, 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ripon, dans le comté de Papineau, les lots 1 à 11 inclusivement du rang I du canton Hartwell et les lots 1 à 11 inclusivement du rang II, dans le même canton, pour les annexer à la municipalité scolaire de Hartwell, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

35958-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

has been pleased to change the name of the school municipality of "l'Exaltation-de-la-Sainte-Croix de Tadoussac", in the county of Saguenay, to that of "Tadoussac".

The said Order in Council will take effect eight days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,

35931 Superintendent of Education.

No. 543-53

Quebec, November 2, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ripon, in the county of Papineau, lots 1 to 11 inclusive of Range I of Hartwell township and lots 1 to 11 inclusive of Range II, same township, to annex them to the school municipality of Hartwell, same county.

O. J. DESAULNIERS,

35958-45-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Campbell division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 25-A, 25-1 à 25-13, 25-15 à 25-59, 25-61 à 25-70 et 25-73 à 25-75 sont annulés et remplacés par le lot 25-B en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 août 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

35930-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de l'Assomption division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 156, 157 et 158 sont annulés et les lots 438, 439 et 440 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

35930-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel revisé de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski (maintenant partie de la ville de Rimouski) division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 548-1-5, 548-1-6 et 548-1-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

35930-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the Township of Campbell registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 25-A, 25-1 to 25-13, 25-15 to 25-29, 25-61 to 25-70 and 25-73 to 25-75 are cancelled and replaced by lot 25-B in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 27th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

35930-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the incorporated village of L'Assomption registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 156, 157 et 158 are cancelled and lots 438, 439 and 440 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 22nd, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

35930-o Deputy Minister.

NOTICE

Official revised cadastre of the parish of St. Germain de Rimouski (now part of the town of Rimouski) registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 548-1-5, 548-1-6 and 548-1-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 7th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

35930-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Ragueneau (Village Chutes aux Outardes) Bloc "A" division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots A-1 et A-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
35930-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Chertsey division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les Iles N° 1, 2 et 3 du septième lac du Rang IV sont ajoutées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 septembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
35930-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the township of Ragueneau (Village Chutes aux Outardes) Block "A" registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots A-1 and A-2 are cancelled in virtue of Article 2174 A of the civil code.

Quebec, October the 22nd, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
25930-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the Township of Chertsey registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that Isles Nos 1, 2 and 3 of Lake 7th of Range IV are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 21st, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
35930-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° L'item suivant sera ajouté dans l'échelle de salaires de l'article III, après l'item commençant par le mot "Charpentier":

"Cimenteur, nettoyeur et peintre de murs élevés ..... $1.80"

2° L'item suivant sera ajouté dans l'échelle de salaires de l'article III, après l'item commençant par les mots "Poseur d'acier d'armature":

"Poseur de lattes métalliques ..... $2.00"

3° Les deux item commençant par les mots "Gardien de nuit" (article III) seront remplacés par les suivants:

"Gardien de nuit, sans limitation quotidienne de la durée du travail $46.50

Gardien de nuit, employé également comme chauffeur et devant posséder un certifica de 4ème classe, sans limitation quotidienne de la durée du travail ..... 57.50"

4° L'article IV-A suivant sera ajouté:

"IV-A. *Cimenteur, nettoyeur et peintre de murs élevés:* Est compris dans cette catégorie, tout poseur de paratonnerres, tireur de joints de brique et pierre, laveur de briques et pierres (à l'acide), nettoyeur à la vapeur, au sable, peintre de clochers, mâts de drapeau, structure d'acier (ponts et réservoirs).

Toutefois, il est permis à un ouvrier possédant un certificat de compétence d'un de métiers de la construction d'exécuter ces travaux pourvu

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 1021 of September 10, 1953, have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

1. The following item will be added in the wage scale of section III, after the one beginning with the word "Carpenter":

"Steeple jack ..... $1.80"

2. The following item will be added in the wage scale of section III, after the one beginning with the words "Concrete reinforcing":

"Lather (metal) ..... $2.00"

3. The two item beginning with the words "Night watchman" (Section III) will be replaced by the following:

"Night warchman, without daily limitation $46.50

Night watchman also employed as fireman requiring 4th class certificate, without daily limitation ..... 57.50"

4. The following section IV-A will be added:

"IV-A. *Steeple jack:* The operations of this category are as follows: Installing of lightning rods; stone and brick pointing; brick and stone washing (with acid); steam cleaning and sand blasting; painting of steeples, flag poles, tank and bridges (structural steel).

It will, however, be permitted to a worker holder of a competency card of a trade in the building industry, to do that kind of work,

que le salaire de son métier, prévu dans le décret, lui soit payé."

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*b*" de l'article VII:

"Toutefois, les employeurs qui garantissent à leurs préposés aux pelles mécaniques une durée d'emploi de six (6) mois continus, au taux minimum hebdomadaire de $81.90 mentionné à l'article III, peuvent les faire travailler (ainsi que les salariés qui doivent travailler avec eux) sur une base de cinquante-cinq (55) heures par semaine."

6° Le paragraphe "*f*" de l'article XIV-A sera biffé.

7° L'item suivant sera ajouté après celui commençant par le mot "Chaudronnier" apparaissant au tableau de l'article XVII:

"Poseur de lattes métalliques ....3 (années)."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1953. 35940-o

provided that the rate of pay for his trade is paid to him."

5. The following paragraph is added to subsection "*b*" of section VII:

"However, employers who guarantee their shovel operators six months of continuous employment at the minimum weekly rate of $81.90, as specified in section III hereof, shall be privileged to opearate on a basis of fifty-five (55) hours per week, with associated crews."

6. Subsection "*f*" of section XIV-A will be deleted.

7. The following item will be added after the one beginning with the word "Construction", in the table of section XVII:

"Lather (metal)....3 (years)"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1953. 35940-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1201 du 28 octobre 1953, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1953 au 31 octobre 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et ses modifications, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et ses modifications, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leur cas, soit $55.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et ses modifications, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, formed under decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1201 of October 28, 1953, part "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy extends from November 1, 1953, to October 31, 1954; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 163, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the basic weekly wages upon which their levy is computed, i.e. $55.00.

c) The employees governed by the said decree, number 163, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire, 74, rue St-Joseph, Ch. 26, Québec, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoird'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

The professional employer shall forward his monthly report to the head office of the Parity Committee, 74 St. Joseph st., Room 26, Quebec, on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer the artisan and the employee, without notice, at the head office of the Parity Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1953 et le 31 octobre 1954.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the period between November 1, 1953, and October 31, 1954.

LE COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE DU QUÉBEC
Siège social: Québec.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1953 et le 31 octobre 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,300.00
Artisans	4,350.00
Salariés	2,600.00
Honoraires d'examen	60.00
Recettes diverses	50.00
	$9,360.00
Déboursés:	
Salaires	$3,900.00
Frais de déplacement	2,250.00
Loyer	600.00
Administration	1,150.00
Frais légaux	1,000.00
Vérification des livres	120.00
Enquêtes	125.00
Jetons de présence	160.00
Divers	55.00
	$9,360.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1953. 35940-o

JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT COMMITTEE OF QUEBEC
Head Office: Quebec

Estimate of the receipts and sisbursements for the period between Novembes 1, 1953, and October 31, 1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,300.00
Artisans	4,350.00
Employees	2,600.00
Examination fees	60.00
Various receipts	50.00
	$9,360.00
Disbursements:	
Salaries	$3,900.00
Travelling expenses	2,250.00
Rent	600.00
Administration	1,150.00
Legal fees	1,000.00
Audition	120.00
Investigations	125.00
Meeting expenses	160.00
Various expenses	55.00
	$9,360.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1953. 35940-o

Liquidation: — avis de

AVIS DE NIMINATION DE LIQUIDATEUR

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 340027. Dans l'affaire de:

Winding up Notice:

NOTICE OF APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 340027. In the matter of:

Philip Katz et Samuel Kivenko, marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, y exerçant ensemble en société un commerce sous les nom et raison sociale de Kay Sales Reg'd.

Avis est, par les présentes, donné que, par jugement rendu par l'Honorable Juge T. Rhéaume en date du 21ième jour d'octobre 1953, le soussigné a été dûment nommé liquidateur de la société ayant été exploitée par Philip Katz et Samuel Kivenko, sous les nom et raison sociale de Kay Sales Reg'd., en vertu de l'article 1896A du Code Civil de la province de Québec.

Tous les créanciers ou autres personnes ayant des réclamations à soumettre contre les débiteurs ci-dessus voudront les présenter chez le soussigné dans les trente jours suivant cet avis.

Daté à Montréal, ce 29ième jour d'octobre 1953.

Le Liquidateur,
DAVID GROBSTEIN.

Bureau: 10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, P. Q.
Tél. BE2697. 35945

Philip Katz and Samuel Kivenko, merchants, of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, therein carrying on business together in co-partnership under the firm name and style of Kay Sales Reg'd.

Notice is hereby given that by judgement rendered by the Hon. Mr. Justice T. Rhéaume on the 21st day of October, 1953, the undersigned has been duly appointed Liquidator of the partnership business having been operated by Philipp Katz and Samuel Kivenko, under the firm name and style of Kay Sales Reg'd., in virtue of Article 1896A of the Civil Code of the Province of Quebec.

All creditors or other persons having claims against the above debtor's will file the same with the undersigned within thirty days of this notice.

Dated at Montreal this 29th day October, 1953.

DAVID GROBSTEIN,
Liquidator.

Office: 10 St. James St. West,
Montreal, P. Q.
Tel. BE2697.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 24 septembre 1953.

M. Richard Earl Hopley, de la Gendarmerie Royale du Canada, à Port Chimo, commissaire *per dedimus potestatem*.

M. Pierre Jutras, membre du Barreau de la province et avocat pratiquant dans la ville de Victoriaville: juge municipal de la ville de Victoriaville, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 52.

Québec, le 15 octobre 1953.

M. Lindsay H. Place, de Beaurepaire, avocat, membre du Barreau de la province et pratiquant dans la cité de Montréal: juge municipal de la ville de Pointe-Claire, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 52.

35927-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointments:

Quebec, September 24, 1953.

Mr. Richard Earl Hopley, of the Royal Canadian Mounted Police, at Port Chimo: Commissioner *per dedimus potestatem*.

Mr. Pierre Jutras, member of the Bar of the Province and advocate practicing in the Town of Victoriaville: Municipal Judge of the Town of Victoriaville, with jurisdictions, powers, rights, prerogatives, duties attached to said office and to act as recorder with respect to the jurisdictions attributed to a recorder by the laws of the Parliament of Canada, pursuant to section 4 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52.

Quebec, October 15, 1953.

Mr. Lindsay H. Place, of Beaurepaire, advocate, member of the Bar of the Province and practicing in the City of Montreal: Municipal Judge, of the Town of Pointe-Claire, with the jurisdictions, powers, rights, prerogatives, duties attached to said office and to act as recorder with respect to the jurisdictions attributed to a recorder by the laws of the Parliament of Canada, pursuant to section 4 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52.

35927

Proclamations

Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamations

Province of Quebec

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huit novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-trois et de Notre règne le deuxième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,
35513-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty three and the second year of Our Reign.

By command.
ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery,
35513-37-10 at Quebec.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A toux ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING,

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité du canton de Whitton soit détaché et annexé à la municipalité du canton de Marston, dans le comté municipal de Frontenac;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité du canton de Whitton, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 septembre 1953, portant le numéro 1074, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Whitton comprenant, en référence au cadastre officiel du canton de Whitton, les lots 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65*a*, 65*b*, 66, 67, 68, 69 70, du rang II-S.O. et les lots 55*a*, 55*b*, 56, 57, 58, 59, 60 et 61 du rang III-S.-O. et dont les limites sont: *au nord-est*, la ligne séparative des rangs I-S.-O. et II-S.-O.; *au sud*, la ligne séparative des cantons de Whitton et de Marston; *au sud-ouest* la ligne séparative des rangs III-S.-O. et IV-S.-O.; *au nord-ouest*, la ligne séparant les lots 54*a* et 54*b* des lots 55*a* et 55*b* dans le rang III-S.-O. et la

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been submitted to Us requesting that a certain area of the municipality of the Township of Whitton be detached and annexed to the municipality of the Township of Marston, in the municipal county of Frontenac;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there shall remain in the municipality of the Township of Whitton after annexation, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated September 24, 1953, bearing number 1074, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

An area situated in the Township of Whitton comprising, with reference to the official cadastre of the Township of Whitton, lots 55, 56,57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65a, 65b, 66, 67, 68, 69, 70 of Range II-S-W, and lots 55a, 55b, 56, 57, 58, 59, 60 and 61 of Range III-S-W.; north-easterly, the dividing line of Ranges I-S-O and II-S-O; *to the south*, the dividing line of the townships of Whitton and Marston; *south-westerly*, the dividing line of Ranges III-S-W and IV-S-W; *north-westerly*, the line separating lots 54a and 54b from lots 55a and 55b in Range III-S-W,

ligne séparative des lots 54 et 55 dans le rang II-S.-O.;

lequel territoire ensemble avec les chemins, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité du canton de Whitton et sera annexé à la municipalité du canton de Marston, dans le comté municipal de Frontenac, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province.
35927-o JEAN BRUCHÉSI.

and the dividing line of lots 54 and 55 in Range II-S-W.; which territory, together with roads, streams or parts thereof, included within limits hereinabove described shall be detached from the municipality of the Township of Whitton and shall be annexed to the municipality of the Township of Marston, in the municipal county of Frontenac, which annexation shall take effect as from the first of January following the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, all of which pursuant to articles 35 and the following, of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of October in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-three, and in the second year of Our Reign.

By Command,
JEAN BRUCHÉSI,
35927 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Ste-Anne, N° 3322 des Chevaliers de Colomb", de Danville, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partit du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
ÉDOUARD GIGUÈRE.
Le Secrétaire Archiviste,
35934-o JEAN-PAUL BERNIER

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Parent, N° 2887 des Chevaliers de Colomb", de Parent, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

JULES DAUNAIS,
Grand Chevalier.
LÉO GAGNON,
35935-o Secrétaire Archiviste.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil St-Laurent, N° 3050 des Chevaliers de Colomb", de Ville St-Laurent, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Cheva-

Head Offices

OFFICIAL NOTICE

The "Council Ste-Anne, No. 3322 of the Knights of Columbus", of Danville, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

EDOUARD GIGUÈRE,
Grand Knight.
JEAN-PAUL BERNIER,
35934 Recording Secretary.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Parent, No. 2887, of the Knights of Columbus", of Parent, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a as from April 22, 1953.

JULES DAUNAIS,
Grand Knight.
LÉO GAGNON,
35935 Recording Secretary.

OFFICIAL NOTICE

The "Council St-Laurent, No. 3050 of the Knights of Columbus", of the town of St-Laurent, hereby gives notice that its corporate seat is situated at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of

liers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
SAMUEL DESJARDINS.
Le Secrétaire Archiviste,
35936-o GUY LEFORT.

AVIS OFFICIEL

Le Conseil Ville LaSalle, N° 3147 des Chevaliers de Colomb de Ville LaSalle 7710 Blvd. La Salle donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus infiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
GUSTAVE PILON.
Le Secrétaire Archiviste,
35937-o ROGER FONTAINE.

(P.G. 46847-53)

COMPAGNIE FRANCO-CANADIENNE DE LUXE
THE FRANCO-CANADIAN DE LUXE CO.

Avis est par les présentes donné que "Compagnie Franco-Canadienne de Luxe" "The Franco-Canandian de Luxe Co.", corporation légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 23ème jour de mars 1933, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, où ses bureaux étaient situés, jusqu'a ce jour, au numéro 2047 de la rue Victoria, a maintenant son siège social au numéro 483 ouest, rue Sherbrooke, cité de Montréal, district de Montréal.

Montréal, ce 27 octobre, 1953.

COMPAGNIE FRANCO-CANADIENNE DE LUXE,
THE FRANCO-CANADIAN DE LUXE CO.
Par le Président,
35938-o G. BARROT.

Province de Québec, district de Montréal

Avis est donné que la compagnie Garland Mining & Development Co., Ltd. (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes, de Québec, le 17 septembre 1953, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies Minières de Québec, ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 1121 ouest, rue Sherbrooke, à Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30 octobre 1953.

Le Secrétaire,
35946-o J. JACQUES BEAUCHEMIN.

Province de Québec, district de Québec

AVIS

Est donné que Laurentide Motels Limited, compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mars 1953, ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi ledit bureau au numéro 65 de la rue Ste-Anne, chambre 318.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

SAMUEL DESJARDINS,
Grand Knight.
GUY LEFORT,
35936 Recording-Secretary.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Ville LaSalle, No. 3147 of the Knights of Columbus", of Town of LaSalle, 7710, LaSalle Blvd., hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, Chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

GUSTAVE PILON,
Grand Knight.
ROGER FONTAINE,
35937 Recording-Secretary.

(A.G. 46847-53)

COMPAGNIE FRANCO-CANADIENNE DE LUXE
THE FRANCO-CANADIAN DE LUXE CO.

Notice is hereby given that "Compagnie Franco-Canadienne de Luxe" "The Franco-Canadian de Luxe Co.", company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on March the 23rd, 1933, and having its head office in Montreal, District of Montreal, where its office was situated, up to to-day, at 2047 Victoria Street, has moved it to 483 Sherbrooke Street West, City of Montreal, District of Montreal.

Montreal, this 27th day of October 1953.

COMPAGNIE FRANCO-CANADIENNE DE LUXE
THE FRANCO-CANADIAN DE LUXE CO.
G. BARROT,
35938-o President.

Province of Quebec, district of Montreal

Notice is hereby given that Garland Mining & Development Co., Ltd. (No Personal Liability) a Company incorporated by Quebec Letters Patent, the 17th September, 1953, under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established its head office in the said City of Montreal at No. 1121 Sherbrooke Street, West.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company, as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 30th day of October 1953.

J. JACQUES BEAUCHEMIN
35946-o Secretary.

Province of Quebec, district of Quebec

NOTICE

Is hereby given that Laurentide Motels Limited incorporated by letters patent dated March 6, 1953, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at 65 St. Ann Street, Suite 318, Quebec City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Donné à Québec, ce trente-et-unième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-trois.

Le Secrétaire,
35947-o JACQUES FLYNN.

Dated at Quebec, this 31st day of October 1953.

JACQUES FLYNN,
35947-o Secretary.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil La Sarre, No. 2598, des Chevaliers de Colomb", de La Sarre, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
R. COUSINEAU.
Le Secrétaire Archiviste,
35948-o PAUL DUMONT.

OFFICIAL NOTICE

The "Council, La Sarre, No. 2598 of the Knights of Columbus", of La Sarre, hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned adress and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

R. COUSINEAU,
Grand Knight.
PAUL DUMONT,
35948 Recording-Secretary.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Basler Hotel Inc.", une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25 novembre 1952, a établi sa principale place d'affaires pour la province de Québec dans le village de Morin Heights, dans le comté d'Argenteuil.

Daté à Morin Heights, ce 28e jour de septembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
35976 A. BASLER.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

NOTICE

Notice is hereby given that "Basler Hotel Inc.," a Company incorporated under the First part of the Quebec Companies' Act, on the 25th of November 1952, has established its chief place of business for the Province of Quebec in the village of Morin Heights, in the County of Argenteuil.

Dated in Morin Heights, this 28th day of September 1953.

A. BASLER,
35976-o Secretary-Treasurer.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Lafontaine, N° 1356 des Chevaliers de Colomb", de Montréal, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant lesChevaliers liers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
ALFRED DEXTRAZE
Le Secrétaire Archiviste,
35973-o LIGUORI VAILLANCOURT.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Lafontaine, No. 1356, of the Knights of Columbus", of Montreal, hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth 11, Chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

ALFRED DEXTRAZE.
Grand Knight.
LIGUORI VAILLANCOURT,
35973 Recording-Secretary.

(Sec. P. 2095-39)
THE SAFETY CAR HEATING & LIGHTING CO., INC.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Safety Car Heating & Lighting Co., Inc.", autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, a transporté son bureau principal dans la province de Québec, de 620 rue Versailles, cité de Montréal, à 5485 ouest, rue Notre-Dame, dans ladite cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 29e jour d'octobre 1953.

Les Procureurs de la compagnie,
35988 HYDE & AHERN.

(P. Sec. 2095-39)
THE SAFETY CAR HEATING & LINGTING CO., INC.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS

Notice is hereby given that The Safety Car Heating & Lignting Co., Inc. authorized to carry on business in the Province of Quebec has moved its principal office in the Province of Quebec from 620 Versailles Street, in the City of Montreal, to 5485 Notre Dame Street West, in the said City of Montreal.

Dated at Montreal this 29th day of October, 1953.

HYDE & AHERN,
35988-o Solicitors for the Company.

(Sec. P. 2096-39)
PINTSCH COMPRESSING CORPORATION

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Pintsch Compressing Corporation",

P. Sec. 2096-39)
PINTSCH COMPRESSING CORPORATION

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS

Notice is hereby given that Pintsch Compressing Corporation authorized to carry on business

autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, a transporté son bureau principal dans la province de Québec, de 635 rue Lusignan, cité de Montréal à 5495 ouest, rue Notre-Dame, en ladite cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 29e jour d'octobre 1953.

Les Procureurs de la compagnie,
35987 HYDE & AHERN.

(P.G. 41001-53)

MOULIN A SCIE BLAIN INC.

Règlement transportant le siège social de la compagnie de Montréal à Lacolle, P.Q.

Que le siège social de la compagnie soit transporté à Lacolle, Québec.

Certifié vraie copie du règlement décrété par les directeurs de la compagnie le 16 septembre 1953, et confirmé à l'unanimité lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée pour le considérer en date du 16 septembre 1953.

Le Secrétaire,
35992 LEONARD RUDY.

(P.G. 7445-50)

CANAPRO LTD.

Règlement N° 6
(changeant le siège social de la compagnie ci-haut mentionnée de Québec à Montréal)

L'article 1 du règlement N° 1 de cette compagnie est abrogé et remplacé comme suit:

Article 1
Bureau-chef

Le bureau-chef de cette compagnie est établi en la cité de Montréal, Province de Québec, ou à tout autre endroit de ladite province que les directeurs de cette compagnie pourront choisir de temps à autre.

Statué ce 27e jour d'octobre 1953 et marqué du sceau de la compagnie.

Le Président,
MARGARET MCQUAID.
Le Secrétaire,
35995-o JULES FRÉMONT.

in the Province of Quebec has moved his principal office in the Province of Quebec from 635 Lusignan Street, in the City of Montreal, to 5495 Notre Dame Street West, in the said City of Montreal.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1953.

HYDE & AHERN,
35987-o Solicitors for the Company.

(A.G. 41001-53)

MOULIN A SCIE BLAIN INC.

By-Law changing Head Office of the Company, from Montreal to Lacolle, P.Q.

That the Head Office of the Company be changed to Lacolle, Quebec.

Certified true copy of By-law enacted by the Directors of the Company on 16th September 1953 and unanimously confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders called for considering the same on 16th September, 1953.

LEONARD RUDY,
35992-o Secretary.

(A.G. 7445-50)

CANAPRO LTD.

By-Law No. 6
(transferring the head office of the above-mentioned Company from Quebec to Montreal)

Article 1 of company's by-law No. 1 is repealed and replaced as follows:

Article 1
Head Office

The head office of this Company is established in the City of Montreal, Province of Quebec, or in any other locality of the said Province of Quebec, the choice of which may may be made, from time to time, by the directors of said Company.

Enacted this 27th day of October 1953 and the Company's seal affixed thereon.

MARGARET MCQUAID,
President.
JULES FRÉMONT,
35995 Secretary.

Soumissions

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE STE-ADÈLE
(Comté de Terrebonne)

Dans l'avis paru le 31 octobre 1953, à la page 3248, on est prié de noter que l'octroi est payable de 1954 à 1959 inclusivement.
35927-x-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ D'IBERVILLE
(Comté d'Iberville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné,

Tenders

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF STE-ADÈLE
(County of Terrebonne)

In the notice which appeared October 31st, 1953, at page 3248, please note that the grant is payable from 1954 to 1959 inclusively.
35927-x-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMINSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF IBERVILLE
(County of Ibervlile)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. R. Courtemanche,

J.-R. Courtemanche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 97 1ère rue, Iberville (Iberville) jusqu'à 7.30 heures p.m., jeudi, le 26 novembre 1953, pour l'achat de $276,000 d'obligations des commissiares d'écoles pour la municipalité d'Iberville, comté d'Iberville, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $276,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1954	x$18,500.00
1er décembre 1955	x 19,500.00
1er décembre 1956	x 20,500.00
1er décembre 1957	x 21,000.00
1er décembre 1959	x 22,000.00
1er décembre 1959	x 23,000.00
1er décembre 1960	x 24,000.00
1er décembre 1961	x 25,000.00
1er décembre 1962	6,500.00
1er décembre 1963	7,000.00
1er décembre 1964	7,000.00
1er décembre 1965	7,500.00
1er décembre 1966	8,000.00
1er décembre 1967	8,500.00
1er décembre 1968	8,500.00
1er décembre 1969	9,000.00
1er décembre 1970	9,500.00
1er décembre 1971	10,000.00
1er décembre 1972	10,500.00
1er décembre 1973	10,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $158,250, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de $19,781.25 chacun, de 1954 à1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville, Cté Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Iberville, Cté Iberville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 26 novembre 1953, à 7.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Iberville, Cté Iberville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Iberville, (Comté de Iberville), ce 5 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. COURTEMANCHE.

Hôtel de Ville 97, 1ère rue,
Iberville, (Cté Iberville), P.Q. 35994-o

secretary-treasurer, Town Hall, 97 1st Street, Iberville (Iberville), until 7:30 o'clock p.m., Thursday, November 26, 1953, for the purchase of an issue of $276,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Iberville, Cty. Iberville dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $276,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st 1954	x$18,500.00
December 1st 1955	x 19,500.00
December 1st 1956	x 20,500.00
December 1st 1957	x 21,000.00
December 1st 1958	c 22,000.00
December 1st 1959	x 23,000.00
December 1st 1960	x 24,000.00
December 1st 1961	x 25,000.00
December 1st 1952	6,500.00
December 1st 1963	7,000.00
December 1st 1964	7,000.00
December 1st 1965	7,500.00
December 1st 1966	8,000.00
December 1st 1967	8,500.00
December 1st 1968	8,500.00
December 1st 1969	9,000.00
December 1st 1970	9,500.00
December 1st 1971	10,000.00
December 1st 1972	10,500.00
December 1st 1973	10,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total of $158,250.00 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of $19,781.25, each, from 1954 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Iberville, county of Iberville.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Iberville, Cty. Iberville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, November 26, 1953, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, Iberville, Cty Iberville.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Iberville, (County of Iberville) this November 5, 1953.

J. R. COURTEMANCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 97 1st Street,
Iberville, (Cty Iberville), P.Q. 25994

Province de Québec

VILLAGE DE CAP-CHAT
(Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Sylva Côté, secrétaire-trésorier, Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 novembre 1953, pour l'achat de $45,000.00 d'obligations du village de Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut vaier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $45,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1954	$500.00
1er décembre 1955	500.00
1er décembre 1956	500.00
1er décembre 1957	1,000.00
1er décembre 1958	1,000.00
1er décembre 1959	1,000.00
1er décembre 1960	1,000.00
1er décembre 1961	1,000.00
1er décembre 1962	1,000.00
1er décembre 1963	1,000.00
1er décembre 1964	1,000.00
1er décembre 1965	1,000.00
1er décembre 1966	1,000.00
1er décembre 1967	1,000.00
1er décembre 1968	32,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les olbigations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-Chat, Comté Gaspé-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 novembre 1953, à 8 heures p.m., en la salle municipale de Cap-Chat, Comté Gaspé-Nord.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-Chat, (Comté de Gaspé-Nord), ce 2 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
SYLVA COTÉ.

Cap-Chat,
(Gaspé-Nord), P.Q. 35970-o

Province of Quebec

VILLAGE OF CAP-CHAT
(County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Sylva Côté, secretary-treasurer, Cap-Chat, County of Gaspé-North, until 8 o'clock p.m., Monday, November 23, 1953, for the purchase of an issue of $45,000.00 of bonds of the Village of Cap-Chat, County Gaspé-North dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $45,000.00 — 15 years.

Year	*Capital*
December 1st 1954	$500.00
December 1st 1955	500.00
December 1st 1956	500.00
December 1st 1957	1,000.00
December 1st 1958	1,000.00
December 1st 1959	1,000.00
December 1st 1960	1,000.00
December 1st 1961	1,000.00
December 1st 1962	1,000.00
December 1st 1963	1,000.00
December 1st 1964	1,000.00
December 1st 1965	1,000.00
December 1st 1966	1,000.00
December 1st 1967	1,000.00
December 1st 1968	32,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-Chat, County Gaspé-North.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be reddeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday November 23, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall of Cap-Chat, Gaspé-North County.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-Chat, (County of Gaspé-North) this November 2, 1953.

SYLVA COTÉ,
Secretary-Treasurer.

Cap-Chat,
(Gaspé-North), P.Q.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André-A. Ross, secrétaire-trésorier, 287, rue St-Germain, Rimouski, Comté Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 novembre 1953, pour l'achat de $135,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de St-Germain-de-Rimouski (Rimouski), datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $135,000.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er novembre 1954	x	$10,000.00
1er novembre 1955	x	10,500.00
1er novembre 1956	x	11,000.00
1er novembre 1957	x	11,500.00
1er novembre 1958	x	12,500.00
1er novembre 1959		3,500.00
1er novembre 1960		4,000.00
1er novembre 1961		4,000.00
1er novembre 1962		4,500.00
1er novembre 1963		4,500.00
1er novembre 1964		4,500.00
1er novembre 1965		5,000.00
1er novembre 1966		5,000.00
1er novembre 1967		5,500.00
1er novembre 1968		5,500.00
1er novembre 1969		6,000.00
1er novembre 1970		6,500.00
1er novembre 1971		6,500.00
1er novembre 1972		7,000.00
1er novembre 1973		7,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $46,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $9,200 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, Cté Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rimouski, Cté Rimouski.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnés d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt er devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 novembre 1953, à 8 heures

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ST. GERMAIN DE-RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André-A. Ross, Secretary-Treasurer, 287 St. Germain Street, Rimouski, County of Rimouski, until 8 o'clock P.M., Tuesday, November 24th, 1953, for the purchase of an issue of $135,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of St. Germain-de-Rimouski (Rimouski), dated November 1st, 1953, and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate non less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $135,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
November 1st, 1954	x	$10,000.00
November 1st, 1955	x	10,500.00
November 1st, 1956	x	11,000.00
November 1st, 1957	x	11,500.00
November 1st, 1958	x	12,500.00
November 1st, 1959		3,500.00
November 1st, 1960		4,000.00
November 1st, 1961		4,000.00
November 1st, 1962		4,500.00
November 1st, 1963		4,500.00
November 1st, 1964		4,500.00
November 1st, 1965		5,000.00
November 1st, 1966		5,000.00
November 1st, 1967		5,500.00
November 1st, 1968		5,500.00
November 1st, 1969		6,000.00
November 1st, 1970		6,500.00
November 1st, 1971		6,500.00
November 1st, 1972		7,000.00
November 1st, 1973		7,500.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of $46,000, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $9,200 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, County Rimouski.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan psocedure at Montreal, Quebec or Rimouski, County of Rimouski.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday November 24th, 1953, at 8

p.m., à l'Hôtel de Ville, Rimouski, Comté Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 3 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ-A. ROSS,
287, rue St-Germain, Rimouski,
(Comté Rimouski), P. Q. 35969-o

o'clock P. M., at the City Hall, Rimouski, County Rimouski.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski), this 3rd of November, 1953.

ANDRÉ-A. ROSS,
Secretary-Treasurer,
287 St-Germain Street, Rimouski,
(County Rimouski), P. Q. 35969-o

(Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-FOY
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-H. Duguay, secrétaire-trésorier, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 novembre 1953, pour l'achat de $232,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut vaier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $232,500.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1954	x $33,500.00
1er novembre 1955	x 35,500.00
1er novembre 1956	x 36,500.00
1er novembre 1957	5,500.00
1er novembre 1958	5,500.00
1er novembre 1959	5,500.00
1erfnovembre 1960	5,500.00
1er novembre 1961	6,000.00
1er novembre 1962	6,500.00
1er novembre 1963	6,500.00
1er novembre 1964	7,000.00
1er novembre 1965	7,500.00
1er novembre 1966	7,500.00
1er novembre 1967	8,000.00
1er novembre 1968	8,000.00
1er novembre 1969	9,000.00
1er novembre 1970	9,000.00
1er novembre 1971	10,000.00
1er novembre 1972	10,000.00
1er novembre 1973	10,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $100,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements, dont le premeir de $33,333.36 et les deux autres de $33,333.32 chacun, de 1954 à 1956 inclusivement, seront reçues et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy, Comté Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Foy, Comté Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-FOY
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. H. Duguay, secretary-treasurer, St-Foy, Quebec County, until 8 o'clock p.m., Monday, November, 23, 1953, for the purchase of an issue of $232,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St-Foy, Quebec County dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $232,500.00 — 20 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1954	x $33,500.00
November 1st, 1955	x 35,500.00
November 1st, 1956	x 36,500.00
November 1st, 1957	5,500.00
November 1st, 1958	5,500.00
November 1st, 1959	5,500.00
November 1st, 1960	5,500.00
November 1st, 1961	6,000.00
November 1st, 1962	6,500.00
November 1st, 1963	6,500.00
November 1st, 1964	7,000.00
November 1sr, 1965	7,500.00
November 1st, 1966	7,500.00
November 1st, 1967	8,000.00
November 1st, 1968	8,000.00
November 1st, 1969	9,000.00
November 1st, 1970	9,000.00
November 1st, 1971	10,000.00
November 1st, 1972	10,000.00
November 1st, 1973	10,000.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of $100,000.00, granted by the Provincial Secretary, and payable in three instalments, the first of which is 33,333.36 and the two others of $33,333.32 each, from 1954 to 1956 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Quebec or at St-Foy, Quebec Comunty.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montréal, Qnebec or at St-Foy, Quebec County.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 novembre 1953, à 8 heures p.m., à l'École Centrale, rue Berthiaume, Ste-Foy, Comté Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 2 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-H. DUGUAY.

Ste-Foy,
(Comté Québec), P.Q. 35972-o

Province de Québec

VILLAGE DE DANVILLE
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Gilles Geoffroy, secrétaire-trésorier, C. P. 518, Danville, Comté Richmond, jusqu'à 7 heures 30 p.m., mercredi, le 25 novembre 1953 pour l'achat de $85,000.00 d'obligations du village de Danville, comté de Richmond, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $85,000.00 — 12 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1954.	$5,500.00
1er décembre 1955.	6,000.00
1er décembre 1956.	5,000.00
1er décembre 1957.	6,000.00
1er décembre 1958.	7,000.00
1er décembre 1959.	7,000.00
1er décembre 1960.	7,500.00
1er décembre 1961.	8,000.00
1er décembre 1962.	8,000.00
1er décembre 1963.	8,000.00
1er décembre 1964.	8,000.00
1er décembre 1965.	8,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Danville, Comté Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Danville, Comté Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 23, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Central School, Berthiaume Street, St-Foy, Quebec County.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Foy (County of Quebec) this November 2, 1953.

J. H. DUGUAY,
Secretary-Treasurer.

St-Foy,
(Quebec County), P.Q.

Province of Quebec

VILLAGE OF DANVILLE
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. Gilles Geoffroy, secretary-treasurer, P. O. 518, Danville, County Richmond, until 7.30 o'clock P. M., Wednesday, November 25, 1953, for the purchase of an issue of $85,000.00 of bonds of the Village of Danville, County of Richmond, dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st 1965 inclusively, with interest at a rate not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $85,000.00 — 12 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1954.	$5,500.00
December 1st, 1955.	6,000.00
December 1st, 1956.	6,000.00
December 1st, 1957.	6,000.00
December 1st, 1958.	7,000.00
December 1st, 1959.	7,000.00
December 1st, 1960.	7,500.00
December 1st, 1961.	8,000.00
December 1st, 1962.	8,000.00
December 1st, 1963.	8,000.00
December 1st, 1964.	8,000.00
December 1st, 1965.	8,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Danville, County Richmond..

Capital and iuterest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Danville, County Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 novembre 1953, à 7 heures 30, p.m. en la salle du conseil, Danville, Comté Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des oumissions.

Danville, (Comté de Richmond), ce 2 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-GILLES GEOFFROY,

C. P. 518, Danville,
(Comté Richmond), P. Q. 35971-o

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES
Emprunt de $873,000.00

Avis est par les présentes donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au 23e jour de novembre 1953, à huit heures p.m., au bureau du Greffier de la cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations de la cité des Trois-Rivières" pour l'achat de HUIT CENT SOIXANTE-ET-TREIZE MILLE DOLLARS ($873,000.00) d'obligations, émises en vertu des règlements Nos 138, 140, 142, 143, 145, 146, 184 et 190, datées du 1er novembre 1953, remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1969.

Des prix séparés seront considérés pour chacune des modalités suivantes de rachat par anticipation:

Mais les soumissionnaires, s'ils ne sont pas obligés de faire des offres pour les deux modalités, devront désigner la modalité pour laquelle ils font une offre, et l'émission sera adjugée au plus bas loyer de l'argent, quelle que soit la modalité choisie.

a) Rachat à la valeur au pair du capital des obligations à chaque échéance de coupons d'intérêt;

b) Rachat à prime si effectué au cours de chacune des périodes suivantes:

1° De 1954 à 1958 incl. à 102.00% du capital des obligations;

2° De 1959 à 1963 incl. à 101.00% du capital des obligations;

3° De 1964 à 1968 incl. à 100.50% du capital des obligations;

4° En 1969 à 100.00% du capital des obligations.

Les susdites obligations porteront intérêt aux taux de 4%, l'an pour les années 1954 à 1958 inclusivement, de 4¼% l'an pour les années 1959 à 1963 inclusivement, de 4½% l'an pour les années 1964 à 1969 inclusivement. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er novembre et le 1er mai de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans les règlements dans les cités des Trois-Rivières, de Montréal, de Québec ou de Toronto.

Les obligations seront disponibles pour livraison le ou vers le 15 décembre 1953, et seront payables au porteur ou au détenteur enrégistré.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $873,000.00 — 16 ans

Années des échéances	*Capital remboursable*
1er novembre 1954.....	$ 29,000.00

to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, November 25, 1953, at 7.30 o'clock P.M., at the Council Hall, Danville, County of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Danville, (County of Richmond) this November 2, 1953.

J. GILLES GEOFFROY,
Secretary-Treasurer.

P. O. Box 518, Danville,
County Richmond), P. Q. 35971

CITY OF TROIS-RIVIÈRES
Loan of $873,000.00

Notice is hereby given that the Council of the city of Trois-Rivières will receive until November 23rd 1953, at eight o'clock p.m., at the Office of the City Clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for city of Trois-Rivières Bonds", for the purchase of city of Trois-Rivières Bonds, amounting to EIGHT HUNDRED AND SEVENTY THREE THOUSAND DOLLARS ($873,000.00), issued under By-Laws Nos 138, 140, 142, 143, 145, 146, 184 and 190, dated 1st November 1953 and redeemable serially from 1st November 1954 to 1st November 1969 inclusively.

Separate prices will be considered for any of the two following forms of anticipated redemption:

But the bidders, if they are not bound to make offers for the two forms, must indicate the form for which their offer stands, and the issue will be awarded at the lowest cost of money whichever form chosen.

a) Redeemed at par value of bonds principal at each interest coupons maturity date;

b) Redeemed at premiums shown hereafter if redeemed during any of the following periods:

1. From 1954 to 1958 incl. at 102.00% of bond principal;

2. From 1959 to 1963 incl. at 101.00% of bond principal;

3. From 1964 to 1968 incl. at 100.50% of bond principal;

4. In 1969 at 100.00% of bond principal.

The bonds will bear interest at the rate of 4% from 1954 to 1958 inclusively, at the rate of 4¼% from 1959 to 1963 inclusively, at the rate of 4½% from 1964 to 1969 inclusively. The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year. Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan By-Laws in the cities of Trois-Rivières, Montreal, Quebec or Toronto.

The bonds will be ready for delivery on or about the 15th December 1953, and will be payable to bearer or to registered holder.

The Table of Amortization is as follows:

Table of Amortization — $873,000.00 — 16 years

Maturing years	*Capital redeemed*
November 1st, 1954.....	$ 29,000.00

1er novembre 1955	32,000.00
1er novembre 1956	33,000.00
1er novembre 1957	33,000.00
1er novembre 1958	35,000.00
1er novembre 1959	36,000.00
1er novembre 1960	32,000.00
1er novembre 1961	32,000.00
1er novembre 1962	34,000.00
1er novembre 1963	34,000.00
1er novembre 1964	36,000.00
1er novembre 1965	39,000.00
1er novembre 1966	39,000.00
1er novembre 1967	39,000.00
1er mai 1968	3,000.00
1er novembre 1968	39,000.00
1er mai 1969	15,000.00
1er novembre 1969	333,000.00
	$873,000.00

November 1st, 1955	32,000.00
November 1st, 1956	33,000.00
November 1st, 1957	33,000.00
November 1st, 1958	35,000.00
November 1st, 1959	36,000.00
November 1st, 1960	32,000.00
November 1st, 1961	32,000.00
November 1st, 1962	34,000.00
November 1st, 1963	34,000.00
November 1st, 1964	36,000.00
November 1st, 1965	39,000.00
November 1st, 1966	39,000.00
November 1st, 1967	39,000.00
May 1st, 1968	3,000.00
November 1st, 1968	39,000.00
May 1st, 1969	15,000.00
November 1st, 1969	333,000.00
	$873,000.00

Les obligations pourront en vertu du chapitre 212 des statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt, au pair, ou, si le Conseil le juge à propos, dans la proportion ci-après indiquée du capital des obligations, selon que le rachat s'effectuera au cours de chacune des périodes suivantes:

A – A 102.00% de 1954 à 1958 incl.;
B – A 101.00% de 1959 à 1963 incl.;
C – A 100.50% de 1964 à 1968 incl.;
D – A 100.00% en 1969.

Cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à la séance du Conseil qui sera tenue le 23 novembre 1953, à 8 heures du soir.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations au moment de leur livraison devra s'ajouter au prix offert.

La cité des Trois-Rivières se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières,
Qué., le 7 novembre 1953. 35993-o

The Bonds may be issued under the authority of Chapter 212, revised statutes of Quebec, 1941, and subject to redemption, in whole or in part, on any interest maturity date, at par, or, if the Council considers it convenient, in the following percentages of the principal amount if redeemed within any of the periods hereafter stated:

A – At 102.00% from 1954 to 1958 incl.;
B – At 101.00% from 1959 to 1963 incl.;
C – At 100.50% from 1964 to 1968 incl.;
D – At 100.00% in 1969.

However in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be opened at the meeting of the Council to be held on November 23rd 1953, at eight o'clock p.m.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the city of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds, at the time of their delivery must be added to the price offered.

The city of Trois-Rivières does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

City Hall, Trois-Rivières,
Que., November 7th, 1953. 35993-o

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 18 novembre 1953, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 6 octobre 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du service des Postes & Bagages,
35714-41-6-o J. E. TWEEDY.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of November 1952, and still remaining unclaimed in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, November 18th, 1953, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, October 6th, 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
J. E. TWEEDY,
35714-41-6-o Manager, Mail and baggage trafic.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le cinquième jour de novembre 1953, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 25 septembre 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
Le Surintendant,
G. E. BEGLEY.

35654-40-6

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at differvat points in the Province of New Brunswick, Noen Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the fifth day of November, 1953, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., September 25th, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

35654-40-6-o

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 193 (1952), Cour Supérieure, en faillite, In re: Joseph Ernest Hénault, failli; et J. Paul Vermette, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du régistraire de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 18 juin 1953, sera vendu par encan public, avec l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de de Drummondville, le MARDI, le PREMIER jour de DÉCEMBRE 1953, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné.

"Description : Une terre située à Canton Grantham (Drummondville) composée des numéros suivants:

Une terre désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, comme étant le lot numéro trois cent trente-sept (ptie 337); à distraire cependant du dit lot l'emplacement vendu à la Commission Scolaire de Grantham-ouest, la partie vendue à Armand Mailhot par contrat enregistré sous le N° 97882-B103, la partie vendue à Léonard Marcil par acte enregistré sous le N° 100889, la partie vendue à Monsieur Goulet, enregistré sous le N° 103012 et les parties subdivisées portant les numéros un à vingt-six du même lot."

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
J. PAUL VERMETTE.

57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

35817-43-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 193 (1952), Superior Court in Bankruptcy, In re: Joseph Ernest Hénault, bankrupt; and J. Paul Vermette, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the registrar of the Bankruptcy Court, district of Montreal, rendered under date of June the 18th 1953, will be sold by public auction, with the effect of a sheriff's sale, at the door of the parish church of Drummondville, on TUESDAY, the FIRST day of DECEMBER 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereinafter designed:

Designation: A piece of land situated in the Canton of Grantham (Drummondville) and described as follows:

An emplacement described at the plan and book of reference of the Canton of Grantham as part of the lot number three hundred and thirty seven (part 337); distract being made of the said lot of an emplacement sold to the Commission Scolaire of Grantham west, a part sold to Armand Mailhot by a deed of sale registered under the No. 97882-B103, a part sold to Léonard Marcil by deed registered under No. 100889, a part sold to Mister Goulet by deed registered under No. 103012 and subdivided parts bearing the numbers one to twenty-six of the same lot."

For conditions of sale and other informations apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

57 St. James St. West,
Montreal.

35817-43-2-o

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Avis public est par les présentes donné, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi, (heure normale), le MARDI, PREMIER DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-trois, (1er

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF POINTE CLAIRE

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Town Hall, Town of Pointe Claire, on TUESDAY, DECEMBER FIRST, nineteen hundred and fifty-three (De-

décembre 1953), en la Salle de l'Hôtel de Ville, Pointe-Claire, P. Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente au Bureau du Secrétaire-Trésorier de la Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, P. Q.

cember 1st, 1953), at TEN o'clock in the morning (Standard Time), for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the Office of the Secretary-Treasurer of the Town, 293 Lakeshore Road, Pointe Claire, P. Q.

Cadastre de la Paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the Parish of Pointe Claire

Noms des Propriétaires — Names of Proprietors	Nos. de Cadastre — Cadastre Numbers	Taxes totales & intérêts — Total taxes & Interests
1. Ewing, S.W. & G. B.,	50-11	$ 22.28
do	"-12	456.34
2. Ewing, Gordon B.,	"-10	509.20
Ewing, S. W. & G. B.,	"-185	276.24
do	"-186	179.57
do	"-187	461.00

Donné en la ville de Pointe-Claire, P. Q., ce 30ième jour d'octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) R. LABROSSE,

35959-45-2-o

Given at the town of Pointe Claire, P. Q., this 30th day of October 1953.

(Signed) R. LABROSSE,
Secretary-Treasurer.

35959-45-2-o

Province de Québec

CITÉ DE ST. LAMBERT

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Clarence F. Potter, secrétaire-trésorier, de la cité de St-Lambert, comté de Chambly, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la cité de St-Lambert, à l'Hôtel de Ville, au lieu ordinaire des séances de ce conseil, LUNDI, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures du matin (H.N.) pour le montant des taxes municipales et scolaires dues sur iceux avec les frais, à moins que lesdites taxes et frais ne soient payés avant le moment de la vente.

Province of Quebec

CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given by the undersigned, Clarence F. Potter, Secretary-Treasurer of the City of St. Lambert, County of Chambly, that the immoveables hereinafter described, will be sold by Public Auction in the City of St. Lambert, in the City Hall, at the ordinary place of sittings of this Council, MONDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, nineteen hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the morning (E.S.T.) for the amount of the Municipal and School taxes due thereon together with costs, unless the same be paid with costs before the sale:

Nom — Name	Location	Cadastre	Subdivision	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Barbeau, Camille	357 Ave. Oak.	162	1632-1633 N.W. ½-1634	$326.47	$ 63.20	$389.67
Description: La partie Nord-Ouest moitié du lot N° 162-1634 mesurant douze pieds et demi de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur et borné en front par l'Avenue Oak, a l'arrière par le lot N° 162-1615 et sur un côté par le lot N° 162-1633 et sur l'autre côté par le résidu dudit lot N° 162-1634.			*Description:* The North-West half of lot No. 162-1634, measuring twelve and one half feet in width by eighty-five feet in depth, bounded in front by Oak Avenue, in rear by 162-1615 and on one side by lot No. 162-1633 amd on the other side by the residue of lot No. 162-1634.			
Carter, Philip L.	345 Mercille A	162	S.E. ½-85	324.49	285.53	610.02
Description: La partie sud-est moitié du lot N° 162-85, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds et quinze pouces de profondeur, et borné au front par l'Avenue Mercille, en arrière par le lot N° 162-84 et sur un côté par le lot N° 162-87 et sur l'autre côté par le résidu dudit lot N° 162-85.			*Description:* The South-East half of lot No. 162-85, measuring twenty-five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, bounded in front by Mercille Ave., in rear by lot No. 162-84, and on one side by lot No. 162-87 and on the other side by the residue of lot No. 162-85.			
Chaput, Marcel	235 Union Blv.	260	S.E. pt. 182-183	559.69	129.39	689.08
Description: La partie sud-est partie du lot N° 260-182, mesurant trente pieds de largeur par cent trois pieds de profondeur, et borné au front par le Blvd. Union, à l'arrière par le lot N° 260-200, sur un côté par le lot N° 260-183 et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 260-182 avec les bâtisses érigées.			*Description:* The South East part of lot No. 260-182, measuring thirty feet in width by one hundred and three feet in depth and bounded in front by Union Blvd., in rear by lot No. 260-200, on one side by lot No. 260-183 and on the other side by the residue of lot No. 260-182, with building thereon.			

Nom — Names	Location	Cadastre	Subdivision	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Dubreuil, Mme G.	111 Logan St.	162	2593	524.25	39.25	563.50
Est. Marson, S.C.	Bolton Ave.	264	153	60.99	4.51	65.50$
Falle, G. L.	327 Riverside Drive	164	3			
		165	2	374.62	95.58	470.20
Hutchins, Mrs. F. F.	Gavendish Ave	273	381-382	40.71	75.31	116.02
Martin, A. B.	435 Green St.	161	S.W. pt. 1594a 1595a	339.44	282.42	621.86

Description: La partie sud-ouest partie du lot N° 161-1594a, mesurant treize pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur et borné au front par la rue Green, à l'arrière par le lot N° 161-1617, et sur un côté par le lot N° 161-1595a et de l'autre côté par le lot N° 161-1594a, avec les édifices érigés.

Description: The South-West part of lot No. 161-1594a, measuring thirteen feet in width by Ninety-eight feet in depth and bounded in front by Green Street in rear by lot No. 161-1617, and on one side by lot No. 161-1595a and on the other side by the residue of lot No. 161-1594a, with building thereon.

Miller, M. McG.	393 Mercille A.	162	Pt. 2590	302.90	169.09	471.99

Description: La partie sud-est partie du lot N° 162-2590 mesurant quarante-huit pieds et demi de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, et borné au front par l'avenue Mercille, à l'arrière par le lot N° 162-2588 et sur un côté par le lot N° 162-2589 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 162-2590.

Description: The South-East part of lot No. 162-2590, measuring forty-eight and one half feet in width by seventy-five feet in depth, and bounded in front by Mercille Avenue, in rear by lot No. 162-2588 and on one side by lot No. 162-2589 and on the other side by the residue of lot No. 162-2590.

McCuaig, L. A.	306 Putney A.	161	355-356	356.19	361.96	718.15
Prefontaine, J. N.	Rivermere Rd.	262	85	173.61	21.12	194.73
Robinson, A. M.	Cadillac Ave.	161	2179-2180	50.15	68.62	118.77
Stephenson, C. L.	336 Birch Ave.	162	1330-1331	510.68	410.47	921.15
Veilleux, Marcel	365 Putney A.	161	1020-1021 NE. pt. 1022	351.81	148.21	500.02

Description: La partie nord-est, partie du lot N° 161-1022 mesurant quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, et borné au front par l'Avenue Putney, à l'arrière par le lot N° 161-372, et sur un côté par le lot N° 161-1021 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 161-1022.

Description: The North-East part of lot No. 161-1022, measuring four feet in width by ninety- four feet in depth, and bounded in front by Putney Avenue, in rear by lot No. 161-372, and on one side by lot No. 161-1021 and on the other side by the residue of lot No. 161-1022.

Walker, G. D.	Dominion Bl.	273	356	20.96	28.60	49.56
Walker, W.	527 Logan St.	161	423-424-425	508.52	97.33	605.85
Zenchik, Peter	50 Macaulay ave.	261	70-71-NW pt. 72	504.09	94.09	598.18

Description: La partie nord-ouest, partie du lot N° 361-72 mesurant dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et borné au front par l'Avenue Macauly, à l'arrière par une ruelle commune portant le N° 261-80, sur un côté par le lot N° 162-71 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 162-72, avec bâtisse.

Description: The North-West part of lot No. 261-72, measuring ten feet in width by one hundred feet in depth and bounded in front by Macaulay Avenue, in rear by a common lane bearing No. 261-80 on one side by lot No. 162-71 and on the other side by the residue of lot No. 162-72 with building thereon.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, et situés dans la cité de St-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, le deuxième jour de novembre mil neuf cent cinquante-trois.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
35977-45-2-0 C. F. POTTER.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this Second day of November, nineteen fifty-three.

(Seal) C. F. POTTER,
35977-45-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 4293. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur; vs LEONIDAS FORAND, de Roxton Falls, Co. Shefford, défendeur; et PHIL. A. JOLIN, Syndic, de Granby, Co. Shefford, mis-en-cause.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 4293. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff; vs LÉONIDAS FORAND, of Roxton Falls, city of Shefford, defendant; and, PHIL A. JOLIN, trustee, of Granby, County of Shefford, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

1° Une ferme située dans le sixième rang du canton de Roxton, contenant soixante arpents de terre en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Roxton sous le lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285) avec les bâtisses y érigées;

2° Une autre ferme située sur le cinquième rang dudit canton de Roxton (Shefford) contenant trente-et-un arpents de terre en superficie, plus ou moins, et mesurant un arpent et quart de largeur par vingt-six arpents de profondeur et borné comme suit: En front par le chemin du cinquième rang du canton de Roxton, en arrière ou en profondeur par la propriété de Rodolphe Côté, du côté est par la terre de Maurice Saint-Onge, et du côté Ouest par celle de Dame Veuve Wellie Giard; cette terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Roxton comme étant la partie ouest dudit lot numéro deux cent dix-sept (217) avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église catholique, Saint-Jean Baptiste, à Roxton Falls, comté de Shefford, le mercredi NEUF DÉCEMBRE, 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice, le 30 octobre 1953.
35955-35-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 275575. { ROLLAND BASTIEN, demandeur, vs ALBERT GAUTHIER, défendeur.

Un emplacement situé sur le coin sud-ouest des rues Lévis et Joliet, en la ville de Montréal-Sud, connu et désigné comme étant la subdivision 178 du lot originaire du lot N° 155 (155-178) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant 50 pieds de largeur par 127 en profondeur, avec toutes les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 742 de la rue Joliet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St. Georges de Montréal-Sud, le VINGT NOVEMBRE 1953, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 10 octobre 1953 35752-42-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour de Magistrat — District de Québec

Québec, à savoir: N° 163847. { JOS. MORNEAU INC., corporation légale ayant son siège social, à Charlesbourg,

comté de Québec; contre MARCEL LEVEILLÉ, de Charlesbourg et AURELE LECLERC, régistrateur, pour le district de Québec.

Partie du lot N° 279-A (deux cent soixante-dix-neuf-A) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement mesurant 40 pieds de largeur sur la 16ème rue ouest par 80 pieds de profondeur, sur la 2ème avenue ouest, plus ou moins, mesures anglaise, borné à l'ouest par la 2ème Avenue ouest, au nord par la 16ème rue ouest, à l'est par la partie du lot N° 279-A du même cadastre propriété de J. S. Lévesque et au sud par la partie du lot N° 279-A du même cadastre pro-

As belonging to defendant.

1. A farm situate in range six of the township of Roxton, containing an area of sixty arpents of land, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for said township of Roxton (Shefford) under lot number two hundred and eighty-five (285) with buildings erected thereon;

2. Another farm situate in range five of said township of Roxton (Shefford) containing an area of thirty-one arpents of land, more or less, and measuring one arpent and a quarter in width by twenty-six arpents in depth and bounded as follows: in front by the road of range five of the township of Roxton, in the rear or in depth by the property of Rodolphe Côté, to the east by Maurice Saint-Onges' farm, to the west by that of Dame Veuve Wellie Giard; this farm is known and designated on the official plan and book of reference of said township of Roxton as being part west of said lot number two hundred and seventeen (217) with buildings erected thereon.

To be sold at the Saint-Jean-Baptist Catholic church door, at Roxton Falls, county of Shefford, WEDNESDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, October 30, 1953.
35955-45-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 275575. { ROLLAND BASTIEN Plaintiff, vs ALBERT GAUTHIER, Defendant.

An emplacement situate on the southwest corner of Levis and Joliet Streets, in the town of Montreal-South, known and designated as being subdivision 178 of the original lot of lot No 155 (155-178) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring 50 feet in width by 127 in depth, with all the buildings thereon erected bearing the civic number 742 Joliet Street.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Georges of Montreal-South, NOVEMBER TWENTIETH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 10, 1953. 35752-42-2

QUEBEC

Fieri Facias

Magistrate's Court — District of Quebec

Quebec, to wit: No. 163847. { JOS. MORNEAU INC., legal corporation having its head office at Charlesbourg,

county of Quebec vs MARCEL LEVEILLÉ, of Charlesbourg and AURELE LECLERC, registrar, for the district of Quebec.

Part of lot No. 279-A (two hundred and seventy-nine A) of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, an emplacement measuring 40 feet in width on 16th Street, West, by a depth of 80 feet, on 2nd Avenue, West, more or less, English measure, bounded westwards by 2nd Avenue, West, northwards by 16th Street, West, eastwards by that part of lot No. 279A of the same cadastre, owned by J. S. Lévesque, and to the South by that part of lot No. 279A of the same cadastre

priété de M. A. Savard, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 20 octobre 1953. 35844-43-2-o

[Première insertion: 24 octobre 1953]
[Deuxième insertion: 7 novembre 1953]

owned by M. A. Savard, with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Charles de Charlesbourg, county of Quebec, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, October 20, 1953. 35844-43-2

[First insertion: October 24, 1953]
[Second insertion: November 7, 1953]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, N° 11865. J. HENEAULT DUPUIS, demandeur vs DAME ALPHONSE VERDON & VIR, défendeurs.

Un terrain sis et situé au village de Saint-Guillaume, contenant un arpent de profondeur, à compter de la rue Principale, et borné quant à la largeur, d'un côté au nord-est au lot appartenant à Roméo Fafard ou successeurs, de l'autre côté vers le sud-ouest au lot de Albert Desjarlais connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton comme étant une partie du lot N° 673, avec maison dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton MERCREDI le NEUF DÉCEMBRE 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 28 octobre 1953. 35956-45-2-o

[1ère insertion: 7 novembre 1953]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 11865. J. HENEAULT DUPUIS, plaintiff vs DAME ALPHONSE VERDON & VIR, defendants.

A piece of land situate in the village of Saint-Guillaume, containing one arpent in depth, as from Principale Street, and bounded on the width, on one side north-easterly, by a lot owned by Roméo Fafard or his successors, and on the other side, south-westerly, by Albert Desjarlais' lot, known and designated an the official plan and book of reference of the parish of Saint-Guillaume of Upton, as forming part of lot No. 673, with house erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Guillaume of Upton, WEDNESDAY the NINTH day of DECEMBER 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, October 28, 1953. 35956-45-2

[First insertion: November 7, 1953]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 333720. THE JAMES ROBERTSON COMPANY LIMITED, demanderesse vs ANDRÉ BERTRAND, défendeur.

Un terrain de forme rectangulaire, situé en la paroisse de Verchères, au rang de La Côte, étant le lot N° trente-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinq (205-33) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, district de Richelieu, avec toutes constructions y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères JEUDI le DIX DÉCEMBRE 1953, à DEUX heures P. M.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 28 octobre 1953. 35957-45-2-o

[Première insertion: 7 novembre 1953]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 333720. THE JAMES ROBERTSON COMPANY LIMITED, Plaintiff vs ANDRÉ BERTRAND, Defendant.

A piece of land of rectangular shape, situate in the parish of Verchères, La Côte Range, being lot No. Thirty-three of the official subdivision of original lot number two hundred and five (205-33) of the official plan and book of reference of the parish of Verchères, district of Richelieu, with all buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Verchères, THURSDAY the TENTH day of DECEMBER 1953, at TWO o'clock P.M.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, October 28, 1953. 35957-45-2

[First insertion: November 7, 1953.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de L'Échiquier du Canada. N° 61865-69086. LA REINE, LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET SES AMENDEMENTS, demanderesse, vs GABRIEL MORA, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de St-Faustin dans le Comté de Terrebonne dans le septième rang du canton Wolfe, pris à même le lot numéro sept (7) du cadastre officiel du Canton Wolfe,

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Exchequer Court of Canada, No. 61865-69086. THE QUEEN, INCOME TAX ACT AND AMENDMENTS, Plaintiff, vs GABRIEL MORA, of the city and district of Montreal, defendant.

A piece of land situate in the parish of St. Faustin in the county of Terrebonne, Range seventh of the township of Wolfe, a part of lot number seven (7) of the official cadastre of the township of

borné au sud par un chemin de trente pieds de largeur servant de chemin de sortie à tous les propriétaires de terrains au Lac Nantel, au nord par les terrains appartenant à Louis Tarlo, madame Joseph Zack, et S. H. Clarke à l'ouest par le lot huit du même rang et à l'est par le lot six du même rang.

Sous la réserve d'un droit de passage à pied seulement sur une lisière de dix pieds de largeur dudit lot sept longeant la ligne du lot huit, à partir du chemin de sortie jusqu'au terrain de Louis Tarlo.

Ce droit de passage a été réservé pour l'utilité du terrain de Louis Tarlo, contigu à la ligne nord du terrain susdécrit.

Un terrain situé dans le septième rang canton Wolfe, pris à même le lot de terre numéro six (P. 6) du cadastre officiel dudit canton, borné au nord par le lot 6-1 appartenant à S. H. Clarke, au sud par le chemin de sortie, à l'est par le prolongement vers le sud de la ligne est dudit lot 6-1, et à l'ouest par la partie susdécrite du lot 7 du même rang;

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes y attachées, et spécialement avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans le chemin longeant la ligne sud du terrain vendu et traversant les lots six et sept du septième rang du canton Wolfe, ainsi que les lots, cinq, six et sept du sixième rang dudit canton et donnant accès du chemin du Roi.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Faustin, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 8 octobre 1953. 35753-42-2-o

Wolfe, bounded to the south by a road thirty feet in width serving as an exit for all the land proprietors of Lake Nantel, to the north by land owned by Louis Tarlo, Mrs Joseph Zack, and S. H. Clarke, to the west by lot eight of the same Range and to the east by lot six, same Range.

Subject to a right-of-way for pedestrians only, a strip of land ten feet wide of said lot seven bordering the line of lot eight, extending from the road of exit as far as the land of Louis Tarlo.

This right-of-way has been reserved to service the land of Louis Tarlo, adjoining the northern line of the land hereinabove described.

A piece of land situate in Range Seven of the township of Wolfe, part of lot number six (P. 6) of the official cadastre of said township, bounded to the north by lot 6-1 owned by S. H Clarke, to the south by the road of exit, to the east by the extension southwards of the east line of said lot 6-1, and to the west by the part hereinabove described of lot 7 of the same Range;

As the whole actually stands, with servitudes attached thereto, and especially with right of way in common with all others having right thereto, the road bordering the south line of the land sold and crossing lots six and seven, of Range seven of the township of Wolfe, as well as lots, five, six and seven of Range six of said township with access to King's highway.

To be sold at the Catholic church door of the parish of St. Faustin, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER 1953 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, this October 8th, 1953. 35753-42-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bettez vs Boucher 3292
Forest vs Laberge 3292

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1155 — Concernant l'adoption de règlements relatifs à la vente de viande de cheval 3214
1159 — Concernant certains actes administratifs du département de la Chasse et des Pêcheries 3293
1160 — Concernant la réserve de chasse et de pêche des Schick-Shocks 3294
1201-A — Construction, région des Cantons de l'Est 3299
1201-B — Imprimerie, comtés de Chicoutimi, etc. 3301
1201-C — Construction, comtés de Hull, etc. 3302
1201-D — Confection pour hommes et garçon, Province 3304
1202-A — Construction, région de Rimouski 3295
1202-B — Barbier, coiffeur et coiffeuse, comtés de Joliette, etc. 3296
1202-C — Fer structural — Province .. 3297
1202-D — Commerce de l'alimentation en gros, région de Québec (Corrections) 3298
1203 — Employés de garage, cités de Québec, etc. 3307

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bettez vs Boucher 3292
Forest vs Laberge 3292

ORDERS IN COUNCIL:

1155 — Concerning the adoption of regulations respecting de sale of horse meat 3314
1159 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries 3293
1160 — Concdrning the Fish and Game Reserve of Schick-Shocks 3294
1201-A — Construction, Eastern Townships district 3299
1201-B — Printing, counties of Chicoutimi, etc. 3301
1201-C — Construction, counties of Hull, etc. 3302
1201-D — Men's and boys' clothing, Province 3304
1202-A — Construction, district of Rimouski 3295
1202-B — Barber and hairdressing, counties of Joliette, etc. 3296
1202-C — Structural Iron — Province. 3297
1202-D — Wholesale food products, region of Quebec (Corrections) 3298
1203 — Garage employees, cities of Quebec, etc. 3307

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3269

AVIS DIVERS:

Bélanger Inc. (Directeurs) 3324
Coopérative d'Habitations des Artisans de St-Jérôme (Fondation) 3321
C.P.I. Paint Division Employees Credit Union (Fondation) 3322
Consolidated Glass Employees Credit Union (Fondation) 3322
Dawmac Mining and Oils Limited (Directeurs) 3321
Hobbs Glass Employees Credit Union (Fondation) 3323
Hump Yard Employees Credit Union (Fondation) 3323
J. R. Boisvert & Compagnie Ltée — J. R. Boisvert & Company Ltd. (Directeurs) 3325
G. S. W. Employees Credit Union (Fondation) 3323
L'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec (Règlements) 3319
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fulgence (Formation) 3324
McColl Frontenac Refinery Employees Credit Union (Fondation) 3323
Molsons Employees Credit Union (Fondation) 3323
Orchid Fashions Inc. (Directeurs) 3324
Ste-Agathe-des-Monts, Comm. scolaire de la ville de (Rachat d'obligations) 3322
Steinberg's Employees Credit Union (Fondation) 3324
Syndicat Coopératif de Criblage de St-Roch-l'Achigan (Fondation) 3321
Syndicat des Scieries de St-Raymond (Fondation) 3324

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3325

CHARTES — ABANDON DE:

Gérard Couture Ltée 3326
Millen & Frère Inc. 3325
Roberts Holding Corporation 3326
Ronbar Wrecking Co. Ltd. 3326
Top-Line Children's Wear Ltd. 3326
Victory Textiles Inc. 3326

COMPAGNIES DISSOUTES:

A. Lajeunesse Ltd. 3327
Al'n Dale Inc. 3327
Concessions Limited 3327
Crude Oil Engine & Engineering Company Limited 3327
Fernhill Ltd. 3328

CURATELLE PYBLIQUE:

Lafond, succession Alcide 3328

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Asbestos, ville *et al* 3284
Baie d'Urfée, ville de 3276
Beaconsfield, ville de 3273
Bélisle, Léo-Paul 3290
Benijaminavicius *et Uxor*, Philippe 3291
Bolduc, Succession Zénon 3277
Brien, René 3273
Bromptonville, ville et comm. scol. 3284

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3269

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bélanger Inc. (Directors) 3324
Coopérative d'Habitations des Artisans de St-Jérôme (Foundation) 3321
C.P.I. Paint Division Employees Credit Union (Foundation) 3322
Consolidated Glass Employees Credit Union (Fondation) 3322
Dawmac Mining and Oils Limited (Directors) 3321
Hobbs Glass Employees Credit Union (Foundation) 3323
Hump Yard Employees Credit Union (Foundation) 3323
J. R. Boisvert & Compagnie Ltée — J. R. Boisvert & Company Ltd. (Directors) 3325
G. S. W. Employees Credit Union (Foundation) 3323
The Quebec Licensed Culler's Association (By-laws) 3319
Le Syndicat de l'U.C C. de St-Fulgence (Formation) 3324
McColl Frontenac Refinery Employees Credit Union (Foundation) 3323
Molsons Employees Credit Union (Foundation 3323
Orchid Fashions Inc. (Directors) 3324
Ste-Agathe-des-Monts, School Comm. of the town of (Redemption of bonds) 3322
Steinberg's Employees Credit Union (Foundation) 3324
Syndicat Coopératif de Criblage de St-Roch-l'Achigan (Foundation) 3321
Syndicat des Scieries de St-Raymond (Fondation) 3324

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning to private bills to be introduced during the coming session 3325

CHARTERS — SURRENDER OF:

Gérard Couture Ltée 3326
Millen & Frère Inc. 3325
Roberts Holding Corporation 3326
Ronfar Wrecking Co. Ltd. 3326
Top-Line Children's Wear Ltd. 3326
Victory Textiles Inc. 3326

COMPANIES DISSOLVED:

A. Lajeunesse Ltd. 3327
Al'n Dale Inc. 3327
Concessions Limited 3327
Crude Oil Engine & Engineering Company Limited 3327
Fernhill Ltd. 3328

PUBLIC CURATORSHIP:

Lafond, estate Alcide 3328

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Asbestos, town *et al* 3284
Baie d'Urfée, town of 3276
Beaconsfield, town of 3273
Bélisle, Léo-Paul 3290
Benijaminavicius, *et Uxor*, Philippe 3291
Bolduc, Estate of Zénon 3277
Brien, René 3273
Bromptonville, town and School Comm. 3284

Canton Delisle, Corporation de 3283
Charpentier, Jean-Jacques-Armand 3273
Charbonneau, Pierre-Marcel *et vir* 3272
Chicoutimi, cité 3287
Cléroux, Succession Grégoire 3273
Coaticook, ville 3285
Commissions scolaires de la ville de St-Joseph-d'Alma et de Naudville 3283
Dion, Alexandre *et al* 3272
Dorion, ville de 3280
East-Angus, ville de 3289
Erickson, Belle Geraldine 3291
Greenfield Park, ville de 3286
Hope, Robert Alexander 3275
Hull, vité de 3287
Labonté, Succession Dame Célina 3279
La Chaine Coopérative du Saguenay .. 3276
Lachine, cité de 3274
La Congrégation des Missionnaires Fils du Coeur Immaculé de Marie (Pères Clarétains) 3279
L'Abord-à-Plouffe, ville de 3277
Lachine, cité 3291
Laval, comté de 3277
Lavoie, Adélard 3280
Lemoyne, ville de 3286
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis 3283
Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec 3282
Lévis, cité de 3290
Longueuil, cité de 3281
Matane, ville de 3275
Mateesco, Nicolas 3282
Mont-Joli, ville de 3275
Mont-Laurier, commission scolaire de 3274
Mont-Laurier, ville de 3278
Montmangy, ville de 3283
Montréal, ville de 3288
Myszochray, Casimir 3277
Namerow, Isidore 3292
Outremont, cité de 3290
Rivermead Golf Club 3291
Rivière-du-Loup, cité de 3289
Salaberry-de-Valleyfield, cité de 3289
Sherbrooke, cité de 3281
Sillery, cité de 3287
Sillery, commissaires d'écoles de la cité de 3281
Société d'Administration et de Fiducie 3278
Sœurs de St-Joseph de St-Hyacinthe .. 3271
Ste-Rose, ville de 3279
St-Félicien, ville de 3281
St-Hyacinthe, cité 3282
St-Hyacinthe, comm. scol. 3285
St-Jean, cité de *et al* 3280
St-Lambert, ville de 3286
St-Martin, paroisse de 3278
St-Jérôme, cité de 3270
St-Joseph-de-Beauce, commissaires d'écoles du village de 3272
St-Joseph de la Rivière des Prairies, paroisse de 3271
Succession Dame Louise Papin dit Lachance 3274
Successions Patrick Labelle et Adelina Rochon 3283
The Montreal Protestant House of Industry and Refuge 3274
The St-Maurice Furniture Company Limited 3272
The Royal Trust Co. *et al* 3292
Turner, John Napier Wyndham 3275
Urwin, John 3271
Weinstein, Milton 3280
Wilson, George Silcock 3276

Canton Delisle, Corporation of 3283
Charpentier, Jean-Jacques-Armand 3273
Charbonneau, Pierre-Marcel *et vir* 3272
Chicoutimi, city 3287
Cléroux, Estate of Grégoire 3273
Coaticook, town 3285
School Commissions of the town of St-Joseph d'Alma and of Naudville 3283
Dion, Alexandre *et al* 3272
Dorion, town of 3280
East-Angus, Town of 3289
Erickson, Belle Geraldine 3291
Greenfield Park, town of 3286
Hope, Robert Alexander 3275
Hull, city of 3287
Labonté, Estate of Dame Célina 3279
La Chaine Coopérative du Saguenay .. 3276
Lachine, city of 3274
The Congregation of Missionnary Sons of the Immaculate Heart of Mary (Claretan Fathers) 3279
L'Abord-à-Plouffe, town of 3277
Lachine, city 3292
Laval, county of 3277
Lavoie, Adélard 3280
Lemoyne, town of 3286
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis 3283
Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec 3282
Lévis, city of 3290
Longueuil, city of 3281
Matane, town of 3275
Mateesco, Nicolas 3282
Mont-Joli, town of 3275
Mont-Laurier, School Commission of .. 3274
Mont-Laurier, town of 3278
Montmagny, town of 3283
Montreal, city of 3288
Myszochray, Casimir 3277
Namerow, Isidore 3290
Outremont, city of 3290
Rivermead Golf Club 3291
Rivière-du-Loup, city of 3289
Salaberry-de-Valleyfield, city of 3289
Sherbrooke, city of 3281
Sillery, city of 3291
Sillery, School Commissioners of the city of 3281
Société d'Administration et de Fiducie. 3278
Sisters of St-Joseph of St-Hyacinthe ... 3271
Ste-Rose, town of 3279
St-Félicien, town of 3281
St-Hyacinthe, city of 3285
St-Hyacinthe, School Comm. 3285
St-Jean, city of *et al* 3280
St-Lambert, town of 3286
St-Martin, parish of 3278
St-Jérôme, city of 3270
St-Joseph-de-Beauce, School Commissioners of the village of 3272
St-Joseph de la Rivière des Prairies, parish of 3271
Estate of Dame Louise Papin dit Lachance 3274
Estates Patrick Labelle and Adelina Rochon 3283
The Montreal Protestant House of Industry and Refuge 3274
The St-Maurice Furniture Company Limited 3272
The Royal Trust Co. *et al* 3292
Turner, John Napier Wyndham 3275
Urwin, John 3271
Weinstein, Milton 3280
Wilson, George Silcock 3276

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Baieville, village 3328

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Mann, Cath. 3328
Marston-Sud 3329
N.-Dame de la Salette 3329
Ripon 3330
St-Sylvestre 3329
Shawinigan-Sud 3329
Tadoussac 3329
Ville d'Alma 3329

TERRES ET FORETS:
Service du Cadastre:

Campbell, canton 3330
Chertsey, canton 3331
L'Assomption, village 3330
Ragueneau, canton 3331
St-Germain-de-Rimouski, paroisse 3330

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Comité Conjoint de la Bijouterie et d'Horlogerie du Québec (Prélèvement) 3332
Construction, région de Montréal (Modification) 3331

LIQUIDATION, AVIS DE:

Kay Saled Reg'd 3333

NOMINATIONS:

Diverses 3334

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité du canton de Whitton à la municipalité du canton de Marston 3335
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 3334

SIÈGES SOCIAUX:

Basler Hotel Inc. 3338
Canapro Ltd. 3339
Compagnie Franco-Canadienne de Luxe — The Franco-Canadian de Luxe Co. 3337
Garland Mining & Development Co., Ltd. ..... *M* 3337
Laurentide Motels Limited 3337
Moulin à Scie Blain Inc. 3339
Pintsch Compressing Corporation 3338
The Safety Car Heating & Lighting Co. Inc. 3338
Chevaliers de Colomb; Conseil:
Danville, N° 3322 3336
Lafontaine, N° 1356 3338
LaSalle, N° 3147 3337
LaSarre, N° 2598 3338
Parent, No 2887 3336
St-Laurent, N° 5294 3336

SOUMISSIONS:

Cap-Chat, village 3341
Danville, village 3344

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Baieville, village 3328

EDUCATION:
School Municipality of:

Mann, Cath. 3328
Marston-Sud 3329
N.-Dame de la Salette 3329
Ripon 3330
St-Sylvestre 3329
Shawinigan-Sud 3329
Tadoussac 3329
Ville d'Alma 3329

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Campbell, township 3330
Chertsey, township 3331
L'Assomption, village 3330
Ragueneau, township 3331
St-Germain-de-Rimouski, parish 3330

LABOUR:
Industry or Trades of:

Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec (Levy) 3332
Construction, region of Montreal (Amendment) 3331

WINDING UP NOTICES:

Kay Saled Reg'd 3333

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 3334

PROCLAMATIONS:

Concerning annexation of a certain territory of the municipality of the township of Whitton to the municipality of the township of Marston 3335
Convocation of the Legislature for the dispatch of business 3334

HEAD OFFICES:

Basler Hotel Inc. 3338
Canapro Ltd. 3339
The Franco-Canadian de Luxe Co.— Compagnie Franco-Canadienne de Luxe 3337
Garland Mining & Development Co., Ltd. 3337
Laurentide Motels Limited 3337
Moulin à Scie Blain Inc. 3339
Pintsch Compressing Corporation 3338
The Safety Car Heating & Lighting Co. Inc. 3338
Knights of Columbus; Council:
Danville, No. 3322 3336
Lafontaine, No. 1356 3338
LaSalle, No. 3147 3337
LaSarre, No. 2598 3338
Parent, No 2887 3336
St-Laurent, No. 5294 3336

TENDERS:

Cap-Chat, village 3341
Danville, village 3344

Iberville, Comm. Scol. 3339
Ste Adèle, com. Scol. (correction) 3339
St-Germain-de-Rimouski, Comm. scol. 3342
Ste-Foy, Comm. scol. 3343
Trois-Rivières, cité 3345

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company ... 3347
Canadian Pacific Railway Company. ... 3346

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Héneault, Joseph-Ernest 3347

VENTES POUR TAXES:

Pointe-Claire, ville de 3347
St-Lambert, cité de 3348

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Office du Crédit agricole du Québec vs Forand 3349

MONTRÉAL:

Bastien vs Gauthier 3350

QUÉBEC:

Jos. Morneau Inc. vs Leveillé 3350

RICHELIEU:

Dupuis vs Verdon *et vir* 3351
The James Robertson Co. Ltd vs Bertrand 3351

TERREBONNE:

La Reine vs Mora 3351

Iberville, School Comm. 3339
St. Adele, School Com Correction 3339
St-Germain-de-Rimouski, School Comm. 3342
Ste-Foy, School Comm. 3343
Trois-Rivières, city 3345

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company ... 3347
Canadian Pacific Railway Company ... 3346

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Héneault, Joseph-Ernest 3347

SALES FOR TAXES:

Pointe-Claire, town of 3347
St-Lambert, city of 3348

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Quebec Farm Credit Bureau vs Forand 3349

MONTREAL:

Bastien vs Gauthier 3350

QUEBEC:

Jos. Morneau Inc. vs Leveillé 3350

RICHELIEU:

Dupuis vs Verdon *et vir* 3351
The James Robertson Co. Ltd vs Bertrand 3351

TERREBONNE:

The Queen vs Mora 3351

35927-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.